



Institut des Nations Unies
pour la recherche
sur le désarmement

UNIDIR

forum du désarmement

quatre • 2010



**La société civile
et le désarmement nucléaire**

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) est un institut autonome au sein des Nations Unies financé par des contributions volontaires.

Grâce à ses projets de recherche, à ses publications, à ses conférences et à différents réseaux d'experts, l'UNIDIR favorise l'émergence d'une logique et d'un dialogue nouveaux autour des problèmes actuels et futurs de sécurité.

Le *Forum du désarmement* bénéficie de contributions des Gouvernements de la Fédération de Russie, de la Finlande, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, d'Israël, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Suisse et de la Turquie ainsi que du Saint-Siège.

UNIDIR – des idées pour la paix et la sécurité

www.unidir.org

forum du désarmement

quatre • 2010



La société civile et le désarmement nucléaire

Rédactrice en chef
Kerstin Vignard

Traductrice (français)
Valérie Compagnion

Éditrice (anglais)
Jane Linekar

Palais des Nations
CH-1211, Genève 10, Suisse
Tél. : +41 (0)22 917 31 86
Fax : +41 (0)22 917 01 76
disarmamentforum@unog.ch
www.unidir.org



Institut des Nations Unies
pour la recherche
sur le désarmement

UNIDIR

© Nations Unies

Les articles publiés dans le *Forum du désarmement* n'engagent que leurs auteurs.

Les articles ne reflètent pas nécessairement les vues ou les opinions de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNIDIR, de son personnel ou des États ou institutions qui apportent leur concours à l'Institut.

Les noms et désignations de pays, territoires, villes ou zones employés dans le *Forum du désarmement* n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

Printed at United Nations, Geneva
GE.05-00859—December 2010—4,000
UNIDIR/2010/13
ISSN 1020-7287

Imprimé sur papier recyclé

Table des matières

1 **Note de la rédactrice en chef**

Kerstin Vignard

La société civile et le désarmement nucléaire

3 **Où en est le mouvement pour l'abolition nucléaire ?**

Lawrence S. Wittner

15 **Génération de changement : convaincre les jeunes de l'après-guerre froide de l'importance du désarmement**

Nina Eisenhardt et Tim Wright

27 **De la motivation au succès : organiser l'action de la société civile pour infléchir la politique en matière d'armement nucléaire**

Alyn Ware

41 **Maintenant nous le pouvons : les avancées de la société civile et des gouvernements vers une interdiction des armes nucléaires**

Dimity Hawkins

51 **Le désarmement nucléaire, la société civile et la démocratie**

Andrew Lichterman

Tribune libre

65 **La dissuasion nucléaire vue de près**

Robert Green

71 **Actualité de l'UNIDIR**

Le contexte politique international est aujourd'hui plus réceptif que jamais à l'idée de désarmement et d'abolition nucléaires. Il est aussi largement admis que l'abolition nucléaire prendra du temps, comme l'atteste la déclaration du Président Barack Obama à Prague en 2009 selon laquelle un monde sans armes nucléaires est un but qui ne pourra être atteint avant longtemps et qu'il faudra de la patience et de la persévérance.

Le mouvement pour l'abolition nucléaire a été patient et persévérant. D'aucuns diront qu'il a été trop patient et qu'il s'est affaibli depuis la fin de la guerre froide. Les circonstances politiques actuelles sont propices à une reprise du mouvement. Mais où sont les protestations de masse ? À l'heure où les réseaux sont si importants, pourquoi le mouvement en faveur du désarmement nucléaire semble-t-il si dispersé ? De nombreuses campagnes et organisations – anciennes ou nouvelles – semblent se faire concurrence pour convaincre de nouveaux publics, obtenir des ressources financières et se faire entendre. Cette évolution est-elle inévitable à l'ère des médias sociaux ? Faut-il oublier les grandes manifestations et suivre plutôt les tendances sur Facebook, Twitter et YouTube ?

Ce numéro du *Forum du désarmement* examine le rôle de la société civile s'agissant de l'abolition nucléaire. Comment le désarmement et l'abolition nucléaires peuvent-ils mobiliser l'opinion comme ils le faisaient durant la guerre froide et même juste après ? Des enseignements peuvent-ils être tirés de mouvements plus récents menés (avec plus de succès) dans d'autres domaines du désarmement ? Quelles mesures permettraient d'instaurer des partenariats avec les acteurs de la société civile pour faire progresser le désarmement nucléaire ? Que faire pour garantir à la société civile une place à la table des négociations sur les questions nucléaires comme ce fut le cas récemment dans les processus sur les mines terrestres et les armes à sous-munitions qui considéraient la société civile comme un partenaire précieux et non pas comme un agitateur devant rester à l'écart des négociations ? Dans ce numéro, les auteurs examinent ces questions et diverses autres en s'intéressant à l'avenir ; leurs analyses donnent matière à réflexion.

Le prochain numéro du *Forum du désarmement* se concentrera sur la préparation de la Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines qui aura lieu en 2011. Alors qu'ils ont eu des discussions de fond sur des questions thématiques depuis la dernière Conférence d'examen, les États parties à la Convention sur les armes biologiques se heurtent toujours aux mêmes difficultés, à savoir l'universalité, l'application et la vérification de la Convention. Dans la dernière ligne droite avant la Conférence d'examen de 2011, nous nous intéresserons aux prochaines mesures que pourraient décider les États parties et ce qu'ils pourraient faire pour renforcer le traité.

Une fois de plus, l'UNIDIR a participé activement à la session annuelle de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le 5 octobre, l'UNIDIR a organisé

un événement intitulé « Réfléchir à une lutte efficace contre le courtage illicite des éléments pouvant servir à fabriquer des ADM ». Le 14 octobre, en collaboration avec la Secure World Foundation, l'UNIDIR a organisé une conférence intitulée « La sécurité spatiale : les prochaines étapes pour des mesures de confiance » et, le 20 octobre, une rencontre sur le thème « Améliorer l'efficacité du Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères : difficultés de mise en œuvre et possibilités ». La directrice de l'UNIDIR, Theresa Hitchens, a également fait une présentation lors du débat thématique sur le mécanisme multilatéral pour le désarmement.

Du 10 au 12 novembre 2010, l'UNIDIR a organisé un séminaire régional à Katmandou (Népal) sur le thème « Soutenir les négociations pour un traité sur le commerce des armes par des discussions régionales et un partage d'expertise ». Ce séminaire, axé sur les pays d'Asie centrale et d'Asie du Sud était organisé dans le cadre d'un projet que l'UNIDIR met en œuvre pour l'Union européenne suite à une décision du Conseil de l'Union européenne « concernant les activités de l'Union européenne en faveur du traité sur le commerce des armes, dans le cadre de la stratégie européenne de sécurité » (2010/336/PESC). Cette rencontre a été co-organisée avec le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique.

Le séminaire a réuni près de 40 représentants de 15 pays, représentant les ministères des affaires étrangères, de la défense, de l'économie ou de l'intérieur, ainsi que les forces armées. En outre, plusieurs experts furent invités à faire des présentations et à participer aux discussions. Ce séminaire s'inscrit dans une série de rencontres régionales organisées par l'UNIDIR pour le compte de l'Union européenne afin de soutenir les négociations d'un traité sur le commerce des armes et faire en sorte que ce processus soit aussi ouvert que possible.

Début 2010, l'UNIDIR a lancé le projet « Discours sur les armes explosives » qui a organisé plusieurs colloques réunissant des praticiens et des responsables politiques d'horizons divers pour stimuler les discussions sur ces armes. Le projet a produit plusieurs documents et rapports de synthèse. Je vous invite à visiter le site du projet (<http://explosiveweapons.info/>) et à consulter les ressources qu'il propose pour en savoir plus sur ce sujet important. Le projet « Discours sur les armes explosives », ainsi que d'autres acteurs, diffusent des informations sur les accidents provoqués par les armes explosives par le biais du fil Twitter <<http://twitter.com/explosiviolence>>.

Ce numéro marque également le départ d'un membre de l'équipe du *Forum du désarmement*. Depuis son arrivée en 2005, Jane Linekar a mis son enthousiasme et sa créativité au service de notre publication et d'autres activités de l'Institut. Jane nous a apporté des contributions remarquables et durables ; elle a notamment mené la réflexion autour de la nouvelle maquette du *Forum du désarmement* à l'occasion du dixième anniversaire de la publication. Je tiens à lui exprimer toute ma reconnaissance pour son engagement, sa patience, sa bonne humeur, sa persévérance et lui adresse tous mes vœux de succès pour ses nouveaux projets.

Où en est le mouvement pour l'abolition nucléaire ?

Lawrence S. Wittner

L'idée d'un monde sans armes nucléaires qui a suscité par le passé un mouvement social important¹ mobilise encore aujourd'hui. Le désarmement nucléaire est aujourd'hui une revendication majeure du mouvement mondial pour la paix, un réseau complexe d'organisations nationales et internationales touchant des groupes différents. L'objectif d'abolition nucléaire mobilise de nombreux autres groupes de la société civile, comme des associations religieuses, des organisations syndicales, des groupes écologistes et des partis politiques. En outre, l'opinion publique soutient aussi largement l'idée d'un monde sans armes nucléaires. Cet article entend faire le point sur les campagnes de mobilisation actuelles et sur la position de l'opinion publique sur la question. Il évoque aussi certaines des difficultés auxquelles se heurtent les militants du désarmement et tente de voir comment améliorer les différentes campagnes.

Les organisations

Le Bureau international de la paix est la plus importante association mondiale pour la paix ; fondé il y a plus d'un siècle, il reçut en 1910 le prix Nobel de la paix. Le Bureau international de la paix comprend 320 organisations membres dans 70 pays et plus d'une vingtaine de réseaux internationaux. En plus des actions engagées par ses membres, au cours de l'année écoulée, le Bureau international de la paix a pris part aux commémorations à Hiroshima et Nagasaki des bombardements atomiques de 1945, aidé à planifier la grande conférence des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi qu'un grand rassemblement au début de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2010 et soutenu des groupes qui se mobilisent pour un traité d'abolition nucléaire (souvent appelé convention sur les armes nucléaires). Il a aussi publié une vaste étude sur les dépenses que représentent les armes nucléaires et sur divers aspects de la menace nucléaire ; il participe au Comité spécial des ONG sur le désarmement à Genève².

Les associations internationales de professionnels jouent aussi un rôle crucial dans la campagne pour le désarmement nucléaire. L'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), un autre lauréat du prix Nobel (1985), compte 57 000 membres et des organismes lui sont rattachés dans 63 pays³. Cette organisation de médecins et autres professionnels de la santé souligne les dangers des armes nucléaires sur le plan médical et pour la santé publique comme l'indique sa dernière publication intitulée *Zero Is the Only Option*⁴. Elle participe à des conférences des Nations Unies, à des séances d'information organisées par des gouvernements et des parlements, fait des présentations à des associations médicales ou des écoles de médecine et défend activement l'idée d'une convention sur les armes nucléaires.

Lawrence S. Wittner est professeur honoraire d'histoire à la State University of New York, Albany. Le dernier livre qu'il a publié s'intitule *Confronting the Bomb: A Short History of the World Nuclear Disarmament Movement* (Stanford, Californie, Stanford University Press, 2009).

L'Association internationale des juristes contre les armes nucléaires (IALANA), qui a son siège en Allemagne et des bureaux dans la région du Pacifique, en Asie du Sud et aux États-Unis, a tiré profit de l'expertise juridique de ses membres et travaillé avec IPPNW et le Réseau international des ingénieurs et des scientifiques contre la prolifération (INESAP) à l'élaboration d'un modèle de convention relative aux armes nucléaires. IALANA souligne l'intérêt d'adopter une telle convention. IALANA insiste aussi pour que le droit international humanitaire s'applique aussi à la question des armes nucléaires⁵. L'INESAP, qui n'est pas une organisation à caractère associatif, bénéficie toutefois d'un réseau de plusieurs centaines de militants dans 25 pays. Elle préconise l'adoption d'un traité d'abolition nucléaire et agit pour trouver des solutions aux difficultés techniques du désarmement ; elle réfléchit ainsi à des systèmes de vérification adaptés pour un éventuel traité d'abolition⁶.

Le mouvement pour le désarmement nucléaire repose aussi sur plusieurs associations pacifistes internationales comme le Mouvement international de la réconciliation, Pax Christi et l'Internationale des résistants à la guerre. La Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté (LIFPL) est particulièrement engagée dans la campagne antinucléaire qu'elle soutient par le biais de son projet Reaching Critical Will⁷.

La mobilisation internationale pour le désarmement nucléaire progresse aussi parmi les politiques. Le réseau Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires, qui veut inciter les membres des assemblées législatives à se mobiliser pour le désarmement, compte aujourd'hui plus de 700 parlementaires dans 75 pays⁸. Mayors for Peace a fait encore mieux. Dirigé par le maire de Hiroshima, Tadatashi Akiba, Mayors for Peace est aujourd'hui soutenu par les maires de 4 207 villes de 144 pays et régions. L'organisation prône un monde sans armes nucléaires. Elle multiplie donc les activités en particulier les réunions, les présentations, le prêt de matériel d'exposition et les campagnes encourageant la rédaction de lettres⁹.

Des organisations pour la paix préconisant le désarmement nucléaire se mobilisent aussi au niveau national. Certaines d'entre elles sont particulièrement importantes. La Campagne pour le désarmement nucléaire (Royaume-Uni), qui mène une lutte acharnée contre la modernisation du programme d'armement nucléaire du Royaume-Uni et qui prône un monde sans armes nucléaires, compte 35 000 membres. Aux États-Unis, Peace Action (fruit de la fusion entre le Committee for a SANE Nuclear Policy et la Nuclear Weapons Freeze Campaign), qui compte 100 000 membres, s'oppose à la modernisation du complexe américain de production d'armes nucléaires, encourage les États-Unis à ratifier les traités de désarmement nucléaire et prône l'adoption d'une convention sur les armes nucléaires. D'autres grandes organisations internationales prônent le désarmement nucléaire comme le Japan Council against Atomic and Hydrogen Bombs, le Japan Congress against A- and H-Bombs et, en France, le Mouvement de la Paix.

Bien évidemment, nombreux sont ceux qui adhèrent à plusieurs organisations au niveau national ou international. Dans un même pays, des personnes adhèrent à plus d'un groupe. Il est, par conséquent, impossible de faire le décompte exact des gens qui sont membres d'une organisation pour la paix ou le désarmement. L'on peut néanmoins estimer à plusieurs millions les gens qui sont membres d'organisations faisant du désarmement nucléaire une grande priorité.

Il existe, en outre, de puissantes organisations internationales de la société civile qui, bien qu'elles se concentrent sur d'autres sujets, soutiennent le désarmement nucléaire, lui conférant une crédibilité supplémentaire. Citons, par exemple, la Confédération syndicale internationale (qui a réussi, avant la Conférence d'examen du TNP en 2010, à récolter des millions de signatures pour une pétition en faveur de l'abolition nucléaire)¹⁰, le Comité international de la Croix-Rouge (qui réclame depuis très longtemps l'abolition des armes nucléaires)¹¹, le Conseil œcuménique des églises (qui a récemment réitéré son appel en faveur d'un monde sans armes nucléaires)¹² et Greenpeace¹³. Des partis politiques importants – en particulier au sein de l'Internationale socialiste, l'organe mondial des partis socialistes et sociaux-démocrates – prônent aussi le désarmement nucléaire et l'avènement d'un monde sans armes nucléaires¹⁴. Ces organisations sont parfois en relation étroite avec les groupes engagés pour le désarmement nucléaire. Ainsi, la Campagne pour le désarmement nucléaire (Royaume-Uni) compte, parmi les organismes qui la soutiennent, des syndicats représentant plus d'un million de membres¹⁵.

Depuis quelques années, les organisations du désarmement profitent des nouvelles technologies pour se faire entendre de l'opinion publique et des organisations de la société civile sensibles à leur cause. Grâce à Internet, les groupes du désarmement peuvent faire des envois massifs de messages électroniques et utiliser des listes de diffusion pour mobiliser leurs membres. La création de sites web attractifs et la possibilité de faire suivre des messages leur permet en outre, et c'est tout aussi important, de faire passer leur message à toujours plus de gens et d'attirer de nouveaux membres et de nouvelles contributions financières. La rapide progression des publications électroniques a été une aubaine pour les militants du désarmement ; ils peuvent ainsi sortir des carcans habituels des publications imprimées et des réseaux de télévision. Le développement des réseaux sociaux leur est également très utile car il favorise la constitution de groupes d'intérêts et les mises en relation.

Les campagnes

Les organisations antinucléaires ont lancé un certain nombre de campagnes pour l'abolition des armes nucléaires. Abolition 2000 est probablement la plus ancienne ; elle fut organisée en 1995 par des ONG qui déploraient le choix des États parties qui, alors qu'ils allaient examiner la question de la prorogation du TNP, n'avaient pas inclus l'élimination des armes nucléaires dans l'ordre du jour de la conférence. En 1995, lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP, un certain nombre d'ONG se réunirent pour signer l'Abolition Statement. Depuis, Abolition 2000 a progressé et regroupe aujourd'hui plus de 2 000 organisations dans

plus de 90 pays, mais reste un réseau très peu structuré et sans grande cohésion ni direction concernant les activités des organisations participantes¹⁶.

Une initiative plus petite mais plus dynamique et mieux définie a démarré en 2006 : l'International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN). Lancée par IPPNW et motivée par le succès de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ainsi que par l'échec en 2005 de la Conférence d'examen du TNP), ICAN est aujourd'hui soutenue par plus de 200 organisations dans 60 pays, y compris IPPNW, IALANA, International Network of Scientists and Engineers for Global Responsibility, Mayors for Peace, Pax Christi International, LIFPL, la Confédération syndicale internationale et la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU). ICAN s'efforce d'obtenir la tenue de négociations internationales pour une convention sur les armes nucléaires et publie des documents qui soutiennent cette idée¹⁷.

Il convient de noter trois autres campagnes qui militent pour l'abolition nucléaire. Mayors for Peace qui soutient d'autres initiatives, dont ICAN, défend depuis novembre 2003 sa propre campagne intitulée 2020 Vision Campaign, le but étant de rallier un soutien en faveur de l'élimination des armes nucléaires d'ici à 2020. Elle a été approuvée par le parlement de l'Union européenne, la Conférence des maires des États-Unis et l'Association des maires de grandes villes du Japon, pour ne citer qu'eux¹⁸. L'Initiative des puissances moyennes, fondée en 1998, est une collaboration entre huit ONG internationales et les gouvernements de « puissances moyennes ». Ensemble, ils tentent de convaincre les États dotés d'armes nucléaires de prendre des mesures immédiates pour réduire les dangers nucléaires et entamer des négociations pour éliminer les armes nucléaires¹⁹. Enfin, Global Zero, créé en décembre 2008 par un groupe de responsables politiques et militaires de haut rang, s'efforce de stimuler la mobilisation pour mettre un terme à la prolifération des armes nucléaires, garantir la sécurité de toutes les matières nucléaires et parvenir un jour à l'élimination de toutes les armes nucléaires²⁰. Comme il sied à un mouvement représentant plutôt l'« establishment », Global Zero est une initiative qui tente de mobiliser des élites. Global Zero se tient à l'écart des groupes pour la paix et le désarmement mais fait des efforts pour s'adresser à l'opinion publique comme lors de la promotion du film *Countdown to Zero*.

Si l'opinion soutient largement le désarmement nucléaire c'est en grande partie grâce à l'action de toutes ces campagnes et organisations qui œuvrent pour le désarmement nucléaire. Un sondage réalisé en 2008 dans 21 pays dans le monde a constaté que dans 20 pays une grande majorité des gens (entre 62 et 93 % des personnes interrogées) soutenait l'idée d'un accord international pour l'élimination de toutes les armes nucléaires. Même dans le pays où une telle majorité ne se dégage pas (le Pakistan), une majorité relative de 46 % était favorable à un tel traité. Dans l'ensemble, en moyenne 76 % des personnes interrogées dans le cadre du sondage se prononçaient pour un accord et 16 % s'y opposaient. Parmi les États non dotés d'armes nucléaires, l'abolition des armes nucléaires était soutenue par 65 % des personnes interrogées en Turquie, 67 % en Thaïlande, 68 % en Iran, 70 % en Azerbaïdjan et dans les territoires palestiniens, 80 % en Ukraine, 81 % en Indonésie, 83 % en Égypte, 86 % au Nigéria

et en République de Corée, 87 % au Mexique, 93 % en Argentine et 96 % au Kenya. Même parmi les puissances nucléaires, l'abolition était largement plébiscitée : 62 % des personnes interrogées en Inde, 67 % en Israël, 69 % en Fédération de Russie, 77 % aux États-Unis, 81 % au Royaume-Uni, 83 % en Chine et 87 % en France²¹.

La Conférence d'examen du TNP qui eut lieu en mai 2010 à New York fut une excellente occasion pour ce mouvement de rallier de nouveaux soutiens en faveur de l'abolition nucléaire. L'un des points d'orgue de cette mobilisation est intervenu le 30 avril et le 1^{er} mai avec la tenue d'une conférence internationale « For a Nuclear Free, Peaceful, Just and Sustainable World » organisée à Riverside Church, New York. Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a prononcé à cette occasion un discours devant le millier de militants de 25 pays venus pour échanger des idées et des informations. Le 2 mai, des milliers de militants ont participé à un rassemblement international en faveur de l'abolition nucléaire organisé à Times Square, à la marche jusqu'au siège de l'ONU et au festival pour la paix sur Dag Hammarskjöld Plaza. Deux jours après, dans la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies, les organisateurs de cette mobilisation présentèrent aux Nations Unies des pétitions signées par 17 millions de personnes réclamant le début de négociations pour un traité d'abolition nucléaire²².

Les points faibles des mouvements

Malgré ces divers signes de vigueur, le mouvement du désarmement nucléaire est aujourd'hui très affaibli par rapport à l'apogée qu'il connut dans les années 80. Le 2 mai 2010, lorsqu'ils réussirent à mobiliser à New York 15 000 personnes en faveur du désarmement nucléaire, les organisateurs se félicitèrent de ce succès qui était la plus grande manifestation de soutien à l'interdiction de l'arme nucléaire depuis plusieurs décennies. Au début des années 80, les manifestations pour le désarmement nucléaire mobilisaient des foules beaucoup plus importantes : presque un million de personnes aux États-Unis et en Allemagne de l'Ouest, 550 000 aux Pays-Bas, plus de 500 000 en Italie et en Espagne, 400 000 au Royaume-Uni et au Japon, 350 000 en Australie, 300 000 en France, 130 000 en Finlande, 100 000 en Autriche, au Canada et au Danemark, et des chiffres aussi très importants ailleurs. Rien qu'en octobre 1983, près de 5 millions de personnes participèrent à des manifestations pour le désarmement nucléaire²³.

Les gens sont moins nombreux à défiler dans les rues, ils sont aussi moins nombreux à adhérer aux organisations qui soutiennent le désarmement nucléaire. Au Royaume-Uni, la Campagne pour le désarmement nucléaire ne compte aujourd'hui plus qu'un tiers environ du nombre d'adhérents qu'elle avait en 1985. Aux États-Unis, Peace Action a moitié moins de membres que son prédécesseur n'en avait en 1988. Ailleurs, les organisations importantes en faveur du désarmement nucléaire sont devenues dérisoires ou ont disparu. IPPNW ne compte plus qu'un tiers de ses membres par rapport à 1988 ; d'autres organisations ayant été un jour puissantes, comme European Nuclear Disarmament et le Nuclear Free and Independent Pacific Movement, ont disparu depuis longtemps²⁴. Il est certain que de nouvelles organisations sont apparues et

ont prospéré au cours des récentes décennies. C'est le cas, par exemple, de Mayors for Peace. Depuis 2001, après des années de déclin, certaines organisations ont vu le nombre de leurs membres augmenter, mais dans l'ensemble, le mouvement repose aujourd'hui sur une base nettement plus réduite comparée à ce qu'elle était dans les années 80.

Ajoutons que la cohésion entre les organisations s'est dégradée. Aujourd'hui, la diversité des groupes pour la paix et le désarmement présente des avantages, en particulier la possibilité de faire appel à des publics très divers, mais cette diversité des organisations, courante pour des groupes composés de contestataires indépendants, complique l'unité d'action autour des programmes et des activités. Le mouvement est parfois moins efficace que ne devraient l'être ses composantes réunies. Jusqu'à présent, le mouvement moderne pour l'abolition nucléaire n'a pas su se mobiliser autour d'un thème commun avec autant de succès que son prédécesseur ne l'avait fait au début des années 80 lorsque European Nuclear Disarmament avait appelé tous les mouvements européens en faveur du désarmement à s'opposer au déploiement de missiles nucléaires à moyenne portée par l'Est et l'Ouest. Il n'existe pas non plus de digne successeur à la campagne Nuclear Weapons Freeze, qui avait mobilisé au début des années 80 des organisations très différentes dans tous les États-Unis – des groupes pour la paix et le désarmement, des associations religieuses et des organisations syndicales ou professionnelles – pour alerter l'opinion publique américaine.

Aujourd'hui, si le rejet des armes nucléaires par l'opinion publique est largement répandu il ne semble pas être ancré profondément dans les mentalités. Si l'enquête de 2008 a révélé des majorités en faveur d'une interdiction internationale des armes nucléaires, cette interdiction était « fortement soutenue » par seulement 20 % des personnes interrogées au Pakistan, 31 % en Inde, 38 % en Russie, 39 % aux États-Unis et 42 % en Israël²⁵. Cette opposition tiède aux armes nucléaires transparaît également dans la faible participation aux manifestations organisées ces dernières décennies pour le désarmement nucléaire.

Un autre facteur qui sape la capacité des groupes du désarmement à mobiliser l'opinion est le fait que la majorité des gens ne connaissent rien des questions nucléaires. L'échec le plus cuisant du mouvement mondial pour le désarmement nucléaire fut le rejet en 1999 par le Sénat américain de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (qui n'est toujours pas entré en vigueur). Un sondage réalisé une semaine après ce vote décisif montrait que si la plupart des Américains soutenaient le traité, 34 % n'en avaient jamais entendu parler et seulement 26 % savaient que le Sénat l'avait rejeté²⁶. Les jeunes semblent être particulièrement mal informés sur les questions nucléaires. En 2010, un sondage réalisé dans huit pays, auprès d'adolescents et de personnes âgées au plus de 39 ans, a montré qu'une grande majorité d'entre eux ne savent pas que la Chine, la France, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et d'autres pays détiennent des armes nucléaires. En fait, seulement 59 % des Américains interrogés savent que leur pays est une puissance nucléaire. Seulement 43 % des Britanniques interrogés savent que le Royaume-Uni a un arsenal nucléaire²⁷.

L'explication de ces faiblesses

À l'heure où de nombreux dirigeants abordent publiquement la question d'un monde sans armes nucléaires, comment expliquer la faiblesse du mouvement par rapport à celui des années 80 ?

Le facteur le plus important est probablement que les gens n'ont pas le sentiment qu'il existe une crise nucléaire. Le mouvement pour l'abolition nucléaire a connu trois grandes périodes de mobilisation : la fin des années 40 (suite à l'indignation suscitée par les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki), la fin des années 50 et le début des années 60 (lorsque les essais de la bombe à hydrogène horrifièrent les gens dans le monde entier) et le début des années 80 (après la détente et alors que la guerre froide réapparaissait, une guerre nucléaire semblait sur le point d'éclater). Aujourd'hui, la guerre froide est derrière nous, les essais nucléaires sont condamnés et il n'y a plus de menaces publiques de guerre nucléaire ; l'opinion publique n'a donc plus l'impression que le désarmement nucléaire est une urgence.

Les gens comprennent par contre l'urgence concernant les guerres en Iraq et en Afghanistan et le conflit israélo-palestinien. La plupart des organisations qui font campagne pour le désarmement sont des groupes pour la *paix* et lorsque la crise nucléaire semble s'éloigner, elles se concentrent sur d'autres questions. Pour la jeune génération, le désarmement nucléaire semble être une question dépassée, qui intéresse plus leurs parents. Les gens de leur âge se sentent davantage concernés par les massacres et les guerres actuels contre lesquels ils se mobilisent et agissent.

Le constat est le même concernant les mouvements sociaux. Les mouvements écologistes, religieux, ceux qui prônent la justice sociale ou défendent les droits de l'homme soutiennent l'abolition nucléaire mais s'occupent généralement de questions qui leur semblent plus urgentes : le changement climatique, les effets négatifs de la mondialisation des entreprises, la pauvreté dans le monde et l'effondrement de l'économie mondiale. Ainsi, même si les responsables des principales confessions religieuses et de grandes fédérations syndicales se sont récemment prononcés pour la disparition du nucléaire, ils n'ont pas vraiment tenté de mobiliser leurs nombreux partisans derrière cet objectif.

Si l'abolition nucléaire n'est pas considérée comme une priorité urgente c'est peut-être aussi dû en partie au fait que les questions nucléaires ne sont pas bien connues. Cela fait plusieurs décennies que l'opinion publique est mal informée sur les questions ayant trait aux armes nucléaires et au désarmement nucléaire. Les chaînes de télévision, de radio et la presse écrite appartenant de plus en plus à des grands groupes davantage intéressés par leurs profits et le maintien du statu quo, les médias ont renoncé, pour la plupart, à la responsabilité qui est la leur d'informer correctement le public sur ces questions. Il n'est donc pas vraiment étonnant que tant de gens soient mal informés des dangers nucléaires et de l'importance du désarmement nucléaire pour les contrer. De plus, à l'exception des quelques programmes d'études sur la

paix, l'enseignement public sur les questions nucléaires est très insuffisant dans les écoles et les universités.

Le laisser-aller de la mobilisation contre les armes nucléaires s'est aggravé progressivement depuis vingt ans. L'histoire montre que chaque fois qu'un progrès est enregistré, les mouvements sociaux ont tendance à ralentir. Ce fut certainement le cas du mouvement pour le désarmement nucléaire qui diminua considérablement à la fin des années 60 après la signature du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires puis, une nouvelle fois à la fin des années 80, après que Reagan et Gorbatchev eurent favorisé des accords de désarmement nucléaire et la fin de la guerre froide. Les années 90 furent marquées par d'autres accords de maîtrise des armements et de désarmement (START I, START II et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) et d'importantes réductions des arsenaux nucléaires dans le monde. Le nouveau Traité START de 2010 et les récentes interventions du Président des États-Unis Barack Obama et d'autres hauts responsables politiques américains évoquant un monde sans armes nucléaires ont certainement réjoui les partisans du désarmement nucléaire, mais auront aussi entraîné un certain relâchement. En effet, pourquoi se donner du mal à adhérer à une organisation en faveur du désarmement nucléaire et à participer à ses activités lorsque les dirigeants s'occupent du problème des armes nucléaires ?

Même les militants les plus motivés ont perdu de leur fougue. Malgré des discours étonnants sur un monde sans armes nucléaires, l'administration du Président Obama n'a guère fait plus que signer avec la Fédération de Russie un modeste accord de désarmement nucléaire. Pendant ce temps, et c'est ce que dénoncent les groupes pour la paix et le désarmement, l'administration a tenté d'acheter le soutien du Sénat américain pour cet accord en prônant une modernisation du complexe américain des armes nucléaires pour un coût de 180 milliards de dollars sur dix ans²⁸. Récemment, lors de la dernière Conférence d'examen du TNP, les dirigeants des groupes pour la paix demandèrent si l'administration américaine entendait participer à l'élaboration d'un traité d'abolition nucléaire ; cette question a beaucoup amusé les représentants du Gouvernement américain qui estiment que c'est une utopie. Un fossé important s'est creusé entre les espoirs d'abolition nucléaire suscités par les discours de l'administration américaine et la réalité des initiatives classiques et progressives du désarmement et de la maîtrise des armements. Le cynisme de cette situation démoralise les militants.

Cette différence entre les objectifs à long terme et les avantages immédiats est, dans une certaine mesure, prise en compte par certaines organisations de la société civile. Divers groupes mobilisés pour la paix et le désarmement sont conscients des limites des pratiques et plans gouvernementaux en matière de désarmement ; ils veulent bien faire preuve de « réalisme » et se contenter de mesures de désarmement progressives. D'autres groupes veulent bien avancer par étapes mais sont résolus à faire pression pour obtenir l'ouverture de négociations sur un traité d'abolition nucléaire. Ils insistent d'ailleurs sur le fait que la mise en œuvre du nouveau Traité START et celle du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ne sont pas une

condition préalable à la tenue de telles négociations. En raison de ces différences de positions, certains groupes importants de la maîtrise des armements et du désarmement décidèrent de ne pas participer aux événements axés sur l'abolition nucléaire organisés en marge de la Conférence d'examen du TNP.

Ces divergences se répercutent aussi sur le financement du mouvement. En général, les financements importants versés par des fondations sont attribués aux acteurs qui prônent des initiatives progressives car les fondations s'intéressent davantage à des résultats immédiats qu'à ce qui pourrait se révéler une utopie. Ceux qui luttent pour l'abolition nucléaire ne disposent donc que de peu de moyens financiers. Par exemple, les événements organisés lors de la Conférence d'examen du TNP en mai 2010 étaient presque entièrement financés par les organisations elles-mêmes. À l'heure où le ralentissement économique mondial entraîne une réduction des contributions financières vers les mouvements sociaux, y compris ceux pour la paix et le désarmement, la décision de financer des projets qui œuvrent pour des changements progressifs fragilise les groupes qui se mobilisent pour un monde sans armes nucléaires.

Un certain nombre de facteurs limitent aussi, à long terme, l'efficacité du mouvement de désarmement nucléaire. Le plus important d'entre eux est l'importance que revêt encore aujourd'hui pour les gouvernements la puissance militaire, y compris les armes, pour protéger la sécurité nationale dans un monde anarchique. Comme l'a déploré un jour l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan : « [D]ans un monde où les États continuent de lutter pour le pouvoir [...] les arguments en faveur du désarmement ne sont pas suffisamment écoutés »²⁹. Cette situation reflète aussi l'influence de groupes d'intérêts puissants – militaires, scientifiques et économiques – concernant la fabrication et l'entretien des armes nucléaires. Il ne faut pas négliger non plus le lien entre l'énergie nucléaire et les armes nucléaires, un rapport qui a favorisé la mise au point d'arsenaux nucléaires dans un certain nombre de pays et qui pourrait avoir une influence dans quelques autres. N'oublions pas non plus la tentation de nier la réalité de la question nucléaire. Il est, en effet, difficile d'envisager la possibilité de l'anéantissement nucléaire mondial, ou en tout cas de s'attarder sur cette perspective.

Le mouvement pour l'abolition nucléaire se heurte à une autre difficulté sur le long terme : les problèmes du désarmement nucléaire varient d'un pays à l'autre. Par exemple, au Royaume-Uni, la Campagne pour le désarmement nucléaire lutte depuis plusieurs décennies pour que le pays ne soit plus une puissance nucléaire. Vu le marasme économique actuel et compte tenu des sommes colossales que représente pour le pays la modernisation de son système d'armes nucléaires, les militants britanniques pensent avoir des chances de l'emporter. Dans un pays non nucléaire, comme la Suède, ou dans une nation toujours divisée sur la question de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, comme les États-Unis, les militants pour la paix doivent aborder des questions différentes. Même si les mouvements nationaux pour la paix et le désarmement coopèrent, ils ont souvent des priorités différentes.

Malgré tous ces obstacles, les militants ont su rassembler un mouvement mondial très soudé en faveur du désarmement nucléaire. En mobilisant des millions de personnes dans le monde, ils ont encouragé les mesures de désarmement et de maîtrise des armements, refréné l'ardeur des dirigeants tentés par l'option d'une guerre nucléaire et mis l'idée de l'abolition nucléaire au cœur des débats politiques internationaux. Il faut reconnaître que ce sont des avancées considérables³⁰.

Renforcer le mouvement

L'avènement un jour d'un monde sans armes nucléaires ne sera possible que si le mouvement pour le désarmement nucléaire est renforcé. Dans l'idéal, il faudrait qu'il se coordonne en constituant une puissante organisation mondiale. Vu les difficultés stratégiques, organisationnelles et autres que nous venons d'évoquer, une telle unité semble peu probable. Il reste néanmoins un certain nombre de moyens d'accroître la force et la cohésion du mouvement.

Il faudrait, par exemple, qu'il vise un objectif mieux défini, un idéal exaltant, qui mobilise largement le mouvement pour le désarmement. Sans cet idéal, le mouvement s'affaiblit et perd le soutien des militants. Dans les années 80, l'un des objectifs était la disparition du nucléaire en Europe. Il pourrait un jour être celui d'un monde sans armes nucléaires. Cette idée est déjà dans l'air ; elle est défendue par les organisations pour le désarmement et certains responsables politiques. Les groupes pour le désarmement réclament souvent un traité d'abolition nucléaire.

Il faut aussi inclure dans ce grand idéal des mesures progressives. Les mouvements sociaux qui ne cherchent pas à avancer de manière progressive se coupent de la réalité et semblent vouloir l'impossible. Il n'est pas étonnant de constater que les mouvements sociaux efficaces ont compris depuis longtemps l'importance d'associer leurs attentes immédiates à une vision à long terme. Dans ce contexte, l'objectif visé est une source d'inspiration et les résultats à court terme procurent un sentiment de satisfaction immédiat aux militants. Il est vrai que des résultats à court terme entraînent parfois un certain laisser-aller. Cette rançon du succès est inévitable.

L'opinion doit faire pression pour obtenir des gouvernements qu'ils changent leur posture habituelle concernant les arsenaux puissants ; une campagne est donc indispensable pour sensibiliser l'opinion à la nécessité du désarmement nucléaire. Une campagne insistant sur les dangers des armes nucléaires et présentant l'intérêt du désarmement nucléaire est indispensable pour informer les gens et obtenir un soutien plus marqué de l'opinion en faveur de l'abolition nucléaire. Si les fondations versaient des financements importants, il serait nettement plus facile d'informer le public. Même sans ce soutien, les militants, les organisations et les responsables politiques acquis à leur cause pourraient travailler plus efficacement dans leur façon d'utiliser les médias, en particulier Internet, que les militants utilisent énormément.

Ils pourraient aussi faire davantage appel aux réseaux très étendus des organisations qui les soutiennent – confessions religieuses, groupes professionnels, organisations syndicales et écologistes – pour défendre la cause de l'abolition nucléaire en publiant des articles, en informant leurs partisans et en mobilisant leurs membres.

Sans parler d'unité organisationnelle, les groupes pour la paix et le désarmement pourraient améliorer la coopération et la concertation en nouant des alliances et en organisant des manifestations simultanées, des pétitions communes, des diffusions massives de messages électroniques et des conférences nationales et internationales sur l'abolition nucléaire. Toutes ces initiatives renforceraient non seulement le mouvement, mais offriraient au monde un modèle intéressant de mouvement mondial des citoyens.

Enfin, pour se renforcer, le mouvement pour la paix et le désarmement devrait mettre en évidence les liens qui existent entre des questions qui sont parfois perçues comme distinctes. Pourquoi les armes nucléaires et les guerres devraient-elles être considérées comme des problèmes distincts. Ils reflètent un même problème : celui des conflits violents entre États. De ce point de vue, ils peuvent être envisagés de la même façon, l'objectif étant d'accroître la sécurité internationale. En réalité, la tendance va dans ce sens depuis quelques années déjà. Le mouvement mondial pour la paix travaille étroitement avec les Nations Unies afin de limiter les prérogatives des États-nations pour déclencher des conflits. Reste à voir si ces alliés réussiront à instaurer un monde sans armes nucléaires, mais leurs débuts sont déjà très prometteurs.

Notes

1. Lawrence S. Wittner, *The Struggle Against the Bomb*, Stanford (Californie), Stanford University Press [*One World or None*, 1993 ; *Resisting the Bomb*, 1997 ; *Toward Nuclear Abolition*, 2003].
2. Pour plus d'information sur les activités du Bureau international de la paix, consulter le site web <www.ipb.org>.
3. Pour plus de détails, consulter le site de IPPNW, <www.ippnw.org>.
4. IPPNW, 2010, *Zero is the Only Option*, Somerville (Massachusetts).
5. Voir John Burroughs, « The Humanitarian Imperative for Nuclear Disarmament », Briefing Paper for the Middle Powers Initiative/Swiss Federal Department of Foreign Affairs conference « From Aspiration to Reality: Nuclear Disarmament after the NPT Review », New York, 14-15 septembre 2010. Voir aussi <ialana.net>.
6. Le site web de l'INESAP : <www.inesap.org>.
7. Le site web de Reaching Critical Will : <www.reachingcriticalwill.org>.
8. Voir le site web du PNND, <www.gsintitute.org/pnnd>.
9. Le site de Mayors for Peace : <www.mayorsforpeace.org>.
10. « Millions of Workers Demand Nuclear Disarmament », International Trade Union Confederation news, 4 mai 2010, <www.ituc-csi.org/millions-of-workers-demand-nuclear.html>.
11. Christine Beerli, Vice-Présidente, Comité international de la Croix-Rouge, « Eliminating Nuclear Weapons: A Humanitarian Imperative », Statement to the 19th World Congress, International Physicians for the Prevention of Nuclear War, 27 août 2010, Bâle (Suisse).

12. « 65 Years after Hiroshima Bomb, Churches Call for Elimination of Nuclear Arms », nouvelles du Conseil œcuménique des églises, 5 août 2010, <www.oikoumene.org/news/news-management/eng/a/article/1634/65-years-after-hiroshima.html>.
13. « Abolish nuclear weapons », sans date, Greenpeace.org, <www.greenpeace.org/international/en/campaigns/peace/abolish-nuclear-weapons>.
14. Declaration: A World Without Nuclear Weapons is a Realistic Vision, Not a Utopian Dream, Meeting of the Council of the Socialist International, 21-22 juin 2010, <www.socialistinternational.org/images/dynamicImages/File/FINAL_Non-Proliferation-En.pdf>.
15. Lettre adressée à l'auteur par Kate Hudson, présidente, Campagne pour le désarmement nucléaire (Royaume-Uni), 15 septembre 2010.
16. Pour plus d'information sur Abolition 2000, consulter le site <www.abolition2000.org>.
17. Voir le site web de ICAN <www.icanw.org>.
18. Le site web de la campagne 2020 Vision : <www.2020visioncampaign.org>.
19. Pour plus d'information, consulter le site web de l'Initiative des puissances moyennes, <www.middlepowers.org>.
20. Le site web de Global Zero : <www.globalzero.org>..
21. « Publics around the World Favor International Agreement to Eliminate All Nuclear Weapons », WorldPublicOpinion.org, 9 décembre 2008, <www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/international_security_bt/577.php?nid=&id=&pnt=577>.
22. Jacqueline Cabasso, Report: For a Nuclear-Free, Peaceful, Just and Sustainable World, New York City, 30 avril-4 mai 2010, <www.wslfweb.org/docs/NPT%20activities%20report.pdf> ; « Nearly 15,000 Marched on May 2! », blog de Disarm Now!, <peaceandjusticenow.org/wordpress>.
23. Lawrence S. Wittner, 2009, *Confronting the Bomb: A Short History of the World Nuclear Disarmament Movement*, Stanford (Californie), Stanford University Press, p. 144 à 166.
24. Ibid., p. 144 à 166, 177 à 182, 193 à 196, 205 et 206.
25. Ces chiffres étaient plus élevés en Chine, en France et au Royaume-Uni ; dans ces pays, l'idée d'un traité d'interdiction des armes nucléaires était « fortement soutenue » par 55 % à 60 % des personnes interrogées. (WorldPublicOpinion.Org, op. cit).
26. G. Gallup, 2000, *The Gallup Poll: Public Opinion 1999*, Wilmington (Delaware), Scholarly Resources, p. 230.
27. « Youth Reject Nuclear Weapons, Survey in Eight Countries Shows », Soka Gakkai International, mai 2010, <www.peoplesdecade.org/about/efforts/survey.html>. L'enquête portait sur les pays suivants : l'Afrique du Sud, le Brésil, les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la République de Corée et le Royaume-Uni.
28. Walter Pincus, « Nuclear Complex Upgrades Related to START Treaty to Cost \$180 billion », *Washington Post*, 14 mai 2010.
29. Kofi Annan, discours lors de la conférence intitulée « The Second Nuclear Age and the Academy », John Jay College, City College of New York, 17 novembre 2000, reproduit dans le communiqué de presse de l'ONU SG/SM/7631.
30. Pour plus de détails sur ces questions, voir Wittner, 2009, op. cit.

Génération de changement : convaincre les jeunes de l'après-guerre froide de l'importance du désarmement

Nina Eisenhardt

Tim Wright

La génération de nos parents a grandi dans un contexte d'intense instabilité mondiale avec deux superpuissances se livrant une concurrence acharnée pour se doter de l'arsenal nucléaire le plus important et le plus menaçant, un arsenal au pouvoir destructeur inimaginable. Partout dans le monde, le désarmement nucléaire était, pour les esprits tournés vers l'avenir, la cause à défendre – elle concernait tout le monde, les jeunes comme les plus âgés. Des milliers de personnes descendirent dans la rue pour demander aux gouvernements d'arrêter leurs politiques et programmes insensés qui risquaient d'anéantir des nations entières. La littérature, le cinéma, la musique et les arts de manière générale s'intéressaient beaucoup à la question des armes nucléaires. La question de la bombe atomique était au cœur des débats comme l'est aujourd'hui le changement climatique.

Avec la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'Union soviétique, les armes nucléaires disparurent progressivement des titres des journaux télévisés et de la conscience collective. Elles n'avaient cependant pas disparu des arsenaux nationaux, malgré l'enthousiasme de certains partisans du désarmement qui pensaient avoir accompli leur mission¹. Deux décennies après la fin de la guerre froide, la promesse d'un monde plus pacifique, libéré des armes nucléaires, n'est toujours pas remplie. Les deux anciens ennemis de la guerre froide cumulent encore à ce jour plus de 20 000 ogives nucléaires, nombre d'entre elles étant encore en état d'alerte instantanée. C'est en grande partie à cause de cet échec colossal du désarmement que le club des puissances nucléaires s'est élargi en l'espace d'une génération et compte aujourd'hui également l'Inde, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée.

L'instabilité des années sombres de la guerre froide a été transmise à notre génération, mais elle a aujourd'hui une forme différente, moins visible. Si l'horloge de la fin du monde (ou Domsday Clock) du *Bulletin of the Atomic Scientists* donne une évaluation exacte des risques nucléaires, la situation est aujourd'hui aussi critique qu'en 1988². Cette situation pose de réels problèmes pour les jeunes d'aujourd'hui qui n'ont, pour la plupart, pas saisi la gravité de la menace nucléaire et l'urgente nécessité de l'abolition. Le changement climatique cataclysmique étant le grand défi de notre époque et le terrorisme dominant les discussions sur la sécurité mondiale, nous, les jeunes de l'après-guerre froide, avons passé peu de temps à nous soucier de la menace que les armes nucléaires font peser sur l'humanité et encore moins à nous mobiliser pour obtenir leur élimination.

Nina Eisenhardt, 20 ans, est la coordonatrice de Ban All Nukes generation (BANg). Elle étudie les sciences politiques à l'Université de technologie de Darmstadt (Allemagne). Tim Wright, 25 ans, était chargé de la mise en œuvre à New York de la stratégie mondiale de l'International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN) avant et pendant la récente Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Il est l'auteur de *Learn Peace: How Students Can Rid the World of Nuclear Weapons* (ICAN, 2010).

Si nous voulons que cette génération soit la dernière à grandir avec cette menace, il faut absolument relancer le mouvement de la jeunesse en faveur du désarmement. Les sceptiques diront que les chances de libérer le monde des armes nucléaires au cours de cette décennie sont minces – aucun État doté d'armes nucléaires ne se prépare pour l'instant à un avenir sans ces engins et la diffusion des connaissances nucléaires a accru le risque de prolifération à d'autres acteurs. Des changements considérables sont pourtant possibles en peu de temps lorsque l'opinion publique fait preuve d'une très grande résistance et suit des leaders inspirés. Rares sont les jeunes allemands ayant grandi dans les années 80 qui auraient pu prévoir les événements qui se produiraient quelques années plus tard. En Afrique du Sud, le régime de l'apartheid qui était dénoncé depuis longtemps sembla inébranlable presque jusqu'à ses derniers jours. Les événements ont à diverses reprises fait mentir ceux qui pensaient que le monde ne pouvait pas changer.

Nous devons aujourd'hui dénoncer le discours gouvernemental qui affirme que l'abolition nucléaire est un objectif lointain et non pas une option envisageable maintenant. En juillet 2010, la Secrétaire d'État des États-Unis Hillary Clinton a fait observer dans un discours de remerciement au personnel participant aux négociations du nouveau Traité sur la réduction des armements stratégiques : « Je vous suis personnellement très reconnaissante de tout ce que vous avez fait pour que notre monde soit un jour, *un siècle*, libéré des armes nucléaires » [non souligné dans l'original]³. Cette intervention laissant entendre que le désarmement nucléaire prendra des siècles devrait alerter tous ceux qui pensent que quelques poignées de main entre personnalités de haut niveau suffisent à prouver que le désarmement se porte bien. Ce qui fait cruellement défaut dans le débat actuel sur les armes nucléaires c'est la nécessité d'agir de toute urgence pour espérer atteindre notre objectif. Les jeunes – qui n'ont souvent pas le cynisme de leurs aînés – doivent adhérer en masse au mouvement et exiger le désarmement dès aujourd'hui. Si nous ne dénonçons pas l'inertie des gouvernements, combien de générations subiront encore le fardeau de la bombe atomique ? Si nous ne réussissons pas à convaincre les dirigeants politiques que l'abolition doit être pour aujourd'hui et qu'il ne faut pas attendre des décennies ni des siècles, peut-on raisonnablement penser que la période de non-recours à l'arme nucléaire qui dure depuis 65 ans pourra se prolonger indéfiniment ?

Il est évident qu'il ne sera pas facile de mobiliser les jeunes pour qu'ils s'engagent pleinement dans le mouvement, mais ce serait une erreur de penser que les jeunes d'aujourd'hui sont trop amorphes et égocentriques pour se soucier de sujets comme le désarmement nucléaire. La jeunesse est capable d'abnégation et s'engage dans des campagnes pour lutter contre le changement climatique, l'extrême pauvreté ou le VIH/sida et pour défendre le respect des droits fondamentaux de l'homme. Des signes encourageants laissent à penser qu'un nouveau mouvement puissant de jeunes en faveur du désarmement est en train d'apparaître : des enfants et des adolescents du monde entier se mobilisent dans leurs classes, écrivent à leurs dirigeants et descendent dans la rue pour dénoncer ce monde de folie nucléaire dont ils ont hérité.

Les jeunes réclament des mesures de toute urgence

Les jeunes ont beaucoup à apporter au mouvement pour l'abolition nucléaire. Ils le font déjà de multiples façons que ce soit en rassemblant des personnes pour bloquer l'accès aux bases nucléaires ou en participant à des conférences des Nations Unies. Dans de nombreux pays, les jeunes sont à la tête d'initiatives visant à informer leur génération de cette menace majeure qui pèse sur notre avenir à tous : nous nous motivons les uns les autres, échangeons des idées et unissons nos efforts pour influencer sur le cours des choses. Le mouvement des jeunes en est à ses débuts et ne pourra faire progresser la cause abolitionniste que s'il parvient à se développer au fil des années et à toucher de nouveaux publics. Nous devons renforcer les liens entre des groupes qui travaillent dans des régions et des pays éloignés en collaborant sur des projets communs et en faisant entendre notre voix.

En mai 2010, décidés à rallier le soutien des gouvernements en faveur de l'abolition nucléaire, plus de 500 jeunes assistèrent à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ; ils participèrent à des activités organisées en marge de cette conférence, à des actions dans les rues et parlèrent aux délégués. Des jeunes Japonais ont remis au plus haut fonctionnaire de l'ONU chargé du désarmement, Sergio Duarte, une pétition ayant récolté deux millions de signatures, appelant les gouvernements à engager dès aujourd'hui des négociations sur une convention interdisant les armes nucléaires. Il a répondu qu'une forte mobilisation de la société civile est l'idéal pour soutenir de futures initiatives de désarmement⁴. Deux groupes organisés par des étudiants, NPT TV et Disarm TV, ont couvert l'événement et diffusé en ligne des images vidéo de la conférence : n'importe qui dans le monde pouvait ainsi suivre la position de son gouvernement dans les débats et entendre chaque jour l'avis d'un expert⁵. Trente-cinq étudiants ont participé à une simulation de négociations sur un traité d'abolition nucléaire pour montrer aux diplomates ce qui pouvait être fait⁶. Des groupes comme Ban All Nukes generation (BANg) et Nuclear Weapons Inheritance Project ont rencontré, avant la conférence, des parlementaires et des représentants des États ayant des armes nucléaires, les priant de prendre des mesures de toute urgence.

Les jeunes n'hésitent pas à s'impliquer dans des actions directes. À l'Université de Californie, une coalition croissante d'organisations estudiantines agit pour la démilitarisation des campus par le biais de manifestations non violentes et, selon son site web, par une « utilisation déstabilisatrice de la créativité et de l'humour »⁷. L'université a été très impliquée dans la conception, les essais et la production d'armes nucléaires dans les laboratoires nationaux Los Alamos et Lawrence Livermore depuis leur création. Des étudiants organisent régulièrement des grèves de la faim et des actions de boycottage qui attirent l'attention de tout le pays. De la même façon, le collectif américain Think Outside the Bomb organise des manifestations, des camps et des conférences pour mobiliser les jeunes afin qu'ils « s'opposent activement au danger et à la capacité destructrice du cycle nucléaire »⁸. En Belgique, des « bombspotters », pour la plupart des jeunes, ont pénétré dans la base aérienne de Kleine Brogel où se trouvent des armes nucléaires américaines dans le cadre du programme de partage nucléaire de l'OTAN

(431 « bombspotters » furent arrêtés en avril 2010) ; les exploits des « bombspotters » ont intéressé les médias du monde entier⁹. Plus récemment, BANg a participé à l'organisation de manifestations à la base militaire américaine de Buechel (Allemagne) et coordonné avec des étudiants britanniques une action visant à bloquer l'accès à la base de Faslane (Écosse) où se trouvent les sous-marins du Royaume-Uni équipés de missiles nucléaires Trident.

En août 2010, des étudiants en médecine de pays aussi lointains que l'Australie, l'Équateur, l'Inde, le Népal, le Nigéria, le Pakistan, la Russie et l'Ukraine ont fait un voyage à vélo en Europe pour défendre l'importance de libérer le continent des armes nucléaires¹⁰. Aujourd'hui, plus de 20 millions de personnes ont signé une pétition organisée par des jeunes du mouvement Religions for Peace dans le cadre de la campagne Arms Down qui demande l'abolition des armes nucléaires et propose d'affecter l'argent habituellement consacré aux dépenses militaires à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement¹¹. Nombre de ces initiatives et groupes étant apparus il y a tout juste quelques années, il est permis de penser qu'il existe un réel potentiel pour un formidable mouvement de la jeunesse en faveur de l'abolition nucléaire.

Défendre la cause de l'abolition

Si nous voulons convaincre plus de jeunes de la nécessité de rejoindre le mouvement, nous devons d'abord combattre l'idée erronée selon laquelle le problème nucléaire aurait largement disparu avec la fin de la guerre froide et ne concernerait aujourd'hui plus que d'éventuels pays proliférateurs comme l'Iran. Les puissances nucléaires ont amplement réussi, avec l'aide d'une presse acquise à leur cause, à se détourner du désarmement et à concentrer l'attention sur les « États parias ». Dans les pays ayant des armes nucléaires, les jeunes connaissent généralement mieux les expressions « non-prolifération nucléaire » et « maîtrise des armements » plutôt que celle de « désarmement nucléaire ». Tant que les gens se concentreront sur la lutte contre la prolifération des armes nucléaires plutôt que sur un objectif universel d'élimination des armes pour tous, nous risquons d'entretenir des politiques gouvernementales incompatibles avec l'objectif d'un monde sans armes nucléaires.

Par conséquent, si nous voulons rallier des jeunes à la cause de l'abolition nucléaire, nous devons dénoncer le discours officiel destiné à faire croire à l'opinion publique que la menace vient d'ailleurs. Notre discours adressé aux jeunes doit souligner le caractère profondément inhumain des armes nucléaires – leur incommensurable pouvoir destructeur et les souffrances humaines indicibles qu'elles provoquent, de l'extraction de l'uranium à leur utilisation, même des décennies plus tard – quel que soit celui qui les détient. Nous devons aussi briser le mythe de la dissuasion nucléaire, qui n'a pas vraiment été remis en question depuis la fin de la guerre froide.

La plupart des jeunes s'accordent à dire que les armes nucléaires ne permettent pas de lutter contre les principales menaces qui pèsent aujourd'hui sur notre sécurité à savoir le terrorisme,

les conflits intra-étatiques, l'extrême pauvreté ou bien encore le changement climatique. C'est même le contraire ; elles aggravent ces problèmes en exacerbant les inégalités mondiales et en suscitant la méfiance entre les peuples. Au ^{xxi} siècle, nous avons moins tendance à considérer les gens d'un autre pays, d'une autre race ou d'une autre religion comme des ennemis. Pour la plupart des jeunes, l'idée que des pays puissent se menacer avec des armes nucléaires est non seulement très inquiétante, mais aussi étrange. Comme l'ont déclaré des représentants de la jeunesse, Barbara Streibl et Fatih Oezcan, aux diplomates réunis lors de la récente Conférence d'examen du TNP : « Aujourd'hui, les jeunes ont des amis dans le monde entier. Les gens qui vivent dans d'autres pays ne représentent pas pour nous des ennemis étranges et lointains. Nous leur parlons tous les jours. »¹².

Les budgets militaires progressant à des rythmes alarmants et la crise financière mondiale aggravant la misère des plus démunis, la nécessité d'utiliser l'argent pour satisfaire les besoins des populations plutôt que pour acquérir des armes n'a jamais été aussi évidente. Les missiles sont inutiles pour nourrir les enfants affamés. Même si la course aux armements nucléaires est censée avoir pris fin il y a longtemps, aujourd'hui neuf pays dépensent à eux seuls un total d'environ 90 milliards de dollars par an pour leurs forces nucléaires¹³ – ce qui suffirait largement à réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015¹⁴.

Il ne fait aucun doute que la plupart des jeunes peuvent être convaincus par les arguments en faveur de l'abolition nucléaire, mais l'ampleur du problème nucléaire est impressionnante et peut sembler insurmontable. Comment un étudiant n'ayant qu'un petit réseau d'amis peut-il lutter contre les puissances nucléaires ? Pourquoi cette génération réussirait-elle à débarrasser le monde des armes nucléaires si d'autres ont échoué ? Pour surmonter ce sentiment d'impuissance, il faut absolument donner une dimension locale au problème. Les étudiants de l'Université de Californie y sont parvenus ; ils ont axé leurs efforts sur les bienfaiteurs de l'Université et les autorités des campus. Les actions menées par des étudiants près des installations nucléaires ont permis d'influencer la position des communautés voisines et de faire pression sur les représentants élus au niveau local. Quelle que soit l'énergie avec laquelle nous menons nos actions, nous avons souvent du mal à en percevoir les effets et cela engendre une grande frustration. D'autres mouvements ont trouvé d'autres actions visibles incitant les gens à réagir pour faire bouger les choses. Par exemple, les militants écologistes tentent depuis longtemps d'influencer non seulement les politiques et priorités gouvernementales mais aussi les comportements individuels : ils nous convainquent de privilégier les déplacements à vélo plutôt qu'en voiture et d'utiliser des ampoules à économie d'énergie. Les organisations qui défendent les droits de l'homme et le développement nous encouragent à acheter des produits issus du commerce équitable et fabriqués dans des conditions acceptables. Mais que peut-on faire au niveau individuel pour éviter une catastrophe nucléaire ? Comment les particuliers peuvent-ils favoriser le désarmement nucléaire ?

Si nous voulons mobiliser les jeunes et construire un véritable mouvement en faveur du changement, nous devons diversifier nos actions. Tout le monde n'a pas les moyens ni l'envie

d'assister à des réunions des Nations Unies et le but n'est pas non plus que ces rencontres mobilisent des foules record. Nous devons plutôt nous attaquer localement à la racine du problème, autrement dit aux entreprises, aux établissements universitaires, aux politiques et à tous ceux qui tirent avantage de la prospérité de l'industrie de l'armement nucléaire. Dans les années 80, suite à un boycott bien organisé, General Electrics fut obligé de vendre la plupart de ses entreprises ayant un rapport avec les armes nucléaires. Lors de la décennie suivante, des consommateurs du monde entier dirent « non » aux vins et fromages français ; ils contribuèrent ainsi à obtenir l'arrêt des essais nucléaires dans le Pacifique¹⁵. Les actions menées par des citoyens ordinaires peuvent modifier de façon durable les comportements d'une communauté et éliminer certains obstacles sur le chemin de l'abolition.

Une autre difficulté vient du fait qu'il n'existe pas au sein du mouvement du désarmement des personnalités exerçant un réel attrait sur les jeunes. Les célébrités qui défendent la cause antinucléaire, comme l'acteur américain Michael Douglas et l'artiste Yoko Ono, sont certes connues des jeunes comme des plus âgés, mais ne pourront pas rallier à la cause des foules de jeunes. Recruter des personnalités très diverses pour soutenir la campagne pourrait être un moyen efficace de toucher des publics qui n'ont pas encore réfléchi à la question, en particulier la Génération Y. Tout comme l'engagement de la Princesse Diana a permis au fléau des mines terrestres de figurer dans les pages des magazines féminins et de devenir une préoccupation majeure, il faut que des personnalités charismatiques capables de mobiliser les jeunes soutiennent l'abolition nucléaire.

À la conquête des nouveaux moyens d'information

Les jeunes qui soutiennent le mouvement en faveur du désarmement utilisent généralement Internet comme moyen de communication et d'organisation. Ce fut évident lors de la Conférence d'examen du TNP. Des groupes d'étudiants ont en effet rendu compte des événements sur les sites vidéo YouTube et Vimeo. Le discours de la jeunesse lu aux délégués fut rédigé avec l'utilisation d'un « wiki » qui permit à des gens du monde entier de participer à la rédaction du texte sans avoir à se rencontrer en personne. L'un des participants a ainsi écrit « la communication nous permet de nous affranchir des frontières ». Grâce à des sites de réseaux sociaux comme Facebook, nous pouvons informer beaucoup plus de gens et nous pouvons rester en contact avec les personnes rencontrées lors d'événements internationaux. Avec Skype nous pouvons aussi nous voir par liaison vidéo. Ces méthodes font désormais partie intégrante du mode de fonctionnement de la plupart des groupes de désarmement gérés par des jeunes. Elles ne réduisent toutefois pas l'importance – ni ne remplacent la nécessité – de rencontres face à face ou d'actions dans les rues ; disons plutôt qu'elles les rendent plus faciles.

La campagne Million Pleas illustre comment les méthodes classiques peuvent être associées aux nouveaux médias pour faire campagne¹⁶. Cette campagne lancée par un groupe d'écoliers d'Hiroshima le jour qui marquait le 65^e anniversaire des bombardements atomiques permet aux gens d'envoyer une vidéo pour contribuer en ligne à la création du plus long message

vidéo adressé aux dirigeants. Pour réunir autant de vidéos et toucher d'autres personnes, les militants doivent souvent se déplacer pour enregistrer les messages directement dans la rue ou dans les cours d'école. L'intérêt de cette initiative est son caractère innovant. Au lieu de voir des milliers de signatures sur du papier, nos dirigeants verront des gens qui leur parleront. Une telle pétition par vidéo n'aurait certainement pas été possible ne serait-ce que quelques années en arrière, car l'accès à des moyens vidéo intégrés dans les ordinateurs ou téléphones portables ne s'est généralisé que récemment. Naturellement, la grande majorité de ces messages sont enregistrés par des jeunes, mais des gens plus âgés adoptent aussi ces moyens de communication.

Informer une génération

La technologie est essentielle pour diffuser des informations. En novembre 2009, lors d'une réunion internationale de militants antinucléaires à Stockholm, le Haut Représentant de l'ONU pour les affaires de désarmement, Sergio Duarte, déplora, lors d'un discours important, le manque de démocratie dans le processus du désarmement. Il regrette qu'autant de décisions relatives aux armes nucléaires soient prises en secret, sans que l'opinion en soit informée, comme celles concernant l'acquisition d'armes nucléaires, la façon de les utiliser et dans quelles circonstances, les armes qui seront produites à l'avenir, etc.¹⁷. Des informations aussi simples que la taille et la composition des arsenaux nucléaires ne sont généralement pas rendues publiques. Il n'est donc pas vraiment étonnant que les gens ne sachent pas grand-chose des armes nucléaires, en particulier les jeunes générations, qui entendent rarement parler de désarmement à l'école ou dans les médias.

Juste avant la récente Conférence d'examen du TNP, l'organisation bouddhiste Soka Gakkai International a interrogé plus de 4 000 jeunes dans huit pays pour savoir ce qu'ils savaient et pensaient des armes nucléaires. Moins de 60 % des Américains interrogés et seulement 43 % des jeunes Britanniques savaient que leurs pays détenaient des armes nucléaires et sur tous les jeunes interrogés près de 18 % jugeaient acceptable le recours à l'arme nucléaire dans certaines circonstances¹⁸. Dans un communiqué de presse, l'organisateur de l'enquête, Takahisa Miyao, a préféré souligner le point positif de cette enquête en notant qu'une majorité des personnes interrogées étaient opposées aux armes nucléaires : « Ce rejet massif des armes nucléaires par la jeunesse est un élément capital sur lequel doit se fonder le mouvement en faveur de l'abolition »¹⁹.

Il faut que les écoles du monde entier incluent le désarmement dans leur programme si l'on veut lutter contre l'idée que les armes nucléaires sont un gage de sécurité nationale et mondiale et donner aux jeunes les moyens de s'engager efficacement dans le mouvement en faveur de l'abolition nucléaire. Au début des années 2000, l'Organisation des Nations Unies réalisa une étude qui a marqué une étape importante pour l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération dans laquelle des recommandations étaient faites aux gouvernements, aux organisations internationales et aux dirigeants aux niveaux local et

national²⁰. Le rapport final souligne l'importance de comprendre à quel point la fabrication, le commerce et le stockage excessifs d'armements accroissent les risques de guerre et rendent celle-ci encore plus meurtrière et dangereuse, et à quel point leurs répercussions sur la santé, l'environnement et le développement sont désastreuses. Le rapport estime que son travail doit compléter les études relatives à la paix et les programmes de l'enseignement supérieurs consacrés au règlement des conflits qui se sont multipliés dans les années 80 et 90. Dans l'avant-propos, le Secrétaire général de l'ONU de l'époque Kofi Annan exprimait l'espoir et la détermination de voir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération « [s'intégrer] naturellement aux programmes d'enseignement qui seront proposés à la prochaine génération ». Il a déclaré :

Il est étonnant, pour une personne de mon âge, de songer qu'une nouvelle génération accède à la maturité sans que pèse sur elle de façon constante la menace d'une catastrophe nucléaire. Il en est pourtant ainsi, ce dont on ne peut que se réjouir. Revers de la médaille, cette génération méconnaît les dangers réels auxquels elle est exposée, notamment sous la forme d'armes nucléaires héritées du siècle dernier²¹.

Et Kofi Annan d'ajouter « [cette génération] sous-estime la menace : comment se prémunir contre un péril lorsqu'on en ignore jusqu'à l'existence ? ». Pour être efficace, l'éducation en matière de désarmement doit être une éducation *pour* le désarmement et non pas seulement une éducation *sur* le désarmement. L'initiative Learn Peace de l'International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN) illustre ce type d'enseignement axé sur l'action. Elle privilégie la réflexion critique et l'idée de donner aux gens les moyens de prendre en main leur destin plutôt que d'inonder les étudiants d'informations²². Les enseignants encouragent leurs élèves à découvrir le domaine de la prise de décisions mondiales en participant à des simulations de débats à l'ONU sur l'abolition nucléaire ou à effectuer des sondages dans leurs communautés locales et à sensibiliser les gens aux résultats obtenus. Les étudiants peuvent dessiner de nouveaux symboles antinucléaires susceptibles d'être un jour aussi populaires que l'original ou participer à des jeux de rôles autour d'événements historiques comme la crise des missiles de Cuba pour tenter d'éviter une catastrophe nucléaire. Ils définissent aussi souvent leurs propres stratégies pour promouvoir un monde sans armes nucléaires, en utilisant notamment les nouveaux moyens de communication.

L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération fait-elle aujourd'hui partie intégrante de nos systèmes d'éducation comme l'espérait Kofi Annan ? Tous les deux ans, le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU réunit les rapports des États Membres sur la mise en œuvre de l'étude du Secrétaire général, mais pour l'instant ils ne sont que quelques-uns à avoir répondu et leurs initiatives sont modestes²³. Il est désormais de rigueur de soutenir l'éducation en matière de désarmement lors des conférences d'examen du TNP, rien ne permet toutefois d'affirmer qu'elle fait désormais partie intégrante des programmes scolaires de certains pays. Soutenir quelques programmes universitaires supérieurs sur le désarmement et la

maîtrise des armements n'atteste pas d'un réel engagement. L'éducation pour le désarmement doit toucher les enfants et le grand public ; elle ne doit pas être réservée à quelques élites. Elle relève pourtant aujourd'hui toujours d'associations regroupant des citoyens ordinaires, qui n'ont généralement pas les moyens nécessaires pour s'adresser efficacement à un public plus large. Les États ne doivent pas manifester un intérêt de pure forme s'ils entendent vraiment atteindre l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Une génération d'étudiants connaissant bien les dangers nucléaires serait un atout considérable pour le mouvement en faveur de l'abolition.

L'heure est venue de se mobiliser

Tout au long du xx^e siècle, les jeunes ont joué un rôle de premier plan dans la plupart des vastes mouvements réclamant des changements sociaux, culturels et politiques. Aujourd'hui, nous devons être à la hauteur si nous voulons terminer le travail engagé il y a plusieurs décennies par la génération de nos parents et de nos grands-parents : débarrasser la planète des armes nucléaires. Face à cette menace colossale, l'inertie risquerait de conduire à une catastrophe effroyable, un malheur sans précédent pour l'humanité. Sommes-nous prêts à prendre ce risque ? Pendant combien de temps encore allons-nous nous en remettre à quelques individus qui contrôlent les forces nucléaires du monde ? Les jeunes peuvent partir de zéro et s'opposer à la menace nucléaire sans penser aux désillusions et au cynisme de ceux qui les ont précédés. Nous pouvons être pour le mouvement une source d'énergie, d'enthousiasme et d'idées nouvelles, autant d'éléments dont il a grand besoin.

Les générations plus âgées ont, pour leur part, le devoir de ne pas dénigrer les idées des jeunes et leurs propositions. Les jeunes adoptent trop souvent des positions conservatrices – par exemple, en soutenant l'idée de réduction des arsenaux nationaux plutôt que celle d'élimination – car certaines personnes « réalistes » leur ont dit, avec la sagesse de l'expérience, que l'idée d'une interdiction complète des armes nucléaires n'est pas réaliste. La lauréate du prix Nobel de la paix Jody Williams, qui a mené, dans les années 90, la campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, nous a pourtant donné un conseil très différent. Il y a trois ans, à l'occasion du lancement de la campagne ICAN à Vienne, elle a déclaré : « Certains gouvernements nous disent qu'une convention sur les armes nucléaires serait prématurée et que sa conclusion est peu probable. Ne les écoutez pas. Ils nous avaient dit la même chose pour le traité d'interdiction des mines. »²⁴.

En 1995, le ministre australien des affaires étrangères de l'époque, Gareth Evans, qui a récemment co-présidé la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, avait écrit dans une tribune libre parue dans le quotidien *Canberra Times* :

Vous pouvez penser que les mines terrestres sont manifestement inhumaines, mais elles ne sont pas plus ni moins inhumaines que d'autres armes de guerre classiques. Évidemment qu'il serait bien d'interdire toutes les armes de guerre,

mais les gouvernements ont un devoir essentiel, ils doivent assurer la sécurité et la défense de leurs nations. Voilà pourquoi la plupart des gouvernements n'accepteront tout simplement pas une interdiction totale des mines terrestres²⁵.

C'est pourtant ce qu'ont fait, à ce jour, plus de 150 États (y compris l'Australie). Et nous sommes convaincus que les événements feront un jour mentir ceux qui aujourd'hui rejettent l'idée d'une convention sur les armes nucléaires au motif qu'elle est irréaliste, naïve et idéaliste. Pour y parvenir, nous devons travailler dur pour rallier le soutien d'un important mouvement représentatif de la société, y compris la jeunesse, dans toutes les régions du monde. Nous avons l'obligation morale de réveiller le mouvement et de lui insuffler une énergie nouvelle. Nous devons poursuivre notre objectif sans la moindre crainte. Comme l'ont fait remarquer en plaisantant les représentants de la jeunesse aux diplomates qui participaient en mai à la Conférence d'examen du TNP : « Les armes nucléaires ont aujourd'hui 65 ans. Ne pensez-vous pas qu'il est temps qu'elles prennent leur retraite²⁶ ? ».

Notes

1. Voir, par exemple, l'interview de Helen Caldicott dans le programme *Enough Rope* sur la chaîne de télévision ABC : « et lorsque la guerre froide a pris fin, je me suis dit : ça y est, on a réussi », 23 juin 2003, <www.abc.net.au/tv/enoughrope/transcripts/s886411.htm>.
2. « Doomsday Clock Moves One Minute away from Midnight », *Bulletin of the Atomic Scientists*, communiqué de presse, 14 janvier 2010.
3. Hillary Clinton, Officials on New START Negotiations and Nuclear Posture Review: Remarks to Members of the US Delegation to the New START Negotiations and Nuclear Posture Review Department Staff, 13 juillet 2010, <www.America.gov>.
4. Cité dans « Two Million Youth Call for Nuclear Weapon-Free World », communiqué de presse de Soka Gakkai International, 12 mai 2010.
5. Ils sont disponibles sur les sites web <npt-tv.net> et <bang-usa.org/disarm-tv>.
6. « INESAP at NPT RevCon 2010 », International Network of Engineers and Scientists against Proliferation, sans date, <www.inesap.org/node/154>.
7. Voir le site web de la Coalition to Demilitarize the University of California, <ucnuclearfree.org/blog/coalitiontodemil.html>.
8. Voir le site web de Think Outside the Bomb <www.thinkoutsidethebomb.org>.
9. Voir « Bombspotting », Vredesactie (Action pour la paix), <www.vredesactie.be/article.php?id=642> ; Charles J. Hanley, « Outdated, Unwanted, US Nukes Hang on in Europe », Associated Press, 10 mai 2010.
10. Le blog de IPPNW Ban Tour : <www.ippnw-students.org/BAN/blog.html>.
11. Pour plus d'informations sur la campagne Arms Down et le Religions for Peace Global Youth Network, consulter le site <www.armsdown.net>.
12. Barbara Streibl et Fatih Oezcan, Ban All Nukes generation, « Youth Speech », prononcé lors de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, New York, 7 mai 2010, <www.reachingcriticalwill.org/legal/npt/revcon2010/ngostatements/Youth.pdf>.
13. Ben Cramer, 2009, *Nuclear Weapons: At What Cost?* Geneva, International Peace Bureau.
14. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement représente un coût annuel compris entre 40 et 70 milliards de dollars d'aide supplémentaire par année. Voir Shantayanan Devarajan, Margaret J.

- Miller et Eric V. Swanson, 2002, *Goals for Development: History, Prospects and Costs*, rapport numéro WPS2819, Banque mondiale.
15. Voir Rebecca Johnson, 2009, *Unfinished Business: The Negotiation of the CTBT and the End of Nuclear Testing*, Genève, UNIDIR, p. 86 et 87.
 16. Site de la campagne Million Pleas : <www.millionpleas.com>.
 17. Sergio Duarte, « Bringing Democracy to Disarmament », Keynote Address to the conference « Reaching Nuclear Disarmament: The Role of Civil Society in Strengthening the NPT », Stockholm, 6 novembre 2009.
 18. « Youth Reject Nuclear Weapons, Survey in Eight Countries Shows », Soka Gakkai International, mai 2010, <www.peoplesdecade.org/about/efforts/survey.html>.
 19. « SGI Youth in Eight Countries Conduct Survey on Nuclear Abolition », communiqué de presse de Soka Gakkai International, 11 mai 2010.
 20. *Étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, Rapport du Secrétaire général*, document des Nations Unies A/57/124, 30 août 2002.
 21. Ibid., p. 4.
 22. Le matériel de Learn Peace peut être téléchargé à l'adresse <www.icanw.org/learn_peace>.
 23. Le dernier rapport sur cette question s'intitule *Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, Rapport du Secrétaire général*, document des Nations Unies A/63/158, 21 juillet 2008.
 24. Déclaration de Jody Williams lors du lancement de International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, à Vienne (Autriche), 30 avril 2007.
 25. Gareth Evans, « Landmine Ban Impractical », *Canberra Times*, 14 juin 1995.
 26. Streibl et Oezcan, op. cit.

De la motivation au succès : organiser l'action de la société civile pour infléchir la politique en matière d'armement nucléaire

Alyn Ware

Soixante-cinq ans après le premier appel à l'élimination des armes nucléaires lancé par l'Assemblée générale des Nations Unies¹, le Président des États-Unis Barack Obama a ravivé l'idée d'un monde sans armes nucléaires, tout en précisant que cette vision ne se réalisera peut-être pas de son vivant².

Au cours des quatre dernières décennies, la communauté internationale a conclu des traités interdisant et éliminant d'autres armes inhumaines comme les mines terrestres antipersonnel, les armes à sous-munitions, les armes biologiques et les armes chimiques, mais l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires, la plus inhumaine et la plus destructrice de toutes les armes, se font toujours attendre.

La société civile a joué un rôle déterminant dans la conclusion du Traité d'interdiction des mines et de la Convention sur les armes à sous-munitions en mobilisant la volonté politique nécessaire pour l'emporter face à la pression de ceux qui invoquaient l'utilité militaire de ces armes pour les conserver. Deux facteurs clefs expliquent le succès de ces campagnes : l'accent mis sur l'impact humanitaire de ces armes et sur le droit international humanitaire. Les photos de victimes et de survivants des mines terrestres et d'armes à sous-munitions ont suscité un soutien populaire en faveur des traités interdisant ces armes et encouragé des gouvernements attachés aux mêmes principes à négocier directement un traité plutôt que de passer par un processus de discussions à Genève fondé sur le consensus³. D'aucuns pensent aussi que l'accent qui fut mis sur les conséquences sur le plan humanitaire des armes chimiques et biologiques a également joué un rôle crucial dans la conclusion des conventions qui éliminent ces armes⁴.

De nombreux partisans du désarmement nucléaire préconisent donc d'aborder sous un angle humanitaire la campagne en faveur d'un monde sans armes nucléaires⁵. Cela reviendrait à renoncer à un processus technique par étapes – qui pourrait effectivement courir sur plusieurs générations – et opter pour un processus d'interdiction qui pourrait aboutir beaucoup plus rapidement.

Une telle réorientation ouvrirait de nombreuses possibilités aux États pour faire progresser l'abolition nucléaire. Les États non dotés d'armes nucléaires ne seraient plus des spectateurs demandant aux États dotés d'armes nucléaires (EDAN) de réduire leurs arsenaux et aux pays dits du seuil de ne pas acquérir de telles armes. Les États non dotés d'armes nucléaires pourraient au contraire agir en interdisant les armes nucléaires dans leurs juridictions et entre eux, et en

Alyn Ware est consultant pour l'Association internationale des juristes contre les armes nucléaires (IAJANA), membre de l'Initiative des moyennes puissances, coordonnateur mondial du réseau Parliamentarians for Nuclear Non-proliferation and Disarmament, vice-président du Bureau international de la paix et co-fondateur du réseau international Abolition 2000 qui soutient l'idée d'une convention sur les armes nucléaires. L'auteur tient à remercier Robert Green et Kate Dewes pour leur assistance dans la préparation de cet article.

mettant en place les éléments juridiques, techniques, politiques et institutionnels du cadre nécessaire à l'instauration d'un monde sans armes nucléaires. Ils pourraient donc s'engager dans un processus semblable à ceux ayant conduit au Traité d'interdiction des mines et à la Convention sur les armes à sous-munitions en menant des travaux préparatoires pour la négociation d'une convention sur les armes nucléaires et en définissant les grandes lignes d'un traité d'interdiction totale ayant force exécutoire⁶.

La période semble propice après la décision figurant dans le *Document final* de la Conférence d'examen du TNP de 2010 selon laquelle : « tous les États doivent faire un effort particulier pour établir le cadre nécessaire à l'instauration et à la préservation d'un monde sans armes nucléaires »⁷.

Il reste cependant à voir certaines questions concernant la possibilité d'appliquer aux armes nucléaires des processus et campagnes similaires à ceux menés par la société civile pour aboutir au Traité d'interdiction des mines et à la Convention sur les armes à sous-munitions. La société civile a déjà essayé d'appliquer des campagnes de ce genre à l'abolition nucléaire mais n'a obtenu que des succès limités. Dans les années 60 et 80, les organisations non gouvernementales mobilisèrent des millions de personnes en organisant leurs campagnes autour des conséquences humanitaires dévastatrices des essais d'armes nucléaires et du risque que ces armes puissent être utilisées dans le cadre d'un conflit. Ces actions furent efficaces et permirent d'obtenir une interdiction des essais nucléaires et contribuèrent certainement aussi à l'instauration d'une norme contre l'emploi des armes nucléaires qui explique qu'elles n'ont pas été utilisées en temps de guerre depuis 1945⁸. Les actions de la société civile n'ont pourtant réussi qu'en de très rares occasions à inciter les gouvernements à renoncer à la dissuasion nucléaire et à lui préférer des politiques d'interdiction⁹.

La société civile joue un rôle crucial pour faire évoluer les mentalités sur la question des armes nucléaires, en particulier dans les pays qui détiennent des armes nucléaires ou qui bénéficient de la dissuasion nucléaire élargie. S'il ressortait des sondages réalisés dans les années 80 qu'une majorité des gens acceptaient les armes nucléaires¹⁰, des sondages récents montrent que les gens sont aujourd'hui majoritairement en faveur de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires¹¹.

Cette évolution des mentalités semble n'avoir eu qu'une incidence minimale sur les politiques gouvernementales. L'on constate une légère évolution : la plupart des gouvernements admettent aujourd'hui l'idée d'un monde sans armes nucléaires et la responsabilité qui est la leur de poursuivre cet objectif. Cela dit, rares sont les EDAN ou leurs alliés prêts à renoncer à la dissuasion nucléaire, à interdire la menace ou l'emploi d'armes nucléaires ou à engager des négociations sur des mesures autres que minimales en faveur du désarmement.

D'ailleurs, Kissinger, Shultz, Perry et Nunn¹² ainsi que de nombreux hauts responsables qui soutenaient autrefois la dissuasion nucléaire¹³ et défendent aujourd'hui l'idée d'un monde sans armes nucléaires affirment généralement avoir changé d'avis non pas du fait de l'action de

la société civile mais parce qu'aujourd'hui la dissuasion nucléaire n'est plus tenable en raison d'une évolution des conditions politiques.

Nombre d'entre eux affirment qu'aujourd'hui les obstacles ne sont pas le manque d'intérêt de l'opinion ou le faible engagement de la société civile mais les préoccupations actuelles en matière de sécurité qui excluent la possibilité d'envisager à court ou moyen terme l'élimination de la totalité des armes nucléaires. Cette idée est résumée dans cette citation tirée de l'article de Kissinger *et al.* : « Par certains aspects, l'objectif d'un monde sans armes nucléaires est un peu comme un très haut sommet. Il est difficile de l'apercevoir en raison du chaos ambiant. Nous devons donc étudier un itinéraire qui nous conduira à un point plus élevé d'où nous verrons mieux le sommet. »¹⁴.

La capacité réelle de la société civile à influencer un changement de politique sur les armes nucléaires se situe probablement entre ces deux extrêmes : la pression publique n'est pas inutile dans un monde dominé par le réalisme politique mais elle n'est pas non plus la panacée qui suffira à obtenir l'abolition des armes nucléaires.

Les limites de l'influence de la société civile sur les doctrines nucléaires

Plusieurs facteurs limitent davantage l'action de la société civile dans le domaine des armes nucléaires que lors de ses campagnes contre les armes à sous-munitions et les mines terrestres.

Premièrement, les armes à sous-munitions et les mines éclataient régulièrement et leur impact humanitaire pouvait être montré à l'opinion publique et aux médias. Les mines et les armes à sous-munitions ont tué et mutilé des milliers si ce n'est des millions de personnes lors des périodes qui précèdent les négociations et durant les négociations. Les campagnes de la société civile réussirent donc à intéresser les médias et à sensibiliser l'opinion publique à la détresse de ceux qui étaient touchés. L'impact des armes nucléaires est une réalité plus historique et désormais plus hypothétique. En outre, la radioactivité est une menace mortelle silencieuse et sournoise ; il est beaucoup plus difficile d'évaluer et de prouver tous ses effets sur la santé.

Deuxièmement, les armes nucléaires n'ont pas été utilisées en temps de guerre depuis 1945 ce qui diminue l'importance et l'urgence de cette question aux yeux du public. D'autres problèmes semblent beaucoup plus urgents comme le changement climatique, la dégradation de l'environnement, les guerres classiques, les mouvements d'armes légères, le terrorisme et le développement.

Troisièmement, les armes nucléaires sont dissimulées dans des silos et des sous-marins – comme nous ne les voyons pas, nous finissons par les oublier – et cela réduit l'attention que l'opinion accorde à cette question et la connaissance qu'elle a de ces armes.

Quatrièmement, les armes à sous-munitions et les mines antipersonnel étaient utilisées dans des opérations militaires. Les campagnes d'interdiction pouvaient affirmer que leur

utilisation n'était pas nécessaire sur le plan militaire car d'autres options étaient envisageables pour atteindre les mêmes objectifs. Une fois que les stratégies militaires ont trouvé d'autres moyens d'effectuer les opérations que permettent ces armes, il n'y a plus aucune raison de les conserver¹⁵. Quant aux armes nucléaires, elles ont un rôle essentiellement politique. Elles ne sont pas vraiment destinées à être utilisées, leur vocation première étant la dissuasion¹⁶. Beaucoup de gens pensent à tort que l'utilisation d'armes nucléaires mit un terme à la deuxième guerre mondiale et que la menace qu'elles représentent a permis d'éviter depuis lors un conflit majeur entre les États qui en possèdent. Même si la société civile réussissait à convaincre les gouvernements que le recours à l'arme nucléaire constitue une violation du droit international humanitaire, la possession de telles armes ne serait pas pour autant immédiatement interdite. Il a ainsi fallu attendre près de 70 ans après l'interdiction de l'emploi des armes chimiques¹⁷ pour que soit adoptée une convention interdisant la possession de ces armes. Jusqu'à la conclusion de la Convention sur les armes chimiques, un certain nombre d'États conservèrent ces armes principalement pour exercer une dissuasion et avoir la possibilité de les utiliser pour riposter.

Tous ces éléments prouvent qu'il serait difficile, voire impossible, de réitérer les campagnes massives organisées par la société civile dans les années 60 et 80 pour lutter contre les essais nucléaires et la course aux armements nucléaires et celles menées dans les années 90 et 2000 contre les mines terrestres et les armes à sous-munitions. Et même si de telles campagnes étaient engagées, elles n'auraient probablement qu'une influence limitée sur la politique nucléaire à moins d'avoir une orientation stratégique bien précise.

Rallier le soutien de l'opinion en soulignant l'intérêt de l'abolition nucléaire

Différentes options s'offrent aux campagnes de la société civile pour rallier un soutien plus large en faveur de l'abolition nucléaire. Insister sur la pertinence de l'abolition nucléaire par rapport aux préoccupations actuelles de l'opinion publique permettrait d'accroître la portée des campagnes antinucléaires et de susciter une attention plus grande des médias et de l'opinion.

Souligner le coût des armes nucléaires et établir un lien entre le désarmement nucléaire et le financement des besoins économiques et sociaux pourraient mobiliser des organisations habituellement axées sur le développement. Les pays qui possèdent des armes nucléaires leur consacraient au total entre 90 et 100 milliards de dollars par an¹⁸. Ces sommes pourraient être plus efficaces si elles étaient consacrées à l'éducation, aux services sociaux et à l'aide au développement¹⁹.

Il existe un rapport étroit entre la question des armes nucléaires et les préoccupations liées à l'environnement. Une utilisation même limitée de ces armes aurait des conséquences écologiques dévastatrices. L'explosion d'une centaine d'engins nucléaires, représentant moins de 1 % de l'arsenal mondial, provoquerait une fumée qui anéantirait l'agriculture

mondiale. Dans l'hémisphère Nord, les températures chuteraient et des millions de personnes souffriraient de la famine, y compris dans des pays très éloignés du lieu du conflit²⁰.

Retenir l'attention des communautés défendant les questions liées au développement et à l'environnement permettrait d'accroître le soutien de l'opinion publique. Une campagne de la société civile ne pourra obtenir un changement de politique que si elle réfute les arguments régulièrement invoqués pour justifier la dissuasion nucléaire et réussit à s'adresser directement aux dirigeants politiques.

Les principaux raisonnements sur les armes nucléaires

La Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires (ICNND) a recensé un certain nombre de raisonnements qui ne font que perpétuer la politique de dissuasion nucléaire, à savoir :

- Les armes nucléaires ont dissuadé, et continueront à dissuader, les grandes puissances de se faire la guerre.
- Les armes nucléaires dissuadent de lancer des attaques conventionnelles de grande ampleur.
- Les armes nucléaires dissuadent d'attaquer avec des armes chimiques ou biologiques.
- La dissuasion nucléaire élargie est nécessaire pour rassurer les alliés.
- Toute initiative majeure revenant à s'éloigner de la dissuasion nucléaire est par nature déstabilisatrice.
- L'on ne peut revenir sur l'invention des armes nucléaires, il est donc inutile de chercher à les éliminer.
- Les armes nucléaires confèrent un prestige et un statut inégalables.
- Les armes nucléaires coûtent moins cher que les armes classiques.
- Il faut conserver les établissements d'armement nucléaire pour préserver l'expertise dans le domaine nucléaire²¹.

Un autre facteur est l'intérêt des sociétés concernées à préserver le budget élevé consacré à l'armement nucléaire. Près de 100 milliards de dollars sont consacrés chaque année aux armes nucléaires et à leurs vecteurs²² ; l'industrie dispose donc de moyens considérables pour défendre l'importance de conserver les armes nucléaires.

Les chances de succès seront plus grandes si les campagnes de la société civile dénoncent ces différents arguments. L'abolition nucléaire devrait coïncider avec les intérêts des politiques et ceux de l'opinion publique. Les campagnes devraient stigmatiser et délégitimer les armes nucléaires : souligner le coût des armes nucléaires sur les plans environnemental et humanitaire, dénoncer d'autres risques que font peser les armes nucléaires, faire voler en éclats le mythe de la dissuasion nucléaire et rappeler l'illicéité de l'emploi de l'arme nucléaire. Les campagnes doivent opposer à la dissuasion nucléaire, d'autres options viables et proposer

un régime de désarmement ayant force exécutoire et pouvant être vérifié qui rehausserait le prestige du désarmement et non celui de l'armement nucléaire.

Stigmatiser les armes nucléaires

Une écrasante majorité des États sont convenus d'interdire les armes chimiques et biologiques et de s'en débarrasser les jugeant inhumaines, « sales » et « toxiques » et les considérant comme des engins de terreur qui frappent sans discrimination et ne sont pas dignes d'être considérés comme des armes²³. La société civile réussit de la même façon à stigmatiser les mines terrestres et les armes à sous-munitions lors des campagnes efficaces qui aboutirent aux traités interdisant ces armes²⁴.

Les caractéristiques encore plus abjectes et dévastatrices des armes nucléaires doivent être rappelées aux dirigeants politiques, et plus particulièrement à ceux sur qui la possession d'un arsenal nucléaire semble exercer un pouvoir presque fétichiste²⁵. Le général Lee Butler a déclaré :

Les armes nucléaires sont l'ennemi de l'humanité. Elles ne sont en réalité pas du tout des armes. Elles sont une sorte de bombe biologique à retardement dont les effets transcendent le temps et l'espace, empoisonnant la terre et ses habitants pour plusieurs générations²⁶.

Délégitimer les armes nucléaires

L'illicéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires fut confirmée par la Cour internationale de Justice (CIJ) dans un avis consultatif de 1996. La conclusion de la CIJ se fondait sur des principes et règles de droit international humanitaire qui sont « intransgressibles » et s'appliquent donc à tout emploi d'armes nucléaires²⁷. La CIJ invoqua différentes règles de droit relatives à la menace ou l'emploi de la force, y compris l'Article 2 paragraphe 4 de la Charte des Nations Unies, pour conclure que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires était généralement illicite. La Cour précisait toutefois dans son avis qu'elle ne pouvait « conclure de façon définitive que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait licite ou illicite dans une circonstance extrême de légitime défense dans laquelle la survie même d'un État serait en cause »²⁸.

Les EDAN n'ont pas totalement accepté la décision de la Cour. Cela dit, le succès de la Suisse qui a obtenu que le Document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010 stipule que le droit international humanitaire doit être respecté en tout temps²⁹ accroît les chances politiques de défendre, de renforcer et d'appliquer l'Avis consultatif de 1996 de la CIJ pour réunir un soutien politique fort en faveur de l'abolition.

Les citoyens des EDAN peuvent utiliser ces documents dans des affaires juridiques contestant les armes nucléaires déployées³⁰. Les citoyens des États non dotés d'armes nucléaires peuvent également invoquer l'avis de la Cour sur l'illicéité de la menace ou de l'emploi d'armes

nucléaires pour défendre dans leur pays une législation interdisant les armes nucléaires et considérant illicite toute activité liée à la menace ou à l'emploi de ces armes. Ils peuvent aller jusqu'à défendre une application extraterritoriale de la législation, comme en Nouvelle-Zélande, et même l'idée de juridiction universelle³¹.

Une autre possibilité pour renforcer et appliquer la norme d'illicéité serait d'amender le Statut de la Cour pénale internationale de sorte que l'emploi d'armes nucléaires ou la menace d'emploi de telles armes soit un crime relevant de la compétence de la Cour. Le Mexique a proposé un tel amendement ; celui-ci est soutenu par un certain nombre de pays et par des parlementaires du monde entier³².

Un traité interdisant l'emploi d'armes nucléaires serait pour les États non dotés d'armes nucléaires un autre moyen d'affirmer l'illicéité de l'emploi de ces armes. Un tel traité pourrait susciter le débat public dans des pays alliés des EDAN : devraient-ils renoncer à bénéficier de cette dissuasion nucléaire élargie ou être considérés comme soutenant un éventuel recours aux armes nucléaires s'ils restent en marge du traité³³ ?

La norme du non-recours à l'arme nucléaire pourrait être défendue même au sein des EDAN. Aux États-Unis, la nouvelle doctrine nucléaire (Nuclear Posture Review) ne reconnaît pas l'illicéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires mais renforce la pratique du non-recours : « Il est dans l'intérêt des États-Unis et de toutes les autres nations que la période de non-recours à l'arme nucléaire qui dure depuis 65 ans se prolonge indéfiniment »³⁴. L'on entend dire que les EDAN pourraient être sensibles, avec quelques encouragements, à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU proclamant cette pratique du non-recours à l'arme nucléaire³⁵.

Outre la question de la licéité, de récents rapports ont contesté la légitimité de la doctrine de dissuasion nucléaire et obligé les partisans de la dissuasion nucléaire à étayer leurs arguments³⁶. Ces initiatives importantes peuvent avoir une influence mais ne convaincront pas tout le monde.

Si les initiatives visant à briser le mythe de la dissuasion sont importantes, elles devront être complétées par des efforts qui ne visent pas nécessairement la dissuasion nucléaire mais cherchent à aller plus loin en tentant de voir comment la dissuasion est dépassée et peut être remplacée complètement par d'autres conditions et mécanismes de sécurité.

D'autres options que la dissuasion nucléaire

L'objectif de désarmement nucléaire n'est pas forcément lié à la mise en place d'autres mécanismes de sécurité. Pour la CIJ, il s'agit d'une obligation inconditionnelle et pour les États parties au TNP d'une obligation sans équivoque.

Il n'en reste pas moins que l'élaboration de mécanismes de sécurité non nucléaires faciliterait le désarmement nucléaire en favorisant le dialogue avec les dirigeants de la trentaine d'États qui comptent à ce jour sur la dissuasion nucléaire. Même si la sécurité fondée sur la dissuasion

nucléaire est risquée voire illusoire, les EDAN, leurs alliés et les responsables politiques partisans des doctrines de dissuasion nucléaire ne renonceront certainement pas à ces doctrines tant que d'autres conditions de sécurité et mécanismes non nucléaires ne seront pas mis au point ou renforcés.

Cette dynamique fut très claire lors des discussions de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui eurent lieu en Lettonie en 2010 au sujet des armes nucléaires américaines déployées en Europe dans le cadre de la dissuasion nucléaire élargie. Le rapporteur Raymond Knops, notant le clivage entre les partisans du retrait des armes nucléaires et ceux qui prônent leur maintien, a demandé que les parlements examinent et fassent un rapport sur les mesures que les États membres jugeraient acceptables pour assurer leur défense si le statu quo devait changer³⁷.

Cela transparait aussi dans la nouvelle doctrine nucléaire des États-Unis qui associe une réduction du rôle des armes nucléaires au renforcement de moyens non nucléaires permettant d'assurer la sécurité. « Même si les armes nucléaires se sont révélées être une composante essentielle des garanties des États-Unis envers leurs alliés et partenaires, les États-Unis comptent de plus en plus sur des éléments non nucléaires pour renforcer leurs architectures régionales de sécurité »³⁸.

D'aucuns sont d'avis qu'il existe déjà des mécanismes et les conditions d'une sécurité non nucléaire, même s'ils ne sont pas encore utilisés de manière judicieuse³⁹. Il s'agit notamment de l'interdépendance croissante entre les systèmes financiers, commerciaux, politiques et de communications. Dans ces conditions, une agression serait dans la plupart des cas contre-productive et absurde pour l'agresseur éventuel. Quant aux mécanismes, ils comprennent les organes de l'ONU, les organisations qui surveillent l'application des traités, les structures de sécurité régionale et diverses approches comme la diplomatie, la médiation, la négociation, l'arbitrage, l'examen judiciaire de différends et des mesures d'exécution par le biais de sanctions ou une action collective des Nations Unies. Ces mécanismes ont donné la preuve de leur efficacité dans des conflits et des menaces impliquant les armes nucléaires ; ils ont démontré que les États pourraient renoncer aux doctrines de dissuasion nucléaire avant qu'il n'existe un régime mondial d'abolition nucléaire⁴⁰, ce qu'ont d'ailleurs déjà fait certains États. De nombreux autres États n'ont pour leur part jamais adhéré aux doctrines nucléaires.

Un autre mécanisme envisageable est celui des zones exemptes d'armes nucléaires. Elles garantissent que des armes nucléaires ne seront pas déployées sur les territoires des États parties et que les EDAN ne menaceront pas ni n'emploieront d'armes nucléaires contre les États faisant partie d'une zone exempte d'armes nucléaires. Ces zones disposent, en outre, d'une instance où les États de la région peuvent évoquer les questions de sécurité dans un cadre commun. Les zones exemptes d'armes nucléaires ont déjà renforcé la sécurité et réduit le rôle des armes nucléaires dans certaines régions en surmontant des difficultés politiques complexes⁴¹. L'examen et la mise en place de zones exemptes d'armes nucléaires en Asie du Nord-Est, en Europe centrale, dans l'Arctique et au Moyen-Orient marginaliseraient encore le rôle des armes nucléaires et renforceraient la sécurité non nucléaire dans ces régions.

Il est, en outre, de plus en plus évident que les véritables menaces du ^{xxi} siècle ne seront pas des risques d'invasion qu'il faudra éviter par la force militaire voire des armes nucléaires, mais des questions de sécurité humaine comme la pauvreté, le changement climatique et l'épuisement des ressources. Comme l'ont fait observer les responsables du réseau Parliamentarians for Nuclear Non-proliferation and Disarmament, ces menaces ne pourront être évitées que si les nations et la communauté mondiale coopèrent, ce qui n'est pas possible tant que les nations conservent d'importantes armées très coûteuses et menacent de se détruire les unes les autres⁴².

Il convient enfin de noter que le processus visant à instaurer le régime de coopération nécessaire pour éliminer de manière vérifiable les armes nucléaires favoriserait en lui-même le cadre mondial d'une sécurité fondée sur la coopération.

Instaurer un régime de désarmement nucléaire ayant force exécutoire et pouvant être vérifié

La décision des EDAN d'accepter une interdiction complète de l'emploi d'armes nucléaires et de commencer à éliminer leurs stocks dépendra dans une certaine mesure de la conviction qu'ils auront que le régime de désarmement nucléaire pourra avoir force exécutoire et être vérifié.

Un régime envisageable, mentionné dans la proposition en cinq points sur le désarmement du Secrétaire général de l'ONU, figure dans le modèle de convention relative aux armes nucléaires⁴³. Ce projet se fonde sur des mécanismes existants de désarmement et de non-prolifération, en inclut certains qui feraient partie d'un processus de désarmement par étapes et en propose d'autres qui seraient nécessaires et pourraient être conçus à différents stades du processus de désarmement.

Rehausser le prestige du désarmement nucléaire

La société civile peut exercer une influence et inverser la volonté qu'ont certains États d'acquérir et d'entretenir des armes nucléaires en raison du statut et du pouvoir politique que ces armes semblent conférer ; la société civile peut, en effet, rehausser le prestige et le pouvoir politique associés au rejet des armes nucléaires et à l'abolition nucléaire au niveau mondial.

Lorsque la Nouvelle-Zélande décida dans les années 80 de ne plus bénéficier du parapluie nucléaire, le mouvement pacifiste américain joua un rôle crucial en soutenant la Nouvelle-Zélande dans sa détermination à rester un pays sans armes nucléaires et ce malgré la pression exercée par le Gouvernement des États-Unis et par d'autres alliés. La Nouvelle-Zélande prit alors de l'ascendant au niveau mondial et améliora sa réputation internationale⁴⁴. Il semble que cette nouvelle renommée lui ait permis de développer son commerce et son tourisme,

d'obtenir en 1993 un siège temporaire au Conseil de sécurité de l'ONU et en 2006 l'élection d'un juge néo-zélandais à la Cour internationale de Justice⁴⁵.

Robert Green affirme que la plus grande avancée sur ce plan serait que l'un des EDAN rejette la dissuasion nucléaire. Le Royaume-Uni serait, selon lui, le pays le mieux placé pour prendre une telle décision : en renonçant aux armes nucléaires, le Royaume-Uni, qui est l'un des principaux EDAN, transformerait du jour au lendemain le débat sur le désarmement nucléaire. « Le Royaume-Uni en retirerait une emprise mondiale qu'il n'a pas connue depuis l'apogée de l'Empire britannique, à la différence que cette fois son influence et son prestige seraient salués comme une véritable force pour le bien »⁴⁶.

Lutter contre les intérêts des sociétés ayant des liens avec les armes nucléaires

Les intérêts économiques que représentent la mise au point et l'entretien des armes nucléaires peuvent être attaqués, bloqués, réduits voire éliminés par des décisions budgétaires, des activités de conversion, des boycotts et la décision de se retirer de certaines activités. Des pays non nucléaires, des investisseurs, des consommateurs, des courtiers en placements et des investisseurs collectifs (églises, universités, villes) peuvent décider d'opérations de boycott et se retirer de certaines activités. Pour influencer le processus de conversion et les décisions budgétaires, il faut bénéficier de l'appui de parlementaires et de responsables politiques des États dotés d'armes nucléaires, même si les campagnes appelant au boycott et celles incitant à se retirer des entreprises liées à l'armement nucléaire peuvent peser lourdement sur le cours des actions de ces sociétés et les conduire à accepter la conversion. Les gouvernements norvégien et néo-zélandais, poussés par les parlementaires et la société civile, ont retiré leurs fonds de pension et d'autres fonds majeurs des sociétés ayant un rapport avec les armes nucléaires⁴⁷. D'autres pourraient être tentés de suivre cet exemple.

Susciter l'intérêt des responsables politiques

Le Haut Représentant de l'ONU pour les affaires de désarmement, Sergio Duarte, conscient de l'importance de susciter l'intérêt des parlementaires, a fait observer : « Le pouvoir législatif affecte les fonds, demande des comptes aux responsables politiques, débat de la politique, mène des enquêtes, ratifie des traités, adopte les textes d'application, représente les voix de l'opinion publique [...]. Les parlements donnent non seulement une vision au désarmement, ils lui donnent aussi une colonne vertébrale, des muscles et des dents ». En 2010, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a écrit aux parlements du monde entier pour encourager leurs efforts en faveur d'un monde sans armes nucléaires⁴⁸.

Les mouvements de masse, l'attention des médias, les arguments logiques et la pression politique réussissent à influencer des changements politiques lorsqu'ils interviennent en marge d'événements ou de processus particuliers organisés dans certains lieux de décisions politiques. Il est donc essentiel d'avoir des discussions efficaces et stratégiques avec les responsables politiques, en particulier les responsables gouvernementaux et les parlementaires, pour aboutir à un succès.

Le cœur de ces discussions devrait porter sur les questions centrales identifiées plus haut qui empêchent toute avancée dans le sens de l'abolition nucléaire. Divers processus peuvent être envisagés comme l'intervention directe de citoyens auprès de leurs représentants politiques, des discussions avec des parlementaires impliqués dans des instances ou organisations parlementaires internationales (comme l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, l'Union interparlementaire et le réseau Parliamentarians for Nuclear Non-proliferation and Disarmament) et des discussions avec des responsables gouvernementaux dans des instances multilatérales. La société civile peut mobiliser les parlementaires pour diverses actions en faveur de l'abolition nucléaire : résolutions et auditions sur des sujets majeurs comme l'idée d'une convention sur les armes nucléaires, lois interdisant les armes nucléaires au niveau national et organisation dans les parlements d'événements ouverts au public comme la projection de films, des expositions et des débats⁴⁹. Certaines organisations non gouvernementales jouent aussi un rôle utile en organisant des forums d'échanges informels entre les représentants de divers pays et des représentants de la société civile⁵⁰.

Les yeux rivés sur l'objectif

Chaque initiative engagée en faveur de l'abolition des armes nucléaires devrait viser le « sommet de la montagne » : un traité global ou un cadre d'accords pour interdire et éliminer les armes nucléaires.

Un objectif ambitieux, comme celui d'une convention sur les armes nucléaires visant l'interdiction et l'élimination des armes nucléaires, sera le moyen le plus efficace pour attirer l'attention de l'opinion publique et exacerber les passions. Les mesures qui seront prises petit à petit, bien que nécessaires, n'intéresseront que les spécialistes et les partisans de la maîtrise des armements qui se passionnent pour les détails et sont déjà engagés mais ne réussissent pas franchement à faire avancer les choses⁵¹.

Présenter la convention sur les armes nucléaires comme l'objectif à atteindre permettra de mobiliser l'opinion publique, d'encourager les responsables politiques à agir et d'inscrire les initiatives plus petites dans un processus continu en faveur de l'abolition nucléaire au lieu de les envisager comme des objectifs à part entière.

Comme l'a fait observer en 2007 Margaret Beckett, alors ministre britannique des affaires étrangères : « Il nous faut à la fois une vision – un scénario pour un monde sans armes nucléaires – et des actes ... [William Wilberforce] aurait-il réussi ne serait-ce que la moitié de ce qu'il a entrepris [...] s'il avait commencé par "réglementer" ou "réduire" la traite des esclaves plutôt que de l'abolir ? J'en doute »⁵².

Le sommet est en vue. En engageant un dialogue efficace avec les responsables politiques, la société civile peut favoriser les actions efficaces suivies qui s'imposent pour atteindre ce sommet.

Notes

1. Résolution 1 (1) de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée sans être mise au voix le 24 janvier 1946.
2. Remarks by President Barack Obama, Hradcany Square, Prague, 5 avril 2009, <www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-By-President-Barack-Obama-In-Prague-As-Delivered>.
3. Voir Ken Berry *et al.*, 2010, *Delegitimizing Nuclear Weapons: Examining the Validity of Nuclear Deterrence*, Monterey (Californie), James Martin Center for Nonproliferation Studies, mai, p. 38, 39 et 41.
4. *Ibid.*, p. 34.
5. Voir John Burroughs, « The Humanitarian Imperative for Nuclear Disarmament », Briefing Paper for the Middle Powers Initiative/Swiss Federal Department of Foreign Affairs conference « From Aspiration to Reality: Nuclear Disarmament after the NPT Review », Genève, 14-15 septembre 2010 ; Jakob Kellenberger, Président du CICR, « Mettre fin à l'ère nucléaire », déclaration devant le corps diplomatique de Genève, Genève, 20 avril 2010 ; Déclaration de S. E. Micheline Calmy-Rey, chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, 3 mai 2010.
6. Alyn Ware, « Preparatory Process for a Nuclear Weapons Convention (or Package of Agreements): Practical Measures to Build the Framework for a Nuclear-weapons-free World », document préparé pour la conférence « From Aspiration to Reality: Nuclear Disarmament after the NPT Review » organisée par l'Initiative des puissances moyennes et le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, Genève, 14-15 septembre 2010.
7. Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, Document final, document des Nations Unies NPT/CONF.2010/50 (Vol. I), New York, p. 21.
8. Voir, par exemple, William Burr et Jeffrey Kimball (sous la direction de), « Nuclear Weapons, the Vietnam War, and the Nuclear Taboo », National Security Archive Electronic Briefing Book No. 195, 31 juillet 2006, <www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB195/index.htm>.
9. L'action de la société civile a joué un rôle déterminant dans l'interdiction des armes nucléaires en Nouvelle-Zélande en 1987. La société civile a aussi joué un rôle dans la décision du Kazakhstan de renoncer aux armes nucléaires soviétiques et de les restituer à la Fédération de Russie et d'adhérer au TNP en tant qu'État non doté d'armes nucléaires ; la société civile a également influencé l'interdiction des armes nucléaires en Mongolie.
10. Voir Daniel Yankelovich et John Doble, 1984, « The Public Mood: Nuclear Weapons and the USSR », *Foreign Affairs*, automne, qui cite un sondage d'opinion indiquant que 85 % des citoyens américains pensent que les armes nucléaires sont là pour longtemps et ne peuvent être abolies.
11. « Publics around the World Favor International Agreement to Eliminate All Nuclear Weapons », WorldPublicOpinion.org, 9 décembre 2008, <www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/international_security_bt/577.php?nid=&id=&pnt=577> .

12. George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger et Sam Nunn, « Call for A World Free of Nuclear Weapons », *Wall Street Journal*, 4 janvier 2007.
13. Déclaration de responsables politiques ayant occupé des postes de haut niveau en Allemagne, Australie, Fédération de Russie, Italie, Norvège, Pologne et au Royaume-Uni.
14. George P. Shultz, William J. Perry, Henry A. Kissinger et Sam Nunn, « Toward a Nuclear-Free World », *Wall Street Journal*, 15 janvier 2008.
15. À part de petites quantités d'armes conservées pour former les équipes chargées de détecter et détruire les armes qui se trouvent dans d'anciennes zones d'opérations militaires.
16. Bien évidemment, la dissuasion implique d'être disposé à riposter avec des armes nucléaires. Les doctrines nucléaires considèrent toutefois qu'un tel recours à l'arme nucléaire attesterait d'un échec de la dissuasion qui est la raison même de la possession d'armes nucléaires. Voir, par exemple, Département de la défense des États-Unis, 2010, *Nuclear Posture Review Report*, avril, p. 15, et United States Joint Chiefs of Staff, *Doctrine for Joint Nuclear Operations*, 15 mars 2005, chap. I-1.
17. Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, ouvert à la signature le 17 juin 1925 et entré en vigueur en 1929.
18. Ben Cramer, 2009, *Nuclear Weapons: At What Cost?*, Genève, International Peace Bureau.
19. Le parlement bangladais a ainsi adopté à l'unanimité le 5 avril 2010 une résolution préconisant d'utiliser les sommes consacrées aux armes nucléaires pour les investir dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et l'adaptation aux changements climatiques (PNND, sans date, « Parliamentary Resolutions Supporting a Nuclear Weapons Convention », <www.gsinstitute.org/pnnd/docs/NWC_parliamentary_resolutions.pdf>). Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a évoqué dans sa proposition en cinq points sur le désarmement le lien entre le désarmement nucléaire et le développement. Le désarmement nucléaire s'inscrit aussi dans une campagne plus large de désarmement pour le développement défendue par des organisations de la société civile et des gouvernements comme celui du Costa Rica.
20. Alan Robock et Owen Brian Toon, 2010, « Local Nuclear War, Global Suffering », *Scientific American*, janvier, p. 74 à 81. Voir aussi Steven Starr, <www.nucleardarkness.org>.
21. Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, 2009, *Eliminating Nuclear Threats: A Practical Agenda for Global Policymakers*, Canberra et Tokyo, Paragon, p. 61 à 71.
22. Cramer, op. cit.
23. Robert Green, 2010, *Security without Nuclear Deterrence*, Christchurch, Astron Media et Disarmament and Security Centre, New Zealand, p. 190.
24. Voir Rebecca Johnson, 2006, « Integrated Disarmament: A Prerequisite for Sustainable Nonproliferation », *Disarmament Diplomacy*, n° 82, printemps.
25. Voir Anne Harrington de Souza, 2009, « Nuclear Weapons as the Currency of Power: Deconstructing the Fetishism of Force », *The Nonproliferation Review*, vol. 16, n° 3, novembre, p. 325 à 345.
26. Général Lee Butler USAF (ret.), 1999, « Ending the Nuclear Madness », discours qu'il prononça lorsque lui fut remis le Distinguished Peace Leadership Award de la Nuclear Age Peace Foundation, *Waging Peace Series*, n° 40, p. 10.
27. Cour internationale de Justice, Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Avis consultatif du 8 juillet 1996, par. 79.
28. Ibid., par. 105.
29. Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, Document final, document des Nations Unies NPT/CONF.2010/50 (Vol. I), New York, p. 20.
30. Ce fut le cas en Écosse en 1999, lorsque trois militants antinucléaires traduits en justice pour avoir délibérément endommagé du matériel dans une base de sous-marins nucléaires en Écosse furent acquittés au motif que ce déploiement d'armes nucléaires dans les sous-marins constituait une violation du droit international au regard de l'avis consultatif de la CIJ. Voir, « Summary of Sheriff Gimblett's Ruling », Trident Ploughshares, 20 octobre 1999, <www.tridentploughshares.org/article729>.

31. La compétence universelle signifie que l'État peut poursuivre une personne pour un crime que cette personne soit ou non citoyen ou résident de l'État en question et quel que soit le lieu du crime.
32. Voir Cour pénale internationale, Assemblée des États parties, Rapport du Bureau sur la Conférence de révision, Additif, document ICC-ASP/8/43/Add.1, 10 novembre 2009 ; et « Nuclear Weapons and the International Criminal Court », PNND Update 25, novembre 2009, <www.gsinstitute.org/pnnd/updates/25.html#11>.
33. Cette proposition est disponible dans Burroughs, op. cit., p. 8.
34. Département de la défense des États-Unis, *Nuclear Posture Review Report*, p. ix.
35. Ware, 2010, op. cit.
36. Voir ICNND, op. cit. ; Berry *et al.*, op. cit.
37. Raymond Knops (Rapporteur), Assemblée parlementaire de l'OTAN, Sub-Committee on Future Security and Defence Capabilities, « US Non-strategic Nuclear Weapons in Europe: A Fundamental NATO Debate », projet de rapport, NATO PA Doc 048 DSCFC 10 E, 9 avril 2010.
38. Département de la défense des États-Unis, *Nuclear Posture Review Report*, p. xiii. Il convient de noter que le rapport évoque des aspects non militaires de l'instauration de la sécurité régionale.
39. Green, op. cit.
40. Pour des exemples de ces méthodes, voir Alyn Ware, 2003, « Rule of Force or Rule of Law: Legal Responses to Nuclear Threats from Terrorism, Proliferation, and War », *Seattle Journal for Social Justice*, vol. 2, n° 1.
41. Pour plus de détails sur les zones exemptes d'armes nucléaires existantes, voir les pages que le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU consacre à la question, <www.un.org/disarmament/WMD/Nuclear/NWFZ.shtml>.
42. « The Priority of Peace and Disarmament for the Global Community », déclaration commune des co-présidents du réseau Parliamentarians for Nuclear Non-proliferation and Disarmament, Uta Zapf (Allemagne), Marian Hobbs (Nouvelle-Zélande), Abacca Anjain Maddison (Iles Marshall), Alexa McDonough (Canada) et Mikyung Lee (Corée du Sud) lors de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, Berlin, 24 mai 2008, <www.gsinstitute.org/pnnd/docs/IWD_2008.pdf>.
43. Voir Merav Datan *et al.*, 2007, *Securing Our Survival: The Case for a Nuclear Weapons Convention*, Cambridge, IPPNW, IALANA, INESAP ; Barry Blechman et Alex Bollfrass (sous la direction de), 2009, *Elements of a Nuclear Disarmament Treaty*, Washington, Stimson Center, 2009.
44. Voir, par exemple, David Lange, 1990, *Nuclear Free: The New Zealand Way*, Auckland, Penguin Books.
45. Discussions informelles de l'auteur avec des représentants des États Membres de l'ONU avant l'attribution des sièges au Conseil de sécurité de l'ONU et l'élection des juges à la CIJ.
46. Green, op. cit., p. 245 et 246.
47. Voir Hallgeir Langeland et Keith Locke, « Nuclear Divestment », PNND Notes 2008, p. 10 à 12, <www.gsinstitute.org/pnnd/pubs/PNNDNotesEng.pdf>.
48. Sergio Duarte, « Disarmament and Political Will », présentation au réseau Parliamentarians for Nuclear Non-proliferation and Disarmament Assembly, Pugwash, juillet 2008, <www.gsinstitute.org/pnnd/events/Pugwash2008/pres_Duarte.pdf> ; Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, lettre à tous les parlements appelant à agir pour la non-prolifération et le désarmement nucléaires, 24 février 2010, <www.gsinstitute.org/pnnd/docs/UNSG_Eng.pdf>.
49. Voir Alyn Ware et Devon Chaffee, 2003, « Arenas in which parliamentarians can exert influence or become engaged », in *Parliamentarians and Nuclear Weapons: A Briefing Book*, Wellington, PNND.
50. L'Initiative des puissances moyennes organise plusieurs forums de ce genre, en particulier sur l'application de l'article VI du TNP.
51. Berry *et al.*, p. 44.
52. Margaret Beckett, Ministre britannique des affaires étrangères et du Commonwealth, « A World Free of Nuclear Weapons? », Keynote Address to the Carnegie International Nonproliferation Conference, 25 juin 2007.

Maintenant nous le pouvons : les avancées de la société civile et des gouvernements vers une interdiction des armes nucléaires

Dimity Hawkins

L'année 2010 marque le 65^e anniversaire de l'invention et de l'utilisation des armes nucléaires. La communauté internationale est impatiente de mettre, une bonne fois pour toute, un terme à cette menace qui pèse sur l'humanité.

Cette impatience s'explique par l'absence évidente de progrès dans le sens d'une abolition alors que des millions de citoyens se sont mobilisés au fil des années en faveur du désarmement, qu'il existe un certain nombre d'obligations juridiques et que se multiplient les discours sur l'instauration d'un monde sans armes nucléaires.

La société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) n'ont eu de cesse de défendre l'idée du désarmement nucléaire et réclament l'élimination de ces armes depuis qu'elles ont été inventées. Nous avons assisté à de forts mouvements de mobilisation et même à certaines avancées, mais la diplomatie du désarmement piétine trop souvent. En raison de l'irrégularité de l'action des gouvernements, l'objectif d'une élimination totale de ces armes semble parfois inatteignable. Si l'on veut que les gouvernements trouvent l'énergie nécessaire pour tenir la promesse d'un monde sans armes nucléaires, un nouveau partenariat dynamique doit s'instaurer entre les gouvernements, la société civile et des experts techniques, juridiques et scientifiques fondé principalement sur la conviction que nous pouvons aujourd'hui atteindre cet objectif. Renoncer à un tel partenariat n'est pas une option envisageable pour ceux d'entre nous qui veulent croire en un futur plus sûr et pacifique pour l'humanité.

L'idée d'une convention sur les armes nucléaires a stimulé la réflexion de nombreux acteurs de premier plan de la communauté du désarmement, au début principalement parmi les ONG, mais de plus en plus aussi au sein des cercles diplomatiques et gouvernementaux. Depuis quelques années, les arguments invoqués par ceux qui voient dans une convention sur les armes nucléaires le moyen le plus réaliste d'éliminer totalement ces armes ne cessent de croître, de même que le nombre d'acteurs défendant ces arguments.

Aujourd'hui, la société civile est considérée comme un acteur clef et un partenaire essentiel pour assurer le succès de la mise en œuvre des traités et conventions. Cet article examine pourquoi il importe au plus haut point que les gouvernements et les ONG travaillent de concert pour préparer les négociations d'une convention sur les armes nucléaires ; il rappelle la chronologie de ces échanges indispensables et présente certaines des difficultés auxquelles ils se heurtent aujourd'hui.

Dimity Hawkins travaille pour la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) depuis sa création et collabore étroitement avec le projet Reaching Critical Will, la Medical Association for Prevention of War en Australie et de nombreuses autres ONG. Elle est installée à Melbourne (Australie).

Les débuts du modèle de convention relative aux armes nucléaires

For there is no secret and there is no defense ; there is no possibility of control except through the aroused understanding and insistence of the peoples of the world.

Albert Einstein¹

En 1997, suite à des discussions régulières sur la nécessité de renforcer les mécanismes de désarmement existants, un modèle de convention relative aux armes nucléaires fut rédigé par un groupe de spécialistes internationaux rassemblés par l'Association internationale des juristes contre les armes nucléaires (IALANA), le Réseau international des ingénieurs et des scientifiques contre la prolifération (INESAP) et l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW).

Le premier modèle de convention relative aux armes nucléaires fut présenté comme un cadre pour des négociations et décisions en vue d'une abolition totale. Fortement inspirée de la Convention sur les armes chimiques, elle vise à interdire la fabrication de matières fissiles destinées à des armes nucléaires ainsi que la mise au point, l'essai, le stockage, le transfert, l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires.

Le modèle de convention relative aux armes nucléaires exige des États parties qu'ils commencent par déclarer leurs armes, matières, installations et vecteurs nucléaires. Ils devront ensuite éliminer leurs armements nucléaires en plusieurs étapes : levée de l'état d'alerte, retrait des armes déployées, retrait des ogives nucléaires de leurs vecteurs, neutralisation des ogives et placement sous contrôle international des matières fissiles. Le processus décrit dans le modèle de convention viendrait compléter et non pas compromettre les traités existants sur les armes nucléaires.

Le modèle de convention relative aux armes nucléaires fut présenté au Secrétaire général de l'ONU par le Costa Rica et accepté comme document de réflexion pour les Nations Unies. En 1999, IALANA, INESAP et IPPNW publièrent une version légèrement révisée du modèle de convention dans un document intitulé *Security and Survival: The Case for a Nuclear Weapons Convention²*, qui incluait des commentaires sur le modèle, reprenant les réactions gouvernementales et non gouvernementales exprimées jusqu'alors sur le texte initial. Les réponses et réactions au modèle de convention continuèrent d'être examinées dans une série de documents produits par IPPNW (en consultation avec le Lawyer's Committee on Nuclear Policy), *Nuclear Weapons Convention Monitor³*.

En 2007, dix ans après le premier modèle de convention, la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN)⁴, qui venait d'être créée, entreprit, avec les auteurs du texte initial, de réviser à nouveau le modèle de convention en incluant des commentaires reflétant l'évolution du climat de sécurité et du contexte politique et tenant compte des

nombreux commentaires reçus depuis le premier texte. Cette version révisée fut présentée aux Nations Unies par le Costa Rica et la Malaisie et acceptée en tant que document de réflexion.

Les auteurs du modèle de convention ont toujours pensé que l'intérêt d'un tel texte était de stimuler les discussions. Il ne devait pas être adopté tel quel mais servir de base aux discussions pour être amélioré. Après avoir participé à l'élaboration du modèle de convention et cherché à légitimer ce projet depuis plus de dix ans, de nombreuses ONG prennent aujourd'hui grand soin de souligner que ce document n'est qu'un point de départ. Tilman Ruff, professeur associé et président de ICAN, a ainsi déclaré :

Nous ne voyons pas l'intérêt d'être trop directifs ou trop stricts sur la façon d'élaborer une interdiction totale des armes nucléaires. Nous voulons faire pression sur les décideurs pour les inciter et les obliger à agir. Nous voulons encourager les gouvernements qui conduiront le mouvement et travailler étroitement avec eux⁵.

Fortement mobilisée par cet objectif, la communauté des ONG s'est employée à encourager les gouvernements à soutenir fortement l'élaboration d'une convention ou d'un traité pour parvenir à une interdiction totale des armes nucléaires. Les gouvernements doivent donc relever le défi et étudier et améliorer ce qui fonctionne dans le modèle de convention et dans les traités existants qui interdisent des armes, repérer ce qui ne fonctionne pas et se concerter pour trouver un terrain d'entente sur la façon de réaliser une interdiction des armes nucléaires.

Les experts des questions techniques, juridiques, diplomatiques et de politiques qui ont pris le temps d'étudier l'idée d'un traité d'interdiction des armes nucléaires s'accordent à dire que cette initiative de la société civile exprimée dans le modèle de convention relative aux armes nucléaires est un début remarquable. Alors qu'il présentait en 2008 sa proposition en cinq points sur le désarmement pour un monde exempt d'armes nucléaires et cherchait comment combiner l'action des gouvernements et les initiatives diplomatiques en matière de désarmement nucléaire, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a exhorté les parties au TNP à :

poursuivre cet objectif par un accord sur un cadre englobant des instruments séparés, qui se renforcent mutuellement. Ou elles pourraient envisager de négocier une convention relative aux armes nucléaires, appuyée par un solide système de vérification, comme proposé depuis longtemps aux Nations Unies. [...] j'ai transmis à tous les États Membres de l'ONU un projet d'une telle convention, qui constitue un bon point de départ⁶.

Il est de plus en plus admis qu'un désarmement nucléaire complet vérifiable ne sera possible que dans un cadre complet et que des étapes progressives ne seront pas suffisantes pour y parvenir. Ces armes inhumaines qui ont un pouvoir destructeur unique et frappent sans

discrimination ne pourront être éliminées totalement que par une stratégie globale. Ne s'intéresser qu'à des réductions ou des étapes ponctuelles risquerait de légitimer la possession de ces armes par quelques-uns et ferait le jeu de l'« apartheid nucléaire » qui empoisonne depuis des dizaines d'années les négociations et exacerbe le dysfonctionnement et les périodes d'impasse dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération.

Comme l'a fait observer, entre autres, la lauréate du prix Nobel Jody Williams⁷, dans l'idéal un traité ou une convention devrait rapprocher plusieurs mesures et instruments. Cet instrument pourrait compléter des fonctions ou activités prévues par des régimes ou accords existants et instaurer, pour les points n'ayant pas encore été traités, de nouvelles dispositions complémentaires. Le cas échéant, ce régime pourrait aussi informer, encourager et activer l'application d'autres mesures faisant depuis longtemps l'objet de discussions et de négociations. Il *n'exclurait* pas d'autres mesures, mais pourrait *inclure* un cadre correspondant à l'objectif d'une élimination totale des armes nucléaires.

Comme l'a indiqué le co-président de la Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires (ICNND), Gareth Evans, lors d'une audience du parlement australien sur la question en 2009 :

[la portée d'une convention sur les armes nucléaires] engloberait à la fois celle du TNP, celle du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, celle d'un traité sur les matières fissiles et quelques autres stratégies de vérification [...]. Ce serait un instrument très général et nous pourrions tout reprendre depuis le début⁸.

Les promesses du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

En 2009, le Président des États-Unis Barack Obama a prononcé un discours capital en précisant qu'il était de la responsabilité des États-Unis d'aider à débarrasser le monde des armes nucléaires. Il a affirmé, dans une phrase désormais célèbre, l'engagement de l'Amérique à rechercher la paix et la sécurité d'un monde sans armes nucléaires⁹. Même s'il a précisé qu'il faudra faire preuve de patience et de persévérance et déclaré, ce qui n'est pas vraiment ambitieux, que cet objectif pourrait ne pas être atteint de son vivant, la volonté exprimée dans ce discours a provoqué un changement considérable du sentiment général qui s'est immédiatement reflété dans les rencontres et les instances multilatérales qui ont suivi.

Les cinq États dotés d'armes nucléaires reconnus n'avaient pourtant pas vraiment d'avancées à présenter en matière de désarmement total lors de la huitième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui eut lieu en 2010. Ces cinq pays dépensèrent beaucoup d'énergie à justifier le maintien de leurs arsenaux nucléaires, tout en faisant bien comprendre au reste du monde qu'il était impératif que les autres ne se dotent

pas d'armes nucléaires. La Secrétaire d'État des États-Unis, Hillary Clinton, affirma dans son discours à la Conférence d'examen que le Président et elle-même avaient sur la question des droits et des responsabilités une position très claire qui n'était pas un slogan, mais un principe fondamental. Dans le même discours, elle précise pourtant que les États-Unis peuvent conserver une force de dissuasion nucléaire tant que les armes nucléaires existeront, une force qui protégera les États-Unis et leurs alliés¹⁰. La Chine a affirmé que ses armes nucléaires ne représentent pas une menace pour les autres pays et qu'elle est très attachée à la stratégie nucléaire de légitime défense¹¹. La France a également souligné que sa doctrine est « strictement défensive » et noté que les puissances nucléaires devraient réduire « le rôle des armes nucléaires aux seules circonstances extrêmes de légitime défense face à une atteinte à leurs intérêts vitaux, avec des arsenaux réduits à leur stricte suffisance en fonction du contexte stratégique international »¹². D'aucuns diront tout au plus que les discussions qui eurent lieu lors de la conférence rappelaient fâcheusement les 40 dernières années. D'autres jugeront dangereuses les initiatives visant à légitimer le statut de ceux qui possèdent des armes nucléaires.

L'article VI du TNP fait obligation aux États parties de « poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire ». C'est une obligation mondiale depuis plus de 40 ans. Des progrès ont certes été enregistrés mais la société civile et les gouvernements ont encore des mesures importantes à prendre pour aboutir à une interdiction des armes nucléaires. Sur les trois « axes » du TNP (le désarmement, la non-prolifération et les utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques), le désarmement est nettement le plus fragile après 40 ans de promesses non tenues.

Certains militants de la société civile ont fait observer qu'attendre des États dotés d'armes nucléaires qu'ils prennent la tête du désarmement c'est comme attendre de l'industrie du tabac qu'elle dirige les campagnes antitabac axées sur des raisons sanitaires¹³. Micheline Calmy-Rey, chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, a ainsi récemment repris cette comparaison : « Si vous continuez à fumer, que vous semblez aimer ça et ne semblez pas vouloir arrêter, comment pouvez-vous attendre des autres qu'ils ne commencent pas à fumer¹⁴ ? ».

Le Document final de la Conférence d'examen mentionne pourtant à deux reprises l'idée d'une convention sur les armes nucléaires préconisée dans le cadre de la proposition en cinq points du Secrétaire général sur le désarmement nucléaire. Même si le Document final n'appelle pas les États à négocier une telle convention, il est largement admis qu'il représente une avancée remarquable sur la question.

Réunir le soutien politique

Aujourd'hui, les progrès du désarmement dépendent peut être moins de la volonté politique, qui est latente, que de l'énergie nécessaire pour susciter et exercer cette volonté. L'énergie populaire doit dicter la volonté politique.

Merav Datan¹⁵

Les raisons d'éliminer les armes nucléaires ont été évoquées à maintes reprises ; il faut aujourd'hui absolument mobiliser la volonté politique indispensable pour interdire ces armes. L'intérêt de la société civile et la volonté politique en faveur de l'abolition nucléaire sont clairement en hausse ; certains affirment même que c'est la première fois depuis la fin de la guerre froide. Les chiffres devraient à eux seuls refléter la profonde évolution des discussions mondiales. En 2010, lors de la Conférence d'examen du TNP, des pétitions signées par plus de 17 millions de personnes dans le monde furent remises au président de la Conférence, l'Ambassadeur des Philippines, Libran Cabactulan, et au Haut Représentant de l'ONU pour les affaires de désarmement, Sergio Duarte¹⁶.

De plus en plus d'ONG font le lien entre les armes nucléaires et d'autres questions mondiales comme la dégradation de l'environnement, la santé publique et le développement économique. En 2010, Jakob Kellenberger, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a déclaré que la priorité aujourd'hui doit être de faire valoir les arguments humanitaires face aux armes nucléaires¹⁷. Ce nouvel accent mis par le CICR sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires est le signe d'une nouvelle dynamique en faveur d'un traité d'abolition.

Les ONG n'ont pas seulement fait pression pour stimuler l'action des gouvernements, elles se sont aussi engagées dans l'information du public, la sensibilisation de l'opinion, l'élaboration de mécanismes permettant aux gouvernements de rendre compte de leur action et aussi, bien sûr, la préparation de modèles de conventions et de documents de réflexion. La société civile joue un rôle considérable dans l'élaboration et l'ancrage de normes de comportement concernant les armes nucléaires¹⁸. Les analyses éclairées et détaillées des ONG ont contribué à accroître la transparence des gouvernements, à améliorer les processus des Nations Unies et à donner un nouvel élan à l'idée d'un traité d'abolition totale¹⁹. Par exemple, une analyse publiée pour la première fois en août 2010 par ICAN indique la position des différents pays sur l'idée d'une convention sur les armes nucléaires. Ils sont classés en quatre catégories allant des gouvernements « très favorables » à une convention aux plus « sceptiques »²⁰. Dans le document, 140 États sont classés comme étant « très favorables » ou « favorables » à une convention sur les armes nucléaires. Il convient de noter que figurent parmi eux plusieurs nations dotées d'armes nucléaires (bien qu'elles aient formulé de nombreuses réserves) : la Chine, l'Inde, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée.

En mobilisant l'opinion publique dans le monde entier et en invoquant des arguments convaincants, la société civile entretient la dynamique indispensable à une action efficace

pour éliminer totalement les armes nucléaires. Comme l'a fait remarquer le Ministre autrichien des affaires étrangères Michael Spindelegger en mai 2010 :

La société civile joue un rôle crucial dans les questions de désarmement. De nombreux projets, comme le Traité d'interdiction des mines ou la Convention sur les armes à sous-munitions, n'auraient pas rencontré le même succès sans l'engagement dévoué des ONG. Je suis convaincu qu'en renforçant le rôle de la société civile nous ferons avancer l'objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires²¹.

Un cap décisif pour une convention sur les armes nucléaires

Certains spécialistes affirment que nous atteindrons bientôt un cap décisif : l'idée d'un traité ou d'une convention d'abolition totale décollera et des négociations préparatoires pourront commencer, même si l'on ne sait pas vraiment comment nous atteindrons ce cap.

Le pouvoir de décision relève principalement des gouvernements : les États ont la responsabilité et la mission de conclure des traités ; ce sont eux qui décident de la tenue ou non de certaines discussions ainsi que du contenu des traités, mais ils ne sont pas seuls à agir. Grâce aux efforts de la société civile, des États ont accepté l'idée d'un traité d'abolition et ils sont nombreux à considérer le modèle de convention relative aux armes nucléaires comme une base pour les négociations. Les ONG et les gouvernements ont atteint un cap décisif ; s'ils veulent obtenir les meilleurs résultats possibles, ils devront collaborer étroitement pour optimiser les efforts de chacun afin d'aboutir à une interdiction des armes nucléaires. La société civile doit s'assurer de rester mobilisée auprès des États. Quant aux États, ils ne doivent pas chercher à écarter la société civile ni décider que le désarmement nucléaire n'est pas un sujet pour les acteurs non gouvernementaux.

Au fil des années, les ONG rencontreront un certain nombre de difficultés lors des discussions sur les mesures nécessaires pour faire progresser le désarmement si le tournant décisif tant attendu par la société civile est atteint grâce à l'élaboration par des experts d'un modèle juridique détaillé et complet sur le désarmement nucléaire. Il faudra certes faire preuve de flexibilité et se montrer ouverts et sensibles aux avancées et propositions faites par les États qui négocient ces mesures, mais il sera essentiel de préserver l'intégrité de la vision d'un monde totalement exempt d'armes nucléaires poursuivies depuis 65 ans. La société civile doit continuer ses analyses, indiquer comment faire progresser le désarmement nucléaire et expliquer clairement ce qu'elle attend des gouvernements. Elle réussira ainsi à stimuler les échanges entre les gouvernements.

Les ONG vont poursuivre leurs discussions officielles avec les gouvernements sur les avantages d'une convention en leur faisant part de leurs connaissances et de leurs analyses. Les États qui ne possèdent pas d'armes nucléaires devront se mobiliser pour faire progresser la convention. Le principe d'une norme internationale de non-possession d'armes nucléaires

sera une base cruciale sur laquelle se fonder. Il est, en définitive, anormal de posséder et de compter sur les armes nucléaires. Les États non dotés d'armes nucléaires ont un rôle crucial à jouer : ils devront prendre la tête des initiatives pour mobiliser l'appui nécessaire et amener les États dotés d'armes nucléaires reconnus et les autres pays qui détiennent de telles armes à accepter de travailler avec eux. À ce niveau aussi, les ONG peuvent jouer un rôle en stimulant les discussions et en faisant campagne pour obtenir des avancées.

Multiplier les initiatives visant à établir des liens avec d'autres questions comme l'intégrité environnementale, le droit international humanitaire et les droits de l'homme, réviser les dépenses militaires au profit des efforts d'aide au niveau mondial et bien d'autres actions encore confirmeront, à mesure que les négociations progresseront, la pertinence de l'action des ONG en faveur du désarmement nucléaire.

D'autres campagnes axées sur l'interdiction d'armes de destruction massive sont riches d'enseignements précieux pour les initiatives de désarmement nucléaire. Si nous voulons tirer tous les enseignements utiles des processus ayant abouti à un traité, comme la Convention sur les armes biologiques ou à toxines, la Convention sur les armes chimiques, le Traité d'interdiction des mines et la Convention sur les armes à sous-munitions, il faudra examiner, discuter et analyser en profondeur ces traités et processus de négociations en s'intéressant à leurs aspects économiques, humanitaires et juridiques ainsi qu'aux questions de sécurité.

Les ONG vont poursuivre leurs actions au sein de la société civile pour générer la vague de soutien populaire qui favorisera l'émergence d'une volonté politique de changement. La multiplication des médias indépendants en ligne, des réseaux sociaux et des technologies multimédias permet de s'adresser comme jamais auparavant à de nombreux groupes et communautés²². Les technologies de l'information permettent aux ONG de diffuser leurs idées et d'étendre leur action dans tous les pays et de s'affranchir des contraintes de la pseudo-diplomatie. Aujourd'hui, les ONG n'ont plus vraiment à s'inquiéter de savoir comment s'immiscer dans les négociations ; elles doivent se concentrer et définir un programme de négociation en s'inspirant des idées exprimées par l'opinion, qui peuvent désormais, grâce aux technologies de l'information, être discutées directement à la table des négociations. L'éducation pour le désarmement peut être une initiative mondiale ; des initiatives fortes sont d'ailleurs déjà menées en ce sens par toute une série d'ONG et les Nations Unies.

Le plus important est peut-être le fait que les ONG et la société civile vont continuer à favoriser le changement en utilisant de nouveaux moyens de communication et des moyens plus traditionnels pour faire comprendre l'urgence de la situation. Sans leur action, il y a peu de chance que le monde soit un jour exempt d'armes nucléaires.

Conclusion

Un monde sans armes nucléaires est possible, ce n'est pas qu'un noble idéal. Il existe aujourd'hui des hommes et des femmes qui ont connu le jour où ces armes ont été inventées

et utilisées. Avant que cette mémoire ne disparaisse, il faut absolument que nous dépassions ce pouvoir destructeur et instaurions une réelle sécurité humaine. Les ONG ne sous-estiment pas les obstacles auxquels va se heurter la recherche d'un consensus sur le désarmement. Nous connaissons depuis des décennies des périodes d'espoir et de désespoir ; le chemin qui reste à parcourir sera sinueux et semé d'embûches. Il reste de nombreux obstacles politiques et techniques et les phases d'application et de vérification seront difficiles.

Les ONG vont s'efforcer de jouer un rôle dynamique à mesure que les gouvernements avanceront vers une interdiction totale des armes nucléaires. Nous apporterons aux négociations nos connaissances, notre énergie et nos idées mais aussi et surtout une volonté farouche de parvenir à l'abolition. Nous serons donc des interlocuteurs incontournables pour élaborer la convention sur les armes nucléaires.

La prochaine étape sera à n'en pas douter jalonnée d'obstacles majeurs ; le parcours sera difficile, mais nous finirons par obtenir l'interdiction des armes de destruction massive. Les États se sont engagés à atteindre cet objectif souhaité par la grande majorité des gens ; le réaliser est vital pour notre avenir.

Notes

1. Albert Einstein, lettre sollicitant des fonds au profit de Emergency Committee of Atomic Scientists, 22 janvier 1947.
2. Merav Datan *et al.*, 1999, *Security and Survival: The Case for a Nuclear Weapons Convention*, Cambridge (Massachusetts), IPPNW, IALANA, INESAP.
3. IPPNW *Nuclear Weapons Convention Monitor* 2000, 2001 et 2002 à télécharger à l'adresse <ippnw.org/Resources/BooksandPublications.html#NWC1>.
4. Pour en savoir plus sur la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires, voir le site <www.icanw.org>.
5. Tilman Ruff, Final plenary remarks to the 19th IPPNW World Congress, Bâle (Suisse), 25-30 août 2010, <ippnw2010.org/index.php?id=247>.
6. Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon, « The United Nations and Security in a Nuclear-Weapon-Free World », discours prononcé à l'East-West Institute, New York, 24 octobre 2008.
7. Jody Williams, « A Nuclear Weapons Convention: The Path to Abolition », discours prononcé lors d'un événement organisé par ICAN à l'ONU, New York, pendant la Conférence d'examen du TNP de 2010 (traduction non officielle), 7 mai 2010.
8. Gareth Evans, Evidence presented to the Australian Parliamentary Joint Standing Committee on Treaties Inquiry Hearings into Nuclear Non-proliferation and Disarmament, 26 février 2009.
9. Remarks by President Barack Obama, Hradcany Square, Prague, 5 avril 2009, <www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-By-President-Barack-Obama-In-Prague-As-Delivered/>.
10. États-Unis, Discours de la Secrétaire d'État des États-Unis Hillary Rodham Clinton à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 (traduction non officielle), New York, 3 mai 2010.
11. Discours de S. E. M. Li Baodong, Ambassadeur, Chef de la délégation chinoise à la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010 (traduction non officielle), New York, 4 mai 2010.
12. Intervention prononcée par S. E. M. Eric Danon, Ambassadeur, Représentant permanent de la France à la Conférence du désarmement, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010, 4 mai 2010.

13. Voir la publicité faite par ICAN pendant la Conférence d'examen du TNP de 2010 et notamment la campagne « Quit Nukes », par exemple dans Reaching Critical Will, *NPT News in Review*, n° 4, 6 mai 2010, <www.reachingcriticalwill.org>.
14. Discours de Micheline Calmy-Rey, chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, « The Future of Nuclear Disarmament: A Swiss Perspective », 19th IPPNW World Congress, Bâle, 27 août 2010.
15. Merav Datan, « The Irresistible Logic of a Nuclear Weapons Convention », *NPT News in Review*, n° 4, Reaching Critical Will, 6 mai 2010, p. 3.
16. Jacqueline Cabasso, « Global Civil Society Says, 'It's Simple: Start Abolition Negotiations Now!' », *NPT News in Review*, n° 20, Reaching Critical Will, 28 mai 2010.
17. Jakob Kellenberger, Président du CICR, « Mettre fin à l'ère nucléaire », déclaration devant le corps diplomatique de Genève, Genève, 20 avril 2010.
18. Pour plus de détails, voir Rebecca Johnson, 2009, *Unfinished Business: The Negotiation of the CTBT and the End of Nuclear Testing*, Genève, UNIDIR.
19. Parmi les organisations engagées dans cette action, citons l'Acronym Institute, le projet Reaching Critical Will, Arms Control Association, les conférences Pugwash, l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, le Nuclear Weapons Inheritance Project et Ban All Nukes generation.
20. Ce document fait le point sur les votes des différents pays, les déclarations qu'ils ont faites à l'Assemblée générale des Nations Unies et lors des conférences du TNP et divers documents accessibles à tous pour montrer quelle est leur position à l'égard d'une convention sur les armes nucléaires. ICAN demande aux gouvernements et aux ONG de lui faire part de leurs réactions, de précisions ou d'informations plus récentes sur leur position ; ICAN reconnaît que les votes des États reflètent parfois plus le sentiment de loyauté envers un groupe qu'un réel engagement. Voir ICAN, 2010, Government Positions on a Nuclear Weapons Convention, <icanw.org/the-solution>.
21. Discours de S. E. Michael Spindelegger, Ministre autrichien des affaires étrangères, à la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010 (traduction non officielle), New York, 3 mai 2010.
22. Voir l'article de Nina Eisenhardt et Tim Wright dans ce numéro du *Forum du désarmement* pour en savoir plus sur la façon dont le mouvement en faveur du désarmement nucléaire utilise les technologies modernes.

Le désarmement nucléaire, la société civile et la démocratie

Andrew Lichterman

Les discussions sur la société civile qui interviennent au niveau international portent généralement, et c'est bien normal, sur la société civile mondiale. En tant qu'Américain écrivant sur la société civile et le désarmement nucléaire et en raison du problème majeur que représente le fait que les États-Unis ne progressent pas dans ce domaine malgré les récentes déclarations des élites politiques américaines, je crois qu'il vaut mieux se concentrer sur la société civile américaine et sur l'influence qu'eurent sur la société civile les mouvements européens et américains de désarmement qui retenaient auparavant l'attention. Pour un observateur américain, le monde de la maîtrise des armements et du désarmement est déconcertant. Si des hommes d'État influents et même des dirigeants d'États dotés d'armes nucléaires prononcent des discours encourageants sur le désarmement, l'élimination des arsenaux nucléaires semble toujours aussi lointaine. Le Président Obama a résumé ce paradoxe en déclarant à Prague, dans une citation qui est d'ailleurs souvent reprise, que le désarmement nucléaire doit être atteint, mais ne se réalisera probablement pas de son vivant.

Le premier signe concret de ce nouvel engagement supposé des principales puissances nucléaires en matière de désarmement est le nouveau Traité sur la réduction des armements stratégiques (START). Cet instrument ne devrait pourtant conduire, sur de nombreuses années, qu'à de petites réductions et laisser en place des arsenaux pouvant détruire la civilisation. Aux États-Unis, pour que puisse avancer le processus devant aboutir à la ratification du Traité, l'engagement doit être pris à l'égard du complexe militaro-industriel de consacrer des centaines de milliards de dollars à des mesures qui feront que le désarmement restera un rêve inaccessible : le maintien et la modernisation des systèmes d'armes nucléaires et des laboratoires et usines qui les conçoivent et les fabriquent¹.

Dans un monde assailli par les crises économiques, écologiques ou de ressources susceptibles de générer des conflits entre les grandes puissances pour des raisons classiques ou nouvelles, ceux qui se posent en spécialistes des questions d'armement évoquent rarement le risque de guerre entre les États les plus puissants possédant des armes nucléaires. Au lieu de cela, les discussions publiques sur la non-prolifération et le désarmement se focalisent sur les dangers nucléaires que représenteraient de petits États et même de petits groupes armés ne disposant d'aucune arme nucléaire.

Il y a 25 ans, il existait aux États-Unis et ailleurs divers mouvements très engagés en faveur du désarmement. Aujourd'hui, la plupart de ces mouvements ont disparu aux États-Unis. Ils ont

Andrew Lichterman vit dans la région de la baie de San Francisco, en Californie (États-Unis), et a travaillé durant la majeure partie des 30 dernières années sur les questions de désarmement dans différents cadres. Il est membre des conseils de la Western States Legal Foundation et du Los Alamos Study Group. Les vues exprimées dans cet article n'engagent que lui.

cédé la place à la « communauté du désarmement et de la maîtrise des armements », une sous-culture d'organisations non gouvernementales (ONG) qui consacre la plupart de ses ressources aux débats d'orientation et aux propositions dans les capitales et les instances internationales de négociation. Ces groupes utilisent généralement les techniques habituelles des groupes de pression politique : ils offrent des analyses politiques qualifiées, portent des informations à la connaissance du public et mobilisent l'opinion publique pour rallier le soutien en faveur de propositions engagées par des élites dirigeantes jugées favorables au désarmement.

La disparition des mouvements et l'évolution progressive de la plupart des institutions restantes vers des groupes de pression professionnalisés défendant une cause unique sont, à mon avis, moins le résultat de décisions des organisations et des gens que le reflet d'une évolution plus profonde touchant non seulement le domaine du désarmement mais d'autres initiatives en faveur d'un mode de vie plus équitable, démocratique et écologiquement viable. Suite à ces grandes transformations, nous avons aujourd'hui moins voix au chapitre qu'il y a 20 ou 30 ans sur les décisions qui affectent notre vie à tous. Si nous voulons influencer la question de ces armes absolues qui déterminent aussi fortement l'ordre des choses dans un système reposant sur la violence extrême, nous devons dans le même temps chercher à remédier à la faible démocratie qu'il nous reste.

En 1985, E.P. Thompson, une sommité du mouvement European Nuclear Disarmament (END) et l'un des plus grands historiens sociaux de son temps, publia une collection de ses travaux sur le désarmement intitulée *The Heavy Dancers*. Thompson ne débuta pas son ouvrage en évoquant les terribles dangers que faisaient peser les arsenaux de la guerre froide ni les dernières propositions en matière de traités ou de conventions ni les possibilités de négociations concernant le contrôle de ces arsenaux. Il préféra proposer une réflexion sur deux thèmes étroitement liés : le principe de cause à effet dans le domaine du changement social et l'origine des nouvelles idées politiques et de l'énergie nécessaire pour les concrétiser.

Comment les idées et les opinions changent-elles ? Comment les opinions peuvent-elles avoir un *effet* sur la politique, sur le pouvoir ?

Le domaine innovateur de la culture – celui où les opinions changent et où apparaissent de nouvelles idées et valeurs – est le plus sensible, le plus délicat, le plus important de toute notre vie publique.

[...]

Je vais démontrer que ce domaine innovateur et sensible de notre culture est, sur certains points, plus manipulé, plus marginalisé et plus menacé qu'il ne l'a été depuis longtemps. De nouvelles idées surgissent mais elles sont reprises par un « consensus » arrangé ou se retrouvent en marge de la vie publique, là où les gens manifestent encore avec des pancartes mais ne seront jamais autorisés à toucher les leviers du pouvoir².

Thompson n'était pas le seul à poser ces questions. Ces interrogations étaient même essentielles aux débats, à la structure et au projet politique de nombreux acteurs de ce mouvement de résistance multiforme qui s'opposait à l'affrontement nucléaire de la guerre froide et dans lequel s'inscrivaient les mouvements de désarmement. Entre-temps, ces thèmes ont été relégués en marge non seulement de la vie publique mais aussi des discussions des partisans du désarmement.

Thompson parlait de ce qu'on appelle habituellement la « société civile », un concept qui suscite des définitions diverses en fonction des objectifs de chacun. Dans cet article, j'entends par société civile, le domaine des organisations, des mouvements et des idées qui existent en dehors des institutions des États et de l'économie privée. Une société civile puissante permet « la création d'une société réellement autonome et démocratique dans laquelle l'État est au service de la société et le pouvoir économique est aussi contrôlé de manière démocratique »³. Si elle veut jouer un rôle utile en soutenant et élargissant une démocratie qui soit plus qu'une simple façade, la société civile doit être « capable de préserver son autonomie et des formes de solidarité face à l'économie moderne et à l'État ». [souligné dans le texte original]⁴

Même s'ils sont nombreux à souligner l'importance de la « société civile », rares sont ceux qui étudient avec attention ce qu'il faudrait pour soutenir une société civile capable de créer des mouvements et des institutions ne se contentant pas de s'aligner derrière n'importe quel groupe riche ou puissant. Il en est ainsi alors que la société civile est, en bien des endroits, beaucoup plus faible qu'à l'époque où Thompson écrivait, à l'apogée des mouvements pour la paix et le désarmement des années 80.

Il s'en est suivi une politique toujours plus limitée entre des options prédéfinies par des bureaucraties figées sur leurs positions et les grandes sociétés qui dominent l'économie mondiale. Les institutions traditionnelles, comme les églises et les communautés associées à l'agriculture artisanale, ainsi que les organisations créées par ceux n'ayant ni richesses ni pouvoir pour faire contrepoids au capital privé et à l'État, comme les syndicats ou les institutions alternatives créées par de « nouveaux mouvements sociaux » comme les mouvements pacifistes de la guerre froide, tendent à disparaître ou sont reprises. Le système politique puis la société civile ont été vidés de leur substance, réduits à des procédures et des apparences⁵. Dans le vide qui subsiste, de riches institutions créent des organisations artificielles de la société civile, allant de groupes de réflexion à de pseudo-organisations militantes financées par des associations industrielles ou des milliardaires, tandis que des fondations (autres canaux de richesses concentrées) tendent à orienter les mouvements de contestation vers des activités qui ne traiteront pas de la répartition des richesses ni du pouvoir et ne la contesteront pas vraiment non plus⁶.

La réaction principale des milieux du désarmement n'a toutefois pas été d'engager une nouvelle réflexion sur les besoins d'une société civile vigoureuse et sur le rôle que les mouvements sociaux pourraient jouer. Au lieu de cela, de nombreuses personnes et

organisations semblent juger cette évolution inévitable et s'adapter à l'appauvrissement de la société civile et de la sphère publique plutôt que de lutter contre cette tendance. Le discours et les pratiques organisationnelles du désarmement s'inspirent fortement des politiques d'autres groupes d'intérêt axés sur une seule question. Les actions en faveur du désarmement et de la maîtrise des armements visent à soutenir les traités et d'autres mesures de maîtrise des armements lors de rencontres internationales, font campagne pour de modestes réductions des budgets consacrés à l'armement et tentent de mobiliser autour de ces campagnes. Les professionnels au service des ONG emploient des techniques d'argumentation spécialisées et des techniques classiques de lobbying et de négociation dans les sphères du pouvoir, tout en diffusant leurs informations par les dernières méthodes de publicité (qu'elles soient axées sur un message, une identité ou un cadre) par le biais des « médias sociaux » et électroniques pour mobiliser une opinion publique passive et parcellisée.

Des manifestations rituelles et des opérations occasionnelles de désobéissance civile tout aussi rituelles sont les vestiges de ce qui fut un jour un mouvement social, même si elles représentent aujourd'hui surtout des techniques de publicité et sont désormais encadrées, normalisées et assimilées par les techniques modernes des services de maintien de l'ordre. L'organisation de grandes manifestations vient en règle générale d'en haut ; les moyens de communication électronique et les moyens de transport longue distance bon marché permettant de concentrer des foules éphémères à partir de populations toujours plus importantes et dispersées. Les manifestations et les actes de désobéissance civile n'ont plus rien à voir avec les cadres de solidarité, de développement des capacités et d'exercice de la démocratie sur lesquels ils reposaient autrefois, et qu'ils ont contribué à mettre en place et développer. Nous manifestons encore avec des pancartes à la main, mais nous sommes plus éloignés que jamais des leviers du pouvoir.

Les techniques classiques des campagnes de sensibilisation et de mobilisation sont aujourd'hui couramment utilisées par les initiatives en faveur du désarmement ; nous pouvons donc avancer un certain nombre d'hypothèses sur la façon dont se produit le changement social et sur l'ampleur du changement social nécessaire pour que le désarmement progresse de manière significative. Ces techniques s'appliquent à des objectifs suscitant un consensus social presque total et ne nécessitant que des ajustements techniques par des experts ou qui, bien que n'étant souhaités que par une partie de la population, sont possibles par le biais de négociations et de compromis entre des groupes ayant des intérêts divergents mais susceptibles d'être conciliés. Ceux qui concentrent principalement leur attention et leurs ressources sur des campagnes professionnelles et des activités de lobbying sur les sphères du pouvoir doivent être convaincus que pour réduire nettement le risque que des armes nucléaires ne soient employées et réussir un jour à éliminer ces armes il n'est pas nécessaire de changer d'autres structures sociales solidement établies.

La plupart des campagnes pour la maîtrise des armements et pour l'élimination des armes nucléaires estiment que l'existence de ces armes vingt ans après la fin de la guerre froide est

une aberration et que leur abolition est un objectif pour l'ensemble des citoyens et la plupart des élites. L'on imagine que ceux qui profitent directement des arsenaux nucléaires ont un certain pouvoir, mais en fin de compte les armes nucléaires ne seraient pas vraiment soutenues par des intérêts organisationnels au niveau de l'État ou de l'économie en dehors de l'industrie des armes nucléaires. L'on prend pour acquis que les élites du monde entier considèrent que les armes nucléaires ne peuvent être utilisées, que les communautés scientifiques et technologiques sont de moins en moins intéressées par les technologies des armes nucléaires et qu'il y a peu de risque de voir les États qui possèdent des armes nucléaires les utiliser avant qu'elles ne soient éliminées⁷.

Dans ce contexte, les ONG qui œuvrent pour le désarmement mobilisent des ressources considérables pour suivre les négociations internationales sur la maîtrise des armements, les assemblées où elles ont lieu et l'instrument qui peut ressortir de ces interminables rencontres. Tout nouvel instrument de maîtrise des armements est plus ou moins considéré automatiquement comme une bonne chose et fait l'objet de campagnes de sensibilisation, de mobilisation et de lobbying par des ONG compétentes. Les concessions arrachées par les établissements nationaux de l'armement nucléaire pour accepter de nouvelles mesures de maîtrise des armements sont considérées comme le résultat inévitable de négociations et le meilleur résultat raisonnablement possible. La signature de nouveaux traités et la réduction des stocks d'armes sont considérées comme des avancées en matière de désarmement même si la taille des arsenaux nucléaires au cours des prochaines décennies représentera encore une menace capable de détruire la civilisation.

À l'heure où ces lignes sont écrites, deux campagnes dominent les messages que je reçois des groupes américains pour le désarmement et la maîtrise des armements. La première campagne soutient le nouveau traité START entre les États-Unis et la Fédération de Russie. Cet instrument n'aura qu'un faible impact sur les armes nucléaires déployées et son application s'étalera sur plusieurs années⁸. L'administration du Président Obama a anticipé les réactions d'opposition en proposant des augmentations régulières des dépenses consacrées à l'armement nucléaire pour dix ans. En optant dès le départ pour une stratégie de reddition face aux exigences de ses adversaires politiques, l'administration a déclenché une escalade, les demandes ne concernant désormais plus seulement les armes nucléaires et leurs vecteurs, mais les systèmes de défense antimissile ainsi qu'une nouvelle catégorie d'armes classiques puissantes et extrêmement précises constituant une « frappe mondiale » à portée intercontinentale⁹.

L'on distingue deux approches chez les groupes en faveur du désarmement et de la maîtrise des armements appelant à soutenir la ratification du traité START. La plus courante est celle des groupes qui me demandent de dire à mon Sénateur de voter pour l'adoption du traité START ; ils ne prennent même pas la peine de m'expliquer les négociations ayant permis d'obtenir cet accord (de toute évidence, ces organisations n'ont aucun mal à juger à ma place que ce marché est acceptable). Cette démarche consiste à rallier des personnes isolées et passives de l'opinion publique derrière des politiques préétablies par ceux qui sont au pouvoir. L'autre

stratégie est celle des groupes qui veulent que je demande à mon Sénateur de soutenir sans condition le traité START ; ils se gardent bien de préciser qu'une approbation par le Sénat est quasiment impossible dans les circonstances politiques actuelles sans accepter les conditions considérables posées par le complexe militaro-industriel. C'est un peu comme une stratégie de communication qui viserait plus particulièrement une partie de la population soutenant la paix mais ne s'engagerait pas pour autant en faveur d'une stratégie claire de changement.

Exception faite de quelques voix qui se sont élevées en marge des débats, la communauté de la maîtrise des armements et du désarmement n'a pas vraiment étudié la question de savoir si les engagements importants pris sur les plans politique et financier à l'égard de la branche du complexe militaro-industriel chargée des armes stratégiques et nucléaires en échange d'un traité de maîtrise des armements extrêmement modeste constituaient de réelles avancées pour le désarmement. Le fait que ce débat n'a pas eu lieu est particulièrement frappant lorsqu'on pense à l'échec d'une stratégie similaire qui aurait dû aboutir dans les années 90 à la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). À l'époque, les ONG les plus influentes en matière de désarmement et de maîtrise des armements avaient accepté que des engagements financiers soient pris à l'égard des établissements de l'armement nucléaire en échange d'un traité¹⁰. Dix ans plus tard, le TICE n'était toujours pas en vigueur et des milliards de dollars avaient été consacrés à de nouvelles installations dans les laboratoires américains consacrés aux armes nucléaires.

Quant à la seconde campagne visant à sensibiliser les gens aux problèmes des armes nucléaires et censée promouvoir le désarmement, elle repose sur un film intitulé *Countdown to Zero*. Cette campagne a reçu des financements considérables de la part de fondations et d'autres acteurs. Le film ainsi que les interventions dans les médias de certains experts figurant dans le film insistent sur le risque de voir l'Iran ou des « terroristes » – des acteurs n'ayant pas d'armes nucléaires – acquérir de telles armes. Le risque d'un échange nucléaire accidentel entre des puissances nucléaires est également évoqué tout comme la possession d'armes nucléaires par le Pakistan (un pays où la population est majoritairement musulmane, comme en Iran). La possibilité qu'un État possédant des armes nucléaires comme la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, l'Inde, Israël ou le Royaume-Uni puisse lancer une guerre qui verrait des armes nucléaires être utilisées n'est pas vraiment évoquée. L'approche du film reflète essentiellement la position officielle du Gouvernement américain et l'aide, dans une certaine mesure, à se préparer politiquement à justifier de nouvelles actions militaires par la lutte contre la prolifération (comme dans le cas de la guerre en Iraq). Le fait que la désignation de certains États et de « terroristes » islamistes ne possédant pas d'armes nucléaires comme étant ceux qui font peser la plus grande menace de catastrophe nucléaire puisse être incorrecte et puisse, dans un climat général d'hystérie islamophobe, entretenir l'appui en faveur de guerres à l'étranger, du militarisme et même de dépenses d'armement nucléaire, ne semble pas avoir été envisagé.

Ces campagnes, et les types d'action sociale qu'elles représentent, sont le signe d'une société civile faible dont l'imagination politique se borne à choisir ou réagir aux initiatives prises par la concentration des pouvoirs de l'économie privée et de l'État. Les campagnes de sensibilisation et de mobilisation de ce genre ne sont pas des mouvements sociaux ni des activités susceptibles d'engendrer des mouvements sociaux. Il est peu probable qu'elles réussissent à atteindre des objectifs impliquant une incroyable redistribution des richesses ou du pouvoir politique. Si de tels changements s'avèrent nécessaires pour enregistrer de réels progrès dans le domaine du désarmement, la mobilisation politique plus profonde et plus large caractéristique de ce que nous considérons comme des mouvements sociaux sera indispensable.

Que devons-nous faire pour éliminer les armes nucléaires et pour éviter qu'elles ne soient utilisées d'ici là ? Que faut-il pour entretenir et développer une société civile démocratique ? De nombreux acteurs de la dernière vague de mouvements pour le désarmement qui connurent leur apogée dans les années 80 considéraient qu'une société civile démocratique était indispensable pour éliminer les armes nucléaires et ouvrir la voie à des changements dans d'autres domaines de la vie sociale qu'ils jugeaient importants. Les mouvements de désarmement des années 80 comportaient de nombreux courants qui liaient le désarmement à d'autres sujets et les inscrivaient clairement tous dans un projet très large de démocratisation sociétale¹¹. Les partisans de cette stratégie voulaient qu'une société civile démocratique et axée sur la démocratisation surgisse face aux politiques autoritaires et figées des deux blocs de la guerre froide. Leur vision devait donc s'en prendre aux causes et aux symptômes du militarisme nucléaire :

La paix est bien plus que l'absence de guerre. Une paix durable n'est possible qu'en venant à bout des diverses raisons politiques, économiques et sociales qui génèrent agression et violence dans les relations internationales et dans les affaires intérieures des États. Une démocratisation complète des États et des sociétés serait propice à la réalisation de cet objectif. Une telle démocratisation implique l'existence d'une opinion critique en mesure d'exercer un contrôle réel de tous les aspects de la politique militaire et de sécurité [...] Les systèmes économiques à l'Est et à l'Ouest ont de toute urgence besoin de démocratisation. Les besoins sociaux que sont le logement et le travail dans des conditions sûres et humaines doivent devenir plus importants dans la définition des priorités économiques. À l'Ouest, l'un des objectifs premiers doit être de s'assurer que les gens ne sont plus marginalisés par des taux de chômage colossaux. À l'Est, la décentralisation de l'économie est une étape incontournable pour améliorer l'efficacité de l'économie et faire en sorte qu'elle réponde mieux aux besoins des gens [...]¹².

Les mouvements des années 80 pour le désarmement tiraient la plus grande partie de leur pouvoir de la façon dont ces thèmes étaient regroupés au niveau local, autour de campagnes qui dénonçaient franchement la mise au point, la fabrication et le déploiement d'armes

nucléaires. Entre les lieux de déploiement des armes nucléaires et les laboratoires et sites d'essais où elles étaient mises au point, des mouvements, anciens ou récents, associaient leurs efforts pour attirer l'attention de l'opinion et s'opposer à la course aux armements nucléaires ainsi qu'aux pouvoirs économiques et politiques que celle-ci représentait et qui n'étaient, à l'évidence, soumis à aucun contrôle. Dans les tentes où furent détenues un millier de personnes après une manifestation au laboratoire nucléaire américain de Livermore (Californie), l'on pouvait croiser des gens qui s'étaient engagés à l'époque des mouvements ouvriers des années 30, dans les années 50 et 60 pour les droits civils, dans les mouvements pacifistes, écologistes ou féministes des années 60 et 70 et dans bien d'autres encore. Les enseignements des mouvements passés furent vivement débattus, les anciennes formes d'auto-organisation et d'actions furent examinées et de nouvelles furent inventées ; tout cela permit de jeter les bases de nouvelles relations et organisations et de préparer la voie à des vagues de mobilisation pour les années et décennies futures¹³.

Quelques années plus tard, les mouvements et les jeunes organisations alternatives qui s'étaient retrouvés à Livermore rassemblèrent une coalition plus large comprenant des groupes de désarmement, des organisations opposées à l'intervention des États-Unis en Amérique centrale, des sections locales de groupes écologistes comme Audubon Society ou le Sierra Club, et des syndicats dans une campagne efficace qui s'opposa au stationnement dans la baie de San Francisco d'une flottille de navires de la marine des États-Unis porteurs d'armes nucléaires. Cette campagne mêla le désarmement, l'anti-interventionnisme, les questions d'emploi, de développement et d'environnement et ouvrit le débat sur de nouveaux thèmes comme la justice environnementale et les conséquences sur l'environnement des activités militaires. Les participants tissèrent de nouveaux liens politiques et se joignirent aux campagnes et mouvements interdépendants ayant créé le réseau d'organisations et de relations qui fait de la région de la baie de San Francisco l'une des régions aux États-Unis où l'opposition à la course aux armements, au militarisme et à la guerre est relativement plus importante.

En ce temps là, il y avait beaucoup d'avis différents et de nombreuses discussions sur la façon de créer des mouvements sociaux, sur la nécessité de changer certaines structures sociales et sur les relations avec d'autres questions ou mouvements. Pour entretenir une société civile vigoureuse, il est sans doute essentiel que de telles discussions aient lieu et que des cadres très divers et largement accessibles permettent de faire l'expérience de la démocratie et de l'exercer. Une société moderne qui manque cruellement de mouvements sociaux perd bien plus que le soutien de gens enthousiastes et mobilisés pour telle ou telle question. L'absence de mouvements sociaux visibles reflète dans une large mesure l'absence même de démocratie.

Dans les régions du monde dominées par la métropole moderniste – qui sont également les zones géographiques et sociales qui fabriquent et entretiennent les armes nucléaires –, des vagues de mouvements sociaux régulièrement renouvelées sont indispensables pour opérer des changements structurels d'envergure. La démocratie a sans doute elle-même besoin de tels mouvements. Nous ne pouvons tous être mobilisés en permanence, mais la participation

à des mouvements sociaux doit être constamment présente à l'esprit de nombreuses personnes si nous voulons plus qu'un simulacre de démocratie. Plus les gens sont nombreux à constater qu'en élargissant les horizons de l'imagination politique puis en travaillant dur et en prenant des risques partagés pour forger le pouvoir et la solidarité nécessaires pour défendre la vision d'un monde meilleur face à une opposition déterminée, plus la population dans son ensemble mais aussi ceux qui veulent exercer, sans être soumis à aucun contrôle, un pouvoir non démocratique et injustifiable comprendront que de tels mouvements peuvent se reproduire. Cette capacité de la population à se mobiliser, à faire preuve de détermination, à prendre conscience de ses capacités et à s'organiser est, en fin de compte, la seule défense pour la société civile et la démocratie face à l'accroissement sans fin du pouvoir des grandes organisations de l'économie moderne et de l'État moderne¹⁴.

La guerre froide repose sur deux piliers : une économie de guerre permanente et l'hypothèse de l'ennemi permanent. Des deux, le pilier idéologique est le plus fragile ; et celui que le mouvement pour la paix en tant que mouvement d'idées et d'énergie populaire est mieux à même d'anéantir¹⁵.

Cette estimation de Thompson s'est révélée exacte, mais les stratégies des mouvements pacifistes qui ont peut-être accéléré l'effondrement de l'affrontement de la guerre froide étaient insuffisantes pour aller, en termes de désarmement nucléaire, au-delà d'une élimination des excès choquants des arsenaux de la guerre froide. L'idéologie de l'« ennemi permanent », qui prévalait du temps de la guerre froide, a été anéantie et avec elle le type de danger nucléaire qu'elle avait contribué à instaurer. C'est aussi en ce sens que les stratégies comme la campagne Freeze aux États-Unis n'ayant eu qu'une influence incertaine sur la course aux armements peuvent être considérées comme un succès. La volonté de renforcer la société civile à l'Ouest, qui était très forte chez les mouvements de désarmement des années 80, fut balayée par la vague de triomphalisme de ceux qui estimaient que la page de la guerre froide était définitivement tournée. L'idée d'instaurer une société civile pour démocratiser davantage l'économie et l'État fut submergée par un torrent d'idéologie néolibérale et une mobilisation dirigée par les puissants. À l'Est, les organisations du capital occidental s'associèrent aux vieilles élites bureaucratiques pour créer de nouvelles constellations concentrant le pouvoir économique et étatique qui empêchèrent le développement d'une société civile plus démocratique. Pendant ce temps, l'affaiblissement de la société civile et de la démocratie s'accélérait à l'Ouest.

Ce triomphalisme élimina largement toute réflexion critique sur la façon dont la guerre froide s'était achevée sans catastrophe et pourquoi. C'était vrai aussi bien dans les sous-cultures des armes nucléaires et du désarmement que dans l'ensemble de la société. Les partisans de la dissuasion nucléaire affirmaient qu'elle avait fonctionné et ceux qui estimaient qu'il fallait constamment chercher à dominer sur le plan militaire soutenaient que la décision d'investir dans des capacités de surdestruction avait joué un rôle déterminant dans l'effondrement du

système soviétique. Les partisans du désarmement assuraient que si la chance avait en partie aidé à sauver la planète, leurs mouvements avaient joué un rôle considérable pour brider les élites dotées d'armes nucléaires.

L'économie de guerre permanente a subsisté ainsi que des arsenaux nucléaires toujours si importants qu'ils pourraient détruire plusieurs fois la civilisation. La puissance économique et l'inertie politique des établissements de l'armement nucléaire leur ont peut-être permis de traverser l'interrègne idéologique qui débuta immédiatement après la guerre froide et dura jusqu'au milieu des années 90. Au début du ^{xxi}^e siècle, ceux qui vivaient ou profitaient des divers rouages de la sécurité nationale avaient créé de nouveaux ennemis permanents.

Bien qu'elle se soit ralentie, la modernisation des armes nucléaires se poursuit. Les innovations d'autres domaines, qu'il s'agisse de l'informatique, de la télédétection, des technologies spatiales ou des systèmes de guidage, ouvrent aujourd'hui la voie à des nouveaux types complexes d'affrontements stratégiques ou de courses aux armements. Si les établissements de l'armement nucléaire ont été préservés, ce n'est peut-être dû qu'aux effets conjugués d'une inertie, d'intérêts économiques relativement localisés et d'idéologies anachroniques. Ils subsistent aussi peut-être parce qu'ils servent les intérêts profondément ancrés de plusieurs élites. La distinction entre ces deux explications est importante pour formuler des stratégies de désarmement, mais l'analyse qu'elle implique reste en grande partie à faire. Il est toutefois une réalité que l'on ne peut nier, les arsenaux nucléaires qui subsistent sont immenses et pourraient détruire la civilisation humaine en un jour.

Certaines idées que l'on se fait de la guerre froide et des courses aux armements qui marquent cette période – idées aussi immuables que ce qu'on pouvait penser à une époque de la guerre froide – influencent toujours la réflexion sur les origines et buts des grands arsenaux nucléaires. Peu de gens s'intéressent à la possibilité qu'une guerre totale entre les adversaires dotés d'armes nucléaires aurait été peu probable à l'époque de la guerre froide si les armes nucléaires n'avaient pas existé ; ils sont également très peu à s'interroger sur les raisons qui expliquent que des arsenaux capables de détruire le monde ont subsisté pendant des années, puis des décennies, après la fin du conflit qui représentait nous disait-on leur raison d'être. Sur tous les spécialistes des questions de désarmement et de maîtrise des armements, rares sont ceux qui semblent prendre au sérieux la possibilité qu'une guerre puisse à nouveau éclater un jour entre les principales puissances qui détiennent des armes nucléaires, à l'exception peut-être de l'Inde et du Pakistan, même si leurs arsenaux nucléaires peuvent sembler poser des problèmes plus parce qu'ils sont nouveaux que parce qu'ils sont différents.

Le monde d'aujourd'hui présente toutefois des similitudes troublantes avec celui qui conduisit au siècle dernier à des guerres entre grandes puissances. De nouvelles puissances économiques s'opposent à celles qui dominent depuis un siècle ; elles leur font concurrence pour les ressources disponibles et cherchent à l'emporter sur les marchés des technologies et produits rentables. Ces nouvelles puissances connaissent un développement dont le rythme

et l'ampleur sont sans précédent et qui intervient dans un contexte soumis aux conséquences également sans précédent liées aux limites des ressources principales et des capacités des écosystèmes de la planète. Ces différents facteurs entraînent une polarisation extrême des richesses et un vaste éclatement des structures sociales traditionnelles. Toutes ces évolutions interviennent dans un contexte économique dominé par d'immenses sociétés capitalistes ayant acquis un pouvoir tel dans le monde qu'elles peuvent dicter leurs propres règles. Cette situation engendre à son tour une autre caractéristique de l'époque ayant conduit aux guerres mondiales : une crise économique tenace, les principales actions indispensables pour sortir de l'impasse étant contrecarrées par une incroyable accumulation de richesses et de pouvoir entre les mains d'élites déterminées à préserver le statu quo.

Lorsqu'on examine les pays qui possèdent des armes nucléaires, il y a tout lieu de s'inquiéter. Ils réunissent, pour la plupart, les ingrédients d'une instabilité à court terme et pourraient voir émerger des gouvernements susceptibles de considérer un militarisme accru et une politique étrangère agressive de prise de risques comme la solution à divers problèmes extérieurs et intérieurs. Pour ceux que la dissuasion nucléaire rassure, il importe de rappeler cette remarque de l'ancien Premier Ministre britannique Harold Macmillan « En 1938, la guerre aérienne était en quelque sorte ce que la guerre nucléaire représente aujourd'hui pour les gens »¹⁶.

Il est temps pour les gens ordinaires de confisquer le pouvoir qu'ont les riches et les puissants de jouer avec nos vies. « Au lieu d'insister sur l'horreur de la destruction nucléaire, il faudrait focaliser l'attention sur l'État tueur. Ce n'est pas à la bombe mais à son détenteur qu'il faut s'opposer : l'État qui compromet la vie de ses citoyens. »¹⁷. Il n'a pas encore été envisagé, et encore moins tenté, de chercher à faire surgir une société civile démocratique face à tous ceux qui détiennent le pouvoir qui soutient un monde de puissances nucléaires tout en étant soutenu par ce même monde.

La société civile au niveau international pose d'autres types de difficultés et ne sera donc que brièvement abordée ici. Il est évident que les couches plus aisées des États sont trop représentées dans les composantes de la société civile qui interviennent dans les discussions et instances nationales. C'est aussi pour cette raison que la démocratisation de la société civile internationale est indissociable de celle de l'ensemble de la société civile à tous les niveaux. Les efforts visant à définir une vision cohérente de la société civile internationale et d'une « sphère publique » mondiale concomitante se heurtent au clivage qui existe entre la logique des sociétés civiles et des mouvements apparus principalement pour faire des demandes aux États sous leurs différentes formes, et un désordre international où les règles sont faibles, les concentrations des pouvoirs économiques et politiques pas vraiment entravées et où la force militaire est l'ultime arbitre des conflits¹⁸. Les États qui exercent des politiques de chantage à la protection s'exacerbant les unes les autres représentent un problème particulièrement grave dans le cadre du désarmement, les arsenaux nucléaires étant pour une minorité un moyen mais aussi une motivation pour dominer dans un monde à deux vitesses¹⁹. Alors que la plupart des États convergent vers l'une ou l'autre forme de capitalisme oligarchique, il faut avoir un point

de vue particulièrement contraire aux discours estimant que la sécurité nationale des États doit venir d'en haut pour s'opposer aux idéologies justifiant les intérêts exclusifs de certaines élites, y compris les affirmations selon lesquelles les arsenaux nucléaires et le militarisme de haute technologie servent un intérêt général national.

En raison des alliances entre grandes et puissantes organisations qui veulent maintenir un statu quo intenable et inéquitable et l'étendre par-delà les frontières entre les pays et par-delà la séparation entre l'économie et l'État, la nécessité de discussions et d'actions se fait sentir par-delà les frontières. Ces efforts devraient toutefois trouver leurs racines là où se font sentir les conséquences de décisions prises par des personnes éloignées aussi bien socialement que géographiquement, et non pas dans des couloirs à l'extérieur de bureaux ou salles de réunion de responsables peu réceptifs. En concentrant trop tôt nos efforts sur les sphères du pouvoir, nous pourrions être pris au piège et devoir suivre la façon dont les puissants et les professionnels et spécialistes qu'ils emploient définissent les questions. Il est peu probable que les ONG du désarmement intervenant dans les instances internationales réussissent à influencer les politiques militaires directrices des États les plus puissants si, dans ces pays, la société civile est faible.

Lorsque notre programme et nos priorités sont ancrés là où nous vivons, travaillons et sentons ensemble les conséquences de décisions prises dans des centres de pouvoir très éloignés, nous découvrons et réalisons plus sûrement d'où viennent les risques et l'exploitation qui nous sont imposés sans notre accord. En restant très attachés à ces racines, nous pouvons espérer créer un engrenage positif et permettre des analyses et débats indépendants, identifier des alliés, créer des cadres permettant aux gens d'apprendre et d'exercer les pratiques de la démocratie, et réussir un jour à mettre en place une politique et une société civile qui sauront instaurer une économie et un État qui nous conviennent. Cette démarche qui devrait, à long terme, conduire vers le désarmement est aussi, à court terme, notre meilleure défense contre l'autoritarisme, le militarisme et la guerre.

Notes

1. Voir Darwin Bond-Graham, « New START: A Brief Analysis of the Treaty Ratification Process, Campaign Finance, and Lobbying Activities », 24 septembre 2010, <darwinbondgraham.blogspot.com/2010/09/new-start-brief-analysis-of-treaty.html>.
2. E.P. Thompson, 1985, *The Heavy Dancers: Writings on War, Past and Future*, New York, Pantheon Books, p. 3.
3. Arthur Lipow, 1996, *Political Parties and Democracy: Explorations in History and Theory*, Londres, Pluto Press, p. 162 et 163.
4. Jean L. Cohen et Andrew Arato, 1992, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge (Massachusetts), MIT Press, p. 30.
5. Voir Peter Mair, 2006, « Ruling the Void? The Hollowing of Western Democracy », *New Left Review*, n° 42 p. 25 et 46. Il est intéressant de noter qu'un historien chinois de renom a fait les mêmes observations et avancé une dynamique similaire dans la structure du pouvoir chinois et le Parti communiste. Voir Wang Hui, 2006, « Depoliticized Politics, from East to West », *New Left Review*, n° 41, p. 29.

6. Pour en savoir plus sur le contrôle des organisations militantes par des sociétés, voir Jane Mayer, « Covert Operations: The Billionaire Brothers Who Are Waging a War against Obama », *The New Yorker*, 30 août 2010 ; et Frank Rich, « The Very Useful Idiocy of Christine O'Donnell », *The New York Times*, 2 octobre 2010. S'agissant du rôle des fondations dans l'orientation de la contestation, voir par exemple Joan Roelofs, 2003, *Foundations and Public Policy: The Mask of Pluralism*, Albany (New York), State University of New York Press ; et Incite! Women of Color against Violence (sous la direction de), 2007, *The Revolution Will not Be Funded: Beyond the Non-Profit Industrial Complex*, Cambridge (Massachusetts), South End Press.
7. Cette opinion a été récemment bien argumentée in Zia Mian, 2010, « Charting a Path toward Eliminating Nuclear Weapons », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 27 septembre 2010.
8. Voir Ivan Oelrich et Hans Kristensen, « New START Treaty Reduces Limit for Strategic Warheads but not Number », *Public Interest Report*, Federation of American Scientists, 22 juin 2010.
9. Voir, par exemple, Elaine M. Grossman, « As 'New START' Goes to Senate Floor, Panel Strikes Compromise on Missile Defense », *Global Security Newswire*, 17 septembre 2010.
10. Voir Jacqueline Cabasso, 2007, « Nuclear Weapons Research and Development », in Michael Spies et John Burroughs (sous la direction de), *Nuclear Disorder or Cooperative Security? US Weapons of Terror, the Global Proliferation Crisis, and Paths to Peace*, New York, Lawyers Committee on Nuclear Policy, Western States Legal Foundation, et Reaching Critical Will, p. 93 et suivantes.
11. Aux États-Unis, cette position fut reléguée au second plan par une conception largement répandue du « mouvement antinucléaire » des années 80 qui accorde un poids disproportionné à la campagne « Freeze » qui optait pour des stratégies limitées, axées sur une question unique. Même si une étude détaillée du mouvement Freeze dépasse le cadre de cet article, quelques observations s'imposent. La stratégie du mouvement Freeze n'était pas sans susciter certaines controverses à l'époque au sein du mouvement antinucléaire dans son ensemble ; Freeze était plus soutenu et intéressait davantage dans certaines régions. Ce mouvement débuta dans le Nord-Est des États-Unis où il fut très influent. La concentration dans cette région des médias et du pouvoir politique a généralement permis aux acteurs des mouvements sociaux actifs dans cette région d'un immense pays, complexe et contrasté, de laisser des traces écrites nettement plus importantes qu'ailleurs.
12. European Network for East-West Dialogue, *Giving Real Life to the Helsinki Accords*, novembre 1986, cité in Lipow, op. cit., p. 160.
13. D'autres mouvements similaires se manifestèrent, mais différemment, comme le campement organisé par des femmes pour s'opposer au déploiement de missiles de croisière nucléaires à Greenham Common (Royaume-Uni) ; ce mouvement avait des origines symboliques remontant aux manifestations organisées il y a plusieurs siècles contre le mouvement des enclosures en Angleterre et des liens avec des mouvements britanniques récents d'écologistes, de féministes ou de squatters urbains. Voir, par exemple, Sasha Roseneil, 2001, « The Global, the Local, and the Personal: The Dynamics of a Social Movement in Postmodernity », in Pierre Hamel et al. (sous la direction de), *Globalization and Social Movements*, New York, Palgrave MacMillan, p. 89.
14. Pour une explication plus détaillée d'une position similaire, voir Cohen et Arato, op. cit., chapitre 10 et p. 562. Pour un point de vue connexe dans un contexte social différent, voir le concept de Jayaprakash Narayan concernant les mouvements non violents visant des objectifs qui nécessitent de profonds changements sociaux dans le cadre d'une société que l'on cherche à démocratiser, <www.mkgandhi.org/jpnarayan/total_revolution.htm>, citant « Notes on Bihar Movement », 1975, in Ajit Bhattacharjee, 2002, *Transforming the Polity: Centenary Readings from Jayaprakash Narayan*, Rupa and Co.
15. Thompson, op. cit., p. 353.
16. Harold Macmillan, 1966, *Winds of Change, 1914-1939*, Londres, p. 575 ; cité in Michael Sherry, 1987, *The Rise of American Air Power: The Creation of Armageddon*, New Haven (Connecticut), Yale University Press, p. 74.
17. Srirupa Roy, 2009, « The Politics of Death: the Antinuclear Imaginary in India », in Itty Abraham (sous la direction de), *South Asian Cultures of the Bomb: Atomic Publics and the State in India and Pakistan*, Bloomington (Indiana), Indiana University Press, p. 128.

18. Sur ce point, voir par exemple Nancy Fraser, 2005, « Transnationalizing the Public Sphere », <www.republicart.net/disc/publicum/fraser01_en.pdf>.
19. Voir Charles Tilly, 1985, « War Making and State Making as Organized Crime », in Peter B. Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (sous la direction de), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 169 et 171.

Plus de 20 ans après la fin de la guerre froide, la civilisation est toujours otage de plus de 20 000 armes nucléaires détenues par les cinq puissances nucléaires reconnues ainsi que l'Inde, Israël, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée. La doctrine de dissuasion nucléaire, invoquée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France comme l'argument suprême pour justifier le maintien des arsenaux nucléaires, est le facteur qui sous-tend cette crise mondiale en matière de sécurité. L'élimination des armes nucléaires ne pourra être sérieusement envisagée que si la dissuasion nucléaire est remise en question et d'autres solutions proposées.

Les armes nucléaires n'ont aucune utilité militaire. Outre la force explosive presque inimaginable de ces armes, les effets comme les altérations génétiques qu'elles provoquent à long terme sur la santé des gens qu'elles frappent sans discrimination les placent au rang des engins de terreur les plus terribles jamais inventés, bien pires que les armes chimiques voire biologiques.

La dissuasion nucléaire est pourtant une doctrine de sécurité nationale acceptée et profondément enracinée. Pour les dirigeants britanniques et français, le fiasco de Suez en 1956 et l'effondrement de leurs empires les conduisit à s'accrocher à la dissuasion nucléaire pour préserver leur influence et leur statut de grande puissance. Les Français décidèrent de mettre au point, à un prix colossal, leurs propres armes nucléaires et des vecteurs. Les Britanniques, estimant qu'ils ne pouvaient se permettre de telles dépenses, décidèrent, dans un accord conclu en 1962 entre Macmillan et Kennedy, de compter sur les États-Unis. Le coût des Polaris et des autres missiles mis au point par la suite fut exorbitant en termes de conséquences sur l'indépendance, la réputation et les réels intérêts de sécurité du Royaume-Uni. Pendant ce temps, le projet Manhattan créait, en secret, aux États-Unis un complexe militaire scientifique pour la mise au point d'armes nucléaires ; cette décision était encouragée et justifiée par le dogme de la dissuasion nucléaire qui ne rencontrait aucune résistance.

Après la chute du mur de Berlin, le Président soviétique Gorbatchev eut brièvement la possibilité de mettre fin à la logique de sécurité de la guerre froide, c'était le moment opportun pour mettre un terme au cauchemar nucléaire. La menace communiste céda rapidement

Robert Green, capitaine de frégate de la British Royal Navy (en retraite). Il a servi dans la British Royal Navy de 1962 à 1982 ; il a été à bord d'avions d'attaque nucléaire *Buccaneer* et d'hélicoptères anti-sous-marin équipés de grenades anti-sous-marines nucléaires. Il est aujourd'hui co-directeur du *Disarmament and Security Centre* de la *Peace Foundation*, Christchurch (Nouvelle-Zélande). Cet article se fonde sur son récent ouvrage intitulé *Security without Nuclear Deterrence* (Christchurch, Astron Media et *Disarmament and Security Centre*, 2010).

Les articles publiés dans le *Forum du désarmement* n'engagent que leurs auteurs. Les articles ne reflètent pas nécessairement les vues ou les opinions de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNIDIR, de son personnel ou des États ou institutions qui apportent leur concours à l'Institut.

la place à la menace de l'« intégrisme islamiste » et au conflit au Moyen-Orient, même si l'une des raisons majeures de ce conflit est la décision d'Israël d'acquérir secrètement des armes nucléaires.

Mon endoctrinement au sujet des armes nucléaires a pris fin au moment de la guerre du Golfe de 1991 ; je craignais que les attaques de missiles Scud irakiens armés d'ogives chimiques ne conduisent Israël à lancer une riposte nucléaire sur Bagdad. Un État nucléaire de facto était directement attaqué par un État non nucléaire ; Israël subissait précisément le type d'attaque que son statut nucléaire aurait dû lui éviter. Pendant ce temps, l'Armée républicaine irlandaise avait failli liquider tout le cabinet de guerre britannique par une attaque au mortier lancée depuis une camionnette stationnée dans Whitehall. La dissuasion nucléaire avait échoué dans des affaires qui donnaient un avant-goût des menaces de sécurité majeures qui pèsent aujourd'hui sur le monde.

Pour les États-Unis, soutenus par la France et le Royaume-Uni, la guerre du Golfe de 1991 et la chute de Gorbatchev étaient pourtant de nouveaux éléments justifiant la possession d'armes nucléaires afin de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM). Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont paradoxalement généralisé l'idée que la dissuasion nucléaire ne sera pas efficace contre les « régimes parias » et les extrémistes disposant d'ADM, qui représentent aujourd'hui la principale menace pour la sécurité mondiale. Les États-Unis reconnaissent cette nouvelle donne dans leur Stratégie de sécurité nationale de 2002, mais la remplacèrent par une politique de frappes préemptives utilisant au besoin des armes nucléaires¹. Cette nouvelle politique allait paradoxalement à l'encontre de l'affirmation gratuite des États dotés d'armes nucléaires selon laquelle la dissuasion nucléaire permet d'éviter la guerre. L'on imagine en effet difficilement une incitation plus forte à la prolifération des ADM, sans parler du fait qu'elle porte atteinte au sens moral et au droit international humanitaire.

La dissuasion nucléaire se heurte à un problème fondamental de crédibilité difficile à résoudre. La possession d'armes nucléaires ne dissuade pas d'autres États ou des acteurs non étatiques de lancer une attaque avec des armes classiques ; la preuve en a d'ailleurs été faite avec des conséquences dévastatrices. L'on peut même dire que la dissuasion nucléaire compromet la stabilité politique qu'elle est censée, selon ses partisans, instaurer : la possibilité de renoncer à la doctrine de destruction mutuelle assurée, lors du sommet Reagan-Gorbatchev qui eut lieu en Islande en 1986, fut exclue par les intérêts du complexe militaro-industriel américain et la volonté des États-Unis d'élargir leur dissuasion nucléaire à leurs alliés. La dissuasion nucléaire exacerbe la course aux armements, les déclarations polémiques et les gesticulations hasardeuses (autant de risques qu'elle est censée éviter), autant de facteurs qui, au lieu de conforter la sécurité, engendrent les pires problèmes de sécurité (comme l'attestent les cas de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran).

La dissuasion nucléaire peut être vue comme favorisant la prolifération des armes nucléaires. Israël réussit à convaincre la France puis les États-Unis d'admettre sa position particulièrement ambiguë en matière de dissuasion nucléaire ; l'Iraq puis l'Iran ont clairement utilisé ce prétexte pour chercher à se doter de leurs propres arsenaux. Pendant ce temps, les rivaux asiatiques, l'Inde et le Pakistan, tentèrent naïvement d'appliquer le dogme de la dissuasion nucléaire à leurs politiques de sécurité. Le contrat de technologie nucléaire entre les États-Unis et l'Inde et la volonté de la Chine d'opposer à cet accord un contrat avec le Pakistan sont autant de décisions qui mettent en péril le régime de non-prolifération ; celui-ci pourrait s'effondrer en raison des règles discriminatoires et de cette pratique des deux poids, deux mesures. Les trois États ayant poursuivi leurs ambitions nucléaires en dehors du régime international de non-prolifération ont encouragé et exacerbé l'insécurité au niveau régional et la course aux armements.

En 1996, la Cour internationale de Justice confirmait comme généralement illicite la menace (et à plus forte raison l'emploi) d'armes nucléaires². Le principe de dissuasion nucléaire repose sur une imposture morale grave. Heureusement, des citoyens militent encore pour l'abolition des armes nucléaires et pour une convention qui serait le fondement de cette abolition.

La délégitimation de la dissuasion nucléaire encourage la recherche d'autres solutions plus sûres et plus efficaces pour garantir notre sécurité³. Il faut donc voir dans le désarmement nucléaire un processus qui vise à accroître la sécurité et à dénoncer la charge que représentent ces armes qui ne peuvent être utilisées. Convaincre la Fédération de Russie et les États-Unis de réduire l'alerte de leurs armes nucléaires stratégiques doit donc être une priorité. Ces pays cumulent à eux deux plus de 4 000 armes stratégiques qui sont actuellement prêtes à être lancées en quelques minutes⁴. Lorsque la Russie et les États-Unis affirment qu'ils ont dépassé la guerre froide et collaborent dans le cadre de la guerre dite contre le terrorisme, cet arrangement anachronique est guidé par un impératif supérieur, préserver le dogme de la dissuasion nucléaire au risque d'engendrer des effets catastrophiques pour l'humanité entière et la planète. Réduire l'alerte des forces nucléaires russes et américaines permettrait de limiter les risques d'un tir accidentel ou non autorisé d'une arme nucléaire.

Lorsque l'on pense à l'écrasant avantage militaire de l'OTAN sur la Russie s'agissant des armes classiques, il faut de toute urgence donner à la Russie des raisons de moins dépendre de son arsenal nucléaire pour sa sécurité. L'Europe occidentale n'ayant pas vraiment à craindre de chantage nucléaire de la part de la Fédération de Russie, il est dans l'intérêt de la sécurité des pays de l'OTAN d'encourager l'Organisation à évoluer vers une stratégie de défense non nucléaire.

Quant au Royaume-Uni, il s'efforce de retrouver au niveau international un rôle qu'il a perdu depuis son empire. En tant que première puissance de taille moyenne à décider qu'elle devait avoir des armes nucléaires, le Royaume-Uni a montré l'exemple à la France, à Israël, à l'Inde et au Pakistan. Sur les 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, le Royaume-

Uni est aujourd'hui le pays ayant le plus petit arsenal nucléaire ; ses armes ne sont déployées que sur un seul système, des missiles Trident, et sont dans un état d'alerte moins tendu qui nécessiterait plusieurs jours pour les employer. Dans mon étude récente, j'explique quelles seraient les conséquences si le Gouvernement britannique, qui se voit contraint d'opérer de toute urgence des réductions massives dans le domaine de la défense, décidait de renoncer à la dissuasion nucléaire :

La décision d'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de renoncer aux armes nucléaires serait remarquable et transformerait du jour au lendemain le débat sur le désarmement nucléaire. Le Royaume-Uni pourrait dès lors exercer une influence sans précédent au sein de l'OTAN pour une stratégie non nucléaire, une évolution inévitable si l'OTAN veut préserver sa cohésion. Cela fournirait de nouvelles occasions de faire évoluer les esprits, en particulier aux États-Unis et en France, et d'influencer l'Inde, Israël, le Pakistan et d'autres acteurs résolus à se doter d'armes nucléaires. Cette situation inciterait, en outre, la Russie et la Chine à réviser en profondeur leurs stratégies nucléaires, tous les pays nucléaires à lever l'état d'alerte de leurs forces nucléaires et la communauté internationale à entamer des négociations multilatérales pour une convention sur les armes nucléaires⁵.

Il ne sera pas facile de sortir de l'abîme nucléaire qui nous hypnotise et nous terrorise depuis soixante ans. Comme pour toute avancée majeure dans le domaine des droits de l'homme et de la justice, le mouvement qui entraîne une évolution des mentalités doit venir de la société civile. Pour conclure :

Comme pour la dissuasion nucléaire, trois des principaux défenseurs de l'esclavage étaient les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ; dans ces pays, la classe dirigeante tentait de défendre une affirmation immorale et illégale, à savoir que l'esclavage était « un mal nécessaire » et qu'il n'existait pas d'autre solution. Les élites échouèrent parce que de courageux citoyens britanniques, américains et français réussirent à mobiliser l'opinion publique et des personnalités politiques pour exiger que l'esclavage soit remplacé par d'autres façons de créer des richesses, des solutions légales qui seraient plus efficaces et plus humaines. L'analogie s'applique à la dissuasion nucléaire ; nous pouvons et nous devons nous en débarrasser et la remplacer par des stratégies de sécurité légales, plus sûres et plus humaines si nous voulons préserver la civilisation et les écosystèmes de la Terre⁶.

Notes

1. Les scénarios d'éventuelles attaques nucléaires préemptives furent exposés brièvement dans une publication des chefs d'état-major interarmées des États-Unis intitulée Doctrine for Joint Nuclear Operations, 15 mars 2005.

2. Voir Cour internationale de Justice, Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Avis consultatif du 8 juillet 1996.
3. Le World Court Project (voir la page web du Lawyer's Committee on Nuclear Policy <lcnp.org/wcourt>) présente de nombreux arguments juridiques sur l'abolition nucléaire ; il existe en outre de nombreuses campagnes de citoyens en faveur de l'abolition des armes nucléaires et d'une convention sur les armes nucléaires qui aurait force exécutoire et consacrerait cette abolition.
4. Bruce G. Blair, Harold A. Feiveson et Frank von Hippel, 1997, « Taking Nuclear Weapons off Hair-Trigger Alert », *Scientific American*, novembre.
5. Robert Green, 2010, *Security without Nuclear Deterrence*, Christchurch, Astron Media et Disarmament and Security Centre, p. 245.
6. *Ibid.*, p. 258.

Nouvelle publication

Disarmament Machinery: A Fresh Approach

Tim Caughley, septembre 2010, gratuit

Les instances actuelles du désarmement – regroupées sous l'expression « mécanisme multilatéral pour le désarmement » – tentent de s'attaquer aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité. Depuis la fin de la guerre froide, la plupart des États ont profondément revu leur position en matière de sécurité ; une évolution que ne reflète pas le mécanisme de la communauté internationale pour le désarmement. Par exemple, le principe de « désarmement en tant qu'action humanitaire » – qui a influencé des processus constructifs, en particulier ceux sur les mines antipersonnel et les armes à sous-munitions – n'a pas suscité la même mobilisation autour de la question nucléaire. Cette dernière suscite de nombreux débats dans le cadre des processus officiels du désarmement multilatéral, mais aucune avancée réelle n'a été enregistrée depuis le milieu des années 90. Le mécanisme multilatéral pour le désarmement semble, en outre, démuné pour traiter des questions interdépendantes comme la violence armée et le développement. Si les initiatives menées à l'extérieur des instances habituelles du désarmement permettent de plus en plus d'avancées concrètes en faveur du désarmement et de la sécurité, l'on peut s'interroger, vu les résultats, sur la pertinence du mécanisme actuel de la communauté internationale pour le désarmement. Il serait important de réformer ce mécanisme pour en améliorer l'efficacité et, partant, favoriser le développement et accroître la sécurité.

La publication la plus récente du projet « Réparer le mécanisme multilatéral pour le désarmement » propose de prendre un nouveau départ. Elle examine les processus de désarmement qui ont réussi au cours des 20 dernières années et abouti au Traité d'interdiction des mines, au Programme d'action sur les armes légères et à la Convention sur les armes à sous-munitions. Quels mécanismes permirent à ces processus de conclure ces accords ? Peuvent-ils être utilisés uniquement de manière ponctuelle ? Cette analyse conclut en espérant qu'avec la pression des États, un processus très différent pourrait conduire à un mécanisme plus efficace pour le désarmement.

Projet de l'UNIDIR

Le protocole pour l'évaluation des besoins de sécurité (projet SNAP)

Le projet SNAP sur un protocole pour l'évaluation des besoins de sécurité fut une initiative innovante menée par l'UNIDIR entre 2006 et 2010. Il visait un double objectif : étudier et mettre au point des techniques et systèmes pour générer les connaissances nécessaires au niveau des communautés et examiner et concevoir de nouveaux mécanismes pour faire de ces connaissances un atout stratégique pour la conception au niveau local d'interventions en matière de paix et de sécurité.

La méthode définie par le projet pour évaluer les besoins de sécurité présente une nouvelle façon de mettre en évidence une série de besoins dans une communauté donnée, recenser et décrire les pratiques d'une communauté en matière de sécurité et interpréter et expliquer comment elle conçoit la sécurité, une conception qu'il est indispensable de connaître pour tenter d'améliorer la situation en concertation avec les membres de la communauté.

Notre approche reconnaît le fossé qui sépare les « meilleures pratiques » et la réalité sur le terrain. Le projet SNAP est fondé sur l'idée d'appliquer à la conception des programmes au niveau local les stratégies des « meilleurs processus ». Le meilleur processus repose sur l'idée que des programmes efficaces pour les communautés locales nécessitent des connaissances locales et que le meilleur moyen d'appliquer ces connaissances est un processus original de conception des services.

L'équipe du projet SNAP a fait de nombreuses présentations lors de plus de 50 événements et conférences réunissant des praticiens, des universitaires et des diplomates. Les recherches du projet aident à définir les programmes de travail dans les domaines de la recherche culturelle appliquée à la paix et la sécurité, de l'éthique coopérative, de la théorie localisée et de la conception stratégique.

Le point culminant du projet de l'UNIDIR sur « Le protocole pour l'évaluation des besoins de sécurité » a été la conférence « Conception stratégique et politique publique » co-organisée avec le Center for Local Strategies Research de l'Université de Washington et la Saïd Business School de l'Université d'Oxford. Cette conférence de trois jours, organisée à New York, a réuni des spécialistes de la recherche culturelle, de la conception (en particulier de services) et de la politique publique internationale (notamment de la paix et la sécurité internationales).

Cette conférence a permis de définir un programme divisé en quatre thèmes principaux : 1) favoriser la coopération entre les divers champs d'activités et de recherche pour élaborer des méthodes, des pratiques et des instruments inédits ; 2) développer des ressources favorisant les actions menées en concertation ; 3) sensibiliser les praticiens et les responsables politiques à la conception stratégique ; 4) et trouver des solutions pour favoriser la promotion sociale par des actions sur le terrain.

L'UNIDIR tente de mettre en avant, de manière générale, l'agenda pour la conception stratégique et, plus particulièrement, de promouvoir le travail du projet SNAP. De nouveaux projets et partenariats sont étudiés pour mettre en avant ces idées au moment où les phases de recherche et d'innovation du projet SNAP se terminent.

Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à :

Derek B. Miller

Senior Fellow, UNIDIR

E-mail : dmiller@unog.ch

Lisa Rudnick

chercheur principal, UNIDIR

E-mail : lrudnick@unog.ch